



UNIVERSITÉ
PANTHÉON-ASSAS
- PARIS II -

BANQUE DES MEMOIRES

Master de Droit Pénal et Sciences Pénales
Dirigé par Monsieur le Professeur Yves MAYAUD
2014

LES BACRIM

Floriane COLIN

Sous la direction de Monsieur le Professeur François HAUT

UNIVERSITE PARIS II PANTHEON-ASSAS

Master II Droit pénal et sciences pénales

Mémoire de recherche

LES BACRIM

Présenté par Floriane Colin

Sous la direction de Monsieur le Professeur François Haut

Année universitaire 2013-2014

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier tout particulièrement Monsieur le Professeur François Haut pour son soutien, sa disponibilité et ses précieux conseils dans l'élaboration de ce mémoire.

Je remercie par ailleurs Monsieur le Professeur Yves Mayaud.

Je tiens également à remercier mes amis colombiens, qui m'ont apporté de l'aide dans mes recherches et la compréhension du sujet, ainsi que Luiz Edgar Cruz pour avoir eu l'amabilité de répondre à mes questions.

Enfin, un grand merci à Maxime Louvet et Marc-Antoine Fioc pour leur aide.

SOMMAIRE

Introduction

Partie I. Les bacrim et leur fonctionnement interne

Titre I. L'organisation des bacrim

Titre II. L'activité des bacrim

Partie II. Les bacrim et leur impact externe

Titre I. Impact sur la société colombienne

Titre II. Impact sur la notion classique de crime organisé

Conclusion

LISTE DES ABREVIATIONS

ACC : Autodefensas Campesinas de Casanare

ACCU : Autodefensas Unidas de Colombia

AUC : Autodefensas Unidas de Colombia

BACRIM : Bandas Criminales Emergentes

CCJ : Comisión Colombiana de Juristas

CNRR : Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación

DEA : Drug Enforcement Administration

ELN : Ejército de Liberación Nacional

EPL : Ejército Popular de Liberación

ERPAC : Ejército Revolucionario Popular Antiterrorista Colombiano

FARC : Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia

M-19 : Movimiento 19 de abril

MAS : Muerte a Secuestradores

MAPP : Mission d'appui au Processus de Paix en Colombie.

ONG : Organisation non gouvernementale.

PCC : Partido Comunista de Colombia

PEPES : Perseguidos por Pablo Escobar

UNCDES : Unidad Nacional Contra los Delitos de Desaparición y Desplazamiento Forzados.

« *Ce qui engendre le crime moderne, c'est la misère et non la méchanceté.* »
Le Portrait de Mr. W.H. (1889), Oscar Wilde.

« *La cause la plus sainte se change en une cause impie, exécration, quand on emploie le crime pour la soutenir. D'esclave, l'homme de crime peut devenir tyran, mais jamais il ne devient libre.* »
Paroles d'un croyant (1834), Félicité Robert de Lamennais.

« *L'humanité, comme une armée en campagne, avance à la vitesse du plus lent.* »
L'amour au temps du Choléra, Gabriel García Márquez.
En hommage à Gabriel García Márquez.

INTRODUCTION

Les bacrim – ou bandes criminelles émergentes – sont des organisations criminelles armées, qui développent des activités de contrôle des grands commerces illicites, de délimitation des zones d'influence et d'un strict contrôle territorial¹. Elles sévissent en Colombie depuis 2006, terrorisent la population et déstabilisent le pays par leur extrême violence et leur imprévisibilité.

Pour comprendre d'où viennent ces bandes criminelles émergentes, il est nécessaire de rappeler l'histoire de la Colombie, son conflit armé, ses guérillas et ses groupes paramilitaires. Par ailleurs, afin de saisir les enjeux et l'impact des bacrim sur la stabilité économique et politique du pays, il convient de s'arrêter sur la Colombie actuelle, un pays économiquement puissant et stable, culturellement riche et diversifié. Aujourd'hui, la violence et le narcotrafic – son générateur – sont les seuls, mais pas des moindres, obstacles que connaît la Colombie dans son développement.

A. La Colombie en histoire

1. Avant le conflit armé

Les explorateurs espagnols arrivent sur le territoire de l'actuelle Colombie vers 1500. Alors, les européens se mélangent aux peuples indigènes. Ces peuples traditionnels sont hétérogènes ; la diversité de langues, de coutumes, de religion et la position géographique de chaque tribu sont autant de faiblesses qui ne permettent pas aux natifs d'affronter les colonisateurs. Les espagnols fondent sur le territoire conquis un royaume.

De 1810 à 1819 a lieu la guerre civile qui mènera à l'indépendance de la Colombie. Napoléon envahit l'Espagne en 1808. Alors se soulèvent des mouvements de rébellion tant sur le territoire espagnol que dans les colonies. Les unes après les autres, les provinces gagnent leur indépendance, notamment grâce à l'aide de Simon Bolivar. La victoire de la bataille de Boyacá, le 7 août 1819 marque la défaite définitive de l'armée espagnole.

Un pays indépendant est créé : la Grande Colombie, sous forme d'une République. Le premier siècle de la République est marqué par une très forte instabilité et de nombreuses guerres civiles. L'abolition de l'esclavage en 1851 se solde par la révolte

¹ *Colombia : insurgencia, bandas criminales y narcotrafico*, Universidade Federal de Juiz de Fora, Erich Saumeth.

des grands propriétaires terriens et des esclavagistes, soutenus par les conservateurs. Plusieurs constitutions et réformes s'enchaînent sans réussir à stabiliser la République, alternant entre Etat fédéral et Etat centralisé, entre domination des libéraux et domination des conservateurs.

Ces instabilités se soldent par la Guerre des Mille Jours, opposant les membres du parti libéral et ceux du Front national (parti conservateur). La Colombie sort affaiblie de ces conflits successifs, dont le dernier est particulièrement important. Preuve en est, en 1903, le Panama est séparé de la Colombie et devient une république indépendante. Mais la paix est enfin retrouvée.

Ce sera de courte durée, car en 1948 est assassiné Jorge Eliécer Gaitan, candidat libéral aux élections présidentielles. Cet événement déclenche le *Bogotazo*, période de guerre civile particulièrement violente. C'est à cette époque que naissent les premières guérillas.



Jorge Eliécer Gaitan, lors d'un discours.

Jorge Eliecer Gaitan (Bogota, 1902 – 1948)

Jorge Gaitan est un homme politique colombien, issu de la classe moyenne. Très tôt, il s'investit en politique. Lorsqu'il est étudiant, il adhère au parti libéral et soutient son candidat aux élections présidentielles. Il est élu député à l'Assemblée de Cundinamarca en 1924 et 1925. Il voyage en Italie en 1926, où il étudiera le droit. Gaitan retourne en Colombie en 1928 ; il est alors élu à la Chambre des Représentants. Il dirige des manifestations contre la corruption administrative. Il devient une figure au sein du Parti libéral.

En 1928, la Colombie est marquée par le massacre des bananeraies. Un régiment de l'armée ouvre le feu sur des travailleurs grévistes de l'United Fruit Company, qui demandaient une augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, et la reconnaissance de droits syndicaux, entre autres. Gaitan se rend sur les lieux du massacre en 1929. Après investigations, il revient à Bogota pour dénoncer le massacre et les injustices commises par le gouvernement et l'armée. Commence alors un débat public, qui permettra à Gaitan d'asseoir sa position de figure politique populaire.

En 1931, il est élu président de la Chambre des Représentants et président de la Direction Nationale Libérale. En 1932 il devient recteur de l'Université Libre. Il voyage alors à travers l'Amérique Latine pour exposer la position de la Colombie dans le conflit qui l'oppose au Pérou.

En 1933, Gaitan décide finalement de rompre avec Parti libéral qui n'agit pas assez en profondeur pour lui. Il crée alors l'Union Nationale de la Gauche Révolutionnaire (UNIR). Ce nouveau parti connaît un franc succès dans les classes paysanne et ouvrière du pays. Il prône l'intervention de l'Etat, dans une politique sociale tournée vers l'économie ; l'intervention d'une réforme agraire ; un nationalisme antiimpérialiste quant à la politique extérieure ; un rabais des pouvoirs du président et des réformes législatives sociales. En 1935, l'UNIR est finalement dissoute sous les pressions de l'opposition.

En 1936, Gaitan est élu maire de Bogota. En 1939 il est élu magistrat à la Cour Suprême de Justice, et ministre de l'Education en 1940. Puis sa carrière politique connaît une impressionnante ascension : sénateur, président du Sénat en 1942, ministre du travail en 1943, candidat aux élections présidentielles et créateur du Mouvement Libéral Gaitaniste en 1944.

En 1944, plusieurs organisations gaitanistes se forment dans les grandes villes. Ce mouvement s'oppose au système actuel. Se développe alors une conscience révolutionnaire qui bénéficie au mouvement de Gaitan. Celui-ci fait appel aux intérêts fondamentaux des travailleurs, de la population rurale et de la jeunesse. Jamais le pays n'a connu un tel engouement pour un leader politique. Le sens de l'humour et de l'ironie de Gaitan, sa maîtrise des silences et des mots font de lui un orateur talentueux, faisant naître de l'émotion chez son public. Il finit en troisième position dans le suffrage des élections présidentielles en 1946. Ceci est vu comme une victoire pour les gaitanistes.

Dès le lendemain des résultats, Gaitan entame sa campagne pour les élections de 1950. Par les élections législatives de 1947, il est placé en position de force au sein du parti libéral avec lequel il s'allie. Il est alors proclamé candidat officiel du parti libéral pour les élections présidentielles.

Le 9 avril 1948, Jorge Eliecer Gaitan est assassiné à la sortie de son bureau par un jeune homme : Juan Roa. Le meurtrier est alors frappé à mort par la foule en colère, empêchant de connaître les motivations de son acte. Une période de grande violence suit l'assassinat de ce leader politique.

2. Le conflit armé colombien

A la suite de l'assassinat de Jorge Gaitan, se déclenchent dans Bogota plusieurs jours d'émeute d'une extrême violence, qui auraient causé la mort d'au moins 3.000 personnes, des milliers de blessés et des centaines d'édifices détruits : c'est le Bogotazo. Cet évènement va faire exploser la violence qui existait déjà dans le pays.

C'est le début d'une grande période de violence, « La Violencia », qui va durer jusqu'en 1960². Cette période aurait coûté la vie à au moins 200.000 personnes³. Le conflit éclate sous forme de confrontation armée entre les deux principaux partis (conservateurs et libéraux).

Les militants de gauche fuient dans les montagnes et s'organisent en groupes armés. Se forment alors les premières guérillas révolutionnaires colombiennes, inspirées par la victoire de la guérilla cubaine. C'est à cette époque qu'apparaissent les FARC et l'ELN.

En 1953, le général Rojas Pinolla prend le pouvoir, dans le but de faire cesser le bain de sang et de stabiliser une démocratie vacillante. Il est renversé en 1957, et le Front national est alors mis en place. Il s'agit d'un accord entre libéraux et conservateurs dans le but de sortir de la guerre civile qui déchire le pays depuis 1948. En 1960 s'achève la période de grande violence par la répartition équitable des charges gouvernementales entre les deux grands partis, à la suite de cet accord. Cela est certes une stabilisation pour le pays, mais c'est surtout un sacrifice de la démocratie.

Les guérillas révolutionnaires subsistent et se multiplient. Et parallèlement à l'apparition de la dynamique révolutionnaire, l'Etat colombien implante une stratégie contre-insurrectionnelle. En effet, dans les années 1980, se créent des groupes paramilitaires sous l'égide de l'armée nationale, destinés à combattre les guérillas. Le conflit armé persiste donc, entre les guérillas marxistes, les paramilitaires, et l'armée officielle.

Au début des années 1990, plusieurs guérillas déposent les armes et se démobilisent pour s'inscrire dans un processus de paix qui aboutira à la rédaction de la Constitution de 1991, c'est notamment le cas du M-19, responsable de la prise du palais de justice. Mais les FARC et l'ELN ne font pas partie de ces négociations.

² *Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie*, Philippe Dufort, 2007.

³ *Dictionary of Twentieth Century World History*, Oxford, Jan Palmowski, 1997.

La prise du palais de justice

Le 6 novembre 1985, un commando de 35 guérilleros du M-19 a pris d'assaut le Palais de justice dans le centre de Bogota, retenant en otage plus de 300 personnes dont les juges de la Cour Suprême. L'assaut donné par l'armée le lendemain, alors que les guérilleros exigeaient de négocier avec le président, est un des épisodes qui a le plus marqué l'histoire colombienne récente. Près de 100 personnes y sont mortes, dont 11 juges de la Cour Suprême, le Palais de justice a été incendié et détruit. Tous les corps n'ont jamais pu être identifiés. Au cours de la reprise du bâtiment, 11 personnes ont été amenées dans des garnisons militaires dont elles ne sont jamais revenues.



Avec la disparition des cartels (notamment celui de Medellin en 1993), les guérillas puis les groupes paramilitaires s'emparent du contrôle du trafic de drogue, qui devient leur source principale de financement. Donc, d'un conflit politique, le conflit armé colombien bascule vers un conflit économique, centré autour de la lutte pour la prise de contrôle sur le narcotrafic.

En 2005, sous la présidence d'Alvaro Uribe, est votée la loi Justice et Paix, qui permet la démobilisation des groupes paramilitaires. Entre 2004 et 2009, 35.353 paramilitaires se sont rendus⁴. Mais dans la continuité de ces groupes paramilitaires, apparaissent des bandes criminelles, appelées bacrim, qui sont aujourd'hui un acteur essentiel du conflit armé.

Le conflit armé colombien est donc ce conflit qui dure depuis plus de 60 ans, entre l'Etat, les guérillas, les paramilitaires et les bacrim, à l'origine dans un but politique et révolutionnaire. Mais aujourd'hui la raison d'être du conflit est la lutte pour le contrôle du trafic de drogue. C'est un conflit favorisé par une fracture sociale due aux inégalités et l'abandon des campagnes au profit du seul développement urbain⁵.

Le conflit colombien a fait à ce jour plus de six millions de victimes : 6.043.473 exactement⁶. Ce chiffre inclut les victimes de disparitions forcées, de déplacements forcés, d'homicides, d'attentats, de mines anti-personnelles, de recrutement d'enfants, de séquestrations, de tortures et de viols. Autant de violations des droits de l'homme qui continuent de se perpétrer aujourd'hui.

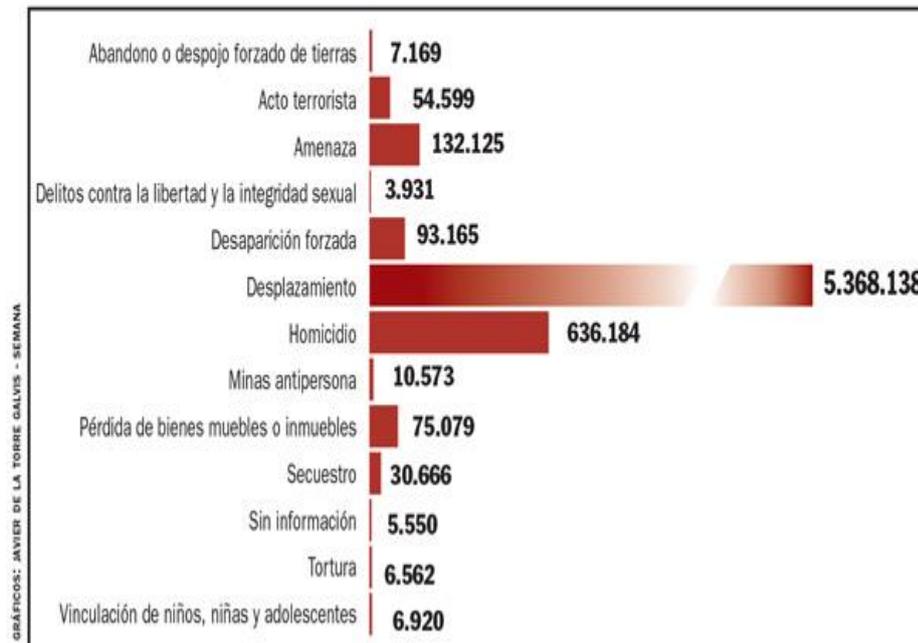
⁴ *Comment Bogota a démobilisé ses paramilitaires*, Le Figaro, 16 juin 2010.

⁵ *Le conflit colombien, acteurs, enjeux et perspectives*, P. Hupet et F. H. Giraldo Jimenez, 2009.

⁶ *Seis millones de victimas deja el conflicto en Colombia*, Semana, 8 février 2014.

LOS CRÍMENES DE LA GUERRA Y SUS VÍCTIMAS

La mayoría de las víctimas son desplazadas, pero hay muchas que han padecido toda suerte de crímenes de guerra, desde el homicidio y la desaparición, hasta el secuestro y el reclutamiento.



Les crimes de la guerre et ses victimes.

La plupart des victimes sont des personnes déplacées de force, mais il y a également un nombre considérable de victimes d'homicides et de disparitions forcées.

Afin de comprendre qui sont réellement les acteurs du conflit armé et d'où viennent les bandes criminelles, nous allons étudier l'exemple d'une guérilla, les FARC, et d'un groupe paramilitaire, les AUC.

3. Les FARC

Les FARC sont la principale guérilla aujourd'hui en Colombie, et aussi la plus ancienne.

Après l'assassinat de Gaitan en 1948, se déclenche une lutte contre le pouvoir de la part des communistes dans les villes, et de la population rurale. Ces personnes fuient Bogota où elles sont pourchassées, et se rendent dans des zones isolées. Elles s'organisent alors en milices, sous formes d'unités d'autodéfense.

Ces délégations rurales du Parti Communiste, bien que réduites, représentent une menace idéologique pour le gouvernement. C'est pourquoi, en 1964, le gouvernement, avec l'aide des Etats-Unis, lance l'offensive contre ces bastions du PCC lors de l'attaque de Marquetalia.

Les groupes d'autodéfense sont chassés de leur territoire. Ceci est perçu comme un déclin. Ils s'organisent en un seul groupe armé : le Blocus Sur de Tolima, qui prend

en 1966 le nom de FARC. A partir de cette date, la guérilla connaîtra une lente mais ferme ascension.

Grâce aux extorsions, aux séquestrations, et à leur implication dans le trafic de marijuana et de cocaïne, les FARC s'enrichissent au fil des années. Ainsi, la guérilla grossit ses effectifs, et s'arme de plus en plus, pour mener sa guerre contre le gouvernement, et contre les paramilitaires. Aujourd'hui, les FARC dominent le trafic de drogue en Colombie, et leur objectif politique, qui a justifié leur création, semble complètement oublié. L'objectif premier de ce groupe armé est d'assurer sa pérennité sur le trafic de drogue, depuis la production jusqu'à la distribution.

Après de nombreux processus de paix tentés mais échoués, la principale guérilla colombienne est actuellement dans un dialogue de paix avec le gouvernement de Juan Manuel Santos, qui se déroule à Cuba.

4. Les AUC

Les Autodéfenses Unies de Colombie sont une coalition d'armées privées d'extrême droite qui ont utilisé le conflit armé pour camoufler leurs activités économiques illégales. Parmi ces activités, se trouvent le narcotraffic, le déplacement forcé, les séquestrations et les extorsions. Les AUC sont arrivées à opérer dans deux tiers du pays, avec près de 30.000 soldats.

Les origines des paramilitaires remontent aux années 1980, lorsque face à une vague de séquestrations commises par les guérilleros de gauche, les narcotrafiquants décident de créer un escadron de la mort, appelé Mort aux Auteurs des Séquestrations (MAS). Ce groupe illégal assassine les guérilleros auteurs des séquestrations, mais également n'importe quel membre supposé d'une guérilla, y compris de nombreux civils innocents, des activistes, des représentants syndicaux et des hommes politiques.

Ce n'est que plus tard qu'apparaissent les groupes d'autodéfense, certains étant le fruit de généraux de l'armée colombienne et d'hommes politiques qui encouragent la population à organiser sa propre défense. Beaucoup de ces groupes sont constitués en toute légalité. Cependant, au lieu de protéger les civils contre la guérilla, une grande partie de ces troupes travaillent pour les narcotrafiquants, sous le contrôle des grands propriétaires terriens. Les alliances avec ces personnes puissantes économiquement permettent aux paramilitaires d'avoir accès à des armes, des véhicules et des équipements de communication. Ainsi, ils se détournent de leur objet principal de défense de la population civile.

En effet, l'ascension économique des narcotrafiquants change peu à peu la dynamique de la guerre en Colombie. Les membres puissants du Cartel de Medellín (entre les mains de Pablo Escobar) investissent dans la terre et, avec les groupes paramilitaires, cherchent à se protéger des extorsions de la guérilla et des tentatives d'enlèvement. Le MAS s'étend de manière exponentielle dans les zones rurales. Très rapidement, les autodéfenses protègent seulement les intérêts du trafic de drogue et non plus les civils.

Les groupes paramilitaires déclenchent des vagues de violence contre les couches de la population considérées comme sympathisantes de la guérilla. Des milliers de civils sont assassinés, parmi lesquels des membres du gouvernement et de la sphère politique en général. Le gouvernement décide alors d'interdire les organisations paramilitaires, qui deviennent illégales.

Une guerre à l'intérieure du Cartel de Medellín se solde par l'apparition de la seconde génération de paramilitaires, qui viennent des PEPES. En 1993, Pablo Escobar est abattu. Ce qu'il reste des PEPES se réorganise pour former les ACCU, autodéfenses paysannes de Cordoba et Uruba. En 1996, la ACCU crée une fédération de groupes d'autodéfense formés de sept organisations régionales : les AUC. Les AUC développent des délégations locales dans les principales zones d'influence de la guérilla et expulse la population rurale, en les accusant de collaborer avec la guérilla.

L'apparition des AUC coïncide avec un changement dans l'industrie du narcotrafic. Les cartels de Medellín et de Cali étant anéantis, le marché s'atomise, donnant naissance à 500 petits groupes de narcotrafic. Les FARC commencent à exercer un contrôle prédominant sur les zones de production de la drogue. Le résultat inévitable de cette mutation est un conflit entre les deux grandes structures existantes : les paramilitaires affrontent les guérilleros pour le contrôle des cultures coca, par la force, souvent avec le soutien et l'aide de l'armée colombienne. Cela se solde par des assassinats, des massacres, des déplacements massifs de la population rurale et un climat de terreur général.

Les gains de leur butin de guerre permettent aux AUC de croître de manière exponentielle et de créer une armée de plus de 30.000 soldats. Mais la source de ce revenu, principalement la drogue, met le groupe dans la ligne de mire des Etats-Unis, qui veulent en finir avec ce qui est à ce moment-là l'organisation criminelle de drogue la plus grande du monde. Les paramilitaires ressentent cette pression venant des Etats-Unis et cherchent une porte de sortie. C'est ainsi qu'ils signent un accord de paix avec le gouvernement colombien. A partir de 2006, de nombreux blocs paramilitaires se démobilisent.

Mais très vite, les failles du processus de paix apparaissent de manière évidente. Le gouvernement ne dispose pas de l'infrastructure nécessaire pour vérifier que les groupes paramilitaires se démobilisent effectivement et rendent toutes leurs armes.

Certains groupes trompent délibérément le gouvernement, en fournissant de vieilles armes et en rendant des civils, les faisant passer pour des soldats paramilitaires. Ces groupes commencent alors à se réorganiser, sous de nouveaux noms et sous une nouvelle forme criminelle : les bandes criminelles émergentes – BACRIM.

Alors que plus de 30.000 supposés soldats paramilitaires se démobilisent, beaucoup sont encore en liberté et sont impliqués dans de graves violations des Droits de l'Homme, commises dans le cadre de ces nouvelles bandes criminelles : narcotrafic, enlèvements, extorsion, et autres. Ceci est le résultat d'une défaillance de l'Etat colombien, au moment de réguler les conséquences du processus de paix et de la démobilisation des AUC.

Fonctionnement interne des AUC

Les AUC sont une fédération de groupes armés, dont les colonnes varient de 10 à 150 soldats. Certains opèrent en tant qu'escadron de la mort, en unités plus réduites pour éviter de se faire repérer, éliminer ses ennemis d'une manière systématique et créer un climat de terreur dans la population locale. D'autres travaillent en grandes colonnes de style militaire, avec pour objectif d'expulser l'ennemi de son territoire avec des techniques de tout raser et tout brûler. Cependant, les AUC n'ont jamais eu recours à une hiérarchie verticale. Certains électrons libres opèrent de manière relativement autonome, menant souvent à des désaccords voire même des combats internes.

La plupart des désaccords sont en rapport avec la mission du groupe. En effet, en apparence, les AUC cherchent à combattre les guérillas. Mais ce combat inclut en réalité le contrôle des principales voies du trafic de drogue et le contrôle sur les régions productrices de coca. Les principaux narcotrafiquants financent et dirigent les groupes paramilitaires dans tout le pays. Avec ces alliances, les chefs des AUC imitent les pratiques des narcotrafiquants : ils utilisent leur pouvoir économique pour corrompre des politiques en finançant leur campagnes notamment, ils assassinent ceux qui ne se laissent pas corrompre (Luis Carlos Galan en 1989).

L'objectif de protection de la population civile n'est qu'une façade pour cacher le réel objet des AUC – le trafic de drogue. L'idéologie politique n'est que secondaire. Ceux qui essaient de retrouver cette idéologie et de s'éloigner du trafic de drogue sont éliminés – Carlos Castaños en 2004.

Les bacrim, nées de la démobilisation des groupes paramilitaires, ont fait leur entrée dans le conflit armé colombien. Ce conflit, bien que moins violent qu'auparavant, continue d'handicaper la Colombie, un pays regorgeant de richesses, en pleine expansion économique.

B. La Colombie en actualité

1. Politique et économie

La Colombie est une république démocratique, l'une des plus anciennes sur le continent sud-américain. Elle connaît un régime stable, malgré des épisodes de violence. Il s'agit d'un régime présidentiel fondé sur une stricte séparation des pouvoirs, largement inspiré du modèle nord-américain, même si persistent des éléments de régime parlementaire. Le président de la République est élu au suffrage universel pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois. Le pouvoir législatif est exercé par un Congrès bicaméral. Le pouvoir judiciaire s'inspire du modèle français, avec des spécificités, notamment l'existence d'un Ministère public autonome.

L'ampleur des ressources naturelles de la Colombie (émeraude, café, pétrole, charbon notamment), la taille de son marché et son statut de débiteur exemplaire font d'elle un pays avec une croissance économique solide. Les projets de développement des secteurs des hydrocarbures et des mines focalisent l'intérêt des investisseurs. Le commerce extérieur représente environ 20% du PIB.

En dépit de la croissance du PIB, le niveau de pauvreté du pays reste élevé (32,7%), ainsi que celui d'indigence (10,4%). L'existence de quelque 5 millions de personnes déplacées amplifie ce phénomène. Le taux de chômage avoisine officiellement les 10%, mais le recensement de la population active, compte tenu du niveau élevé de l'emploi informel, est très aléatoire.

Les inégalités dans le pays sont très fortes, 1% de la population détiendrait 20% du revenu national.

La Colombie siège comme membre non-permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies pendant le biennium 2011-2012, et confirme son engagement pro-occidental, ainsi que sa capacité à assumer des responsabilités dans la lutte contre les menaces transversales. Le pays a signé un accord avec l'OTAN permettant l'échange d'informations classifiées pour lutter contre l'insécurité. Depuis fin 2013, la Colombie est entrée dans une phase active d'adhésion à l'OCDE.

Quelques chiffres ...

DONNEE	COLOMBIE⁷	FRANCE⁸
Superficie	1.038.700 km ²	632.834 km ²
Population	47 millions, urbaine à 77%	65 millions, urbaine à 85 %
Densité	41 hab/km ²	117 hab/km ²
Espérance de vie	74 ans	82 ans
Taux d'alphabétisation	94%	99%
Indice de développement humain	0,719 (91° rang mondial sur 186)	0.884 (20° rang mondial)
PIB	370 Mds USD	2.613 Mds USD
Taux de croissance	4,2 %	0 %
Taux de chômage	9,5%	10%
Dette publique brute	32%	93,5%
Total des exportations	58 Mds USD	602 Mds USD
Total des importations	54 Mds USD	717 Mds USD

⁷ Chiffres France Diplomatie

⁸ Chiffres INSEE

2. Education

Il est important d'insister sur la qualité de l'enseignement supérieur en Colombie. Certes, n'accèdent à ce niveau d'étude que les personnes les plus brillantes pouvant entrer dans les universités publiques, ou les plus riches pouvant payer le prix d'une université privée. Mais l'Etat colombien consacre une grande partie de son PIB pour améliorer l'éducation (environ 5%). D'ailleurs, le niveau d'alphabétisation est très élevé (94%).

Les universités colombiennes sont très prestigieuses, reconnues et dispensent un enseignement de qualité. Parmi les universités d'excellence, on peut citer los Andes, Rosario, la Nacional, la Javeriana à Bogota et la Antioquia, la Eafit à Medellin. Ces universités forment une élite pionnière académique et technique.

3. Culture

La Colombie est un pays rare d'authenticité. Sa population est la plus diversifiée culturellement du continent, et d'une gentillesse rare. C'est une population multiraciale, issue du métissage entre les colons espagnols, les Indiens autochtones et les esclaves africains. Il existe encore quelques 80 groupes indigènes qui parviennent à préserver leur tradition et sont une richesse culturelle pour le pays. Ainsi, l'espagnol est la langue officielle du pays, mais environ 65 langues indigènes et deux créoles sont encore parlées.

La culture colombienne présente une diversité à la confluence des multiples influences dans l'histoire du pays.

D'un bout à l'autre du territoire colombien s'étend tout un monde musical qui mêle influences indigènes, africaines et espagnoles. Chaque région a sa musique et sa danse traditionnelle. Par ailleurs, dans tout le pays, les jeunes et moins jeunes dansent la salsa, le vallenato, la cumbia, le merengue, la bachata, etc.

Fernando Botero pour la peinture, Gabriel Garcia Marquez pour la littérature, Shakira pour la musique sont des artistes colombiens internationalement reconnus et admirés.

La presse, la radio et la télévision sont très développées. Toutes les grandes villes ont leur quotidien par exemple. La Colombie est ainsi très ouverte sur le monde et reçoit l'influence de la culture nord-américaine et européenne, sans perdre pour autant son authenticité.

Mais malgré ses richesses économiques et culturelles, la Colombie souffre de son image de pays dangereux, à proscrire. On peut lire sur le site du Ministère des Affaires étrangères français que c'est un pays dangereux, dont aucune zone ne se prête à une vigilance normale. Or, ce tableau de la Colombie est dépassé. Les grandes villes comme Bogota, Medellin ou Cartagena sont sûres et très développées : hôtels cinq étoiles, sécurité privée dans de nombreuses zones pavillonnaires, discothèques et restaurants huppés. De nombreux touristes qui ont osé s'aventurer en Colombie, et aller au-delà de son image négative, reviennent enchantés de leur séjour, tant du fait de la population chaleureuse que des paysages paradisiaques. Le tourisme a d'ailleurs augmenté de 11% en 2010⁹. Pays en pleine expansion économique et offrant une bonne qualité de vie, de nombreux investisseurs et expatriés se sont intéressés à la Colombie.

Malheureusement, la violence, bien que moins importante que décrite par les médias français, est belle et bien présente. Cette violence, perpétrée en très grande majorité par les guérillas et les bandes criminelles, en raison du narcotrafic est un véritable boulet pour la Colombie. L'ennemi numéro un de la Colombie est la richesse de ses terres, sur lesquelles se produit la coca.

4. Le problème du trafic de drogue

La Colombie est le premier pays producteur de cocaïne au monde. En effet, le climat, la richesse du sol, et la position géographique de ce pays, ouvert sur deux océans et porte d'entrée vers l'Amérique centrale, en font un pays producteur idéal pour les narcotrafiquants.

Le trafic de drogue rapporte chaque année 243 milliards d'euros. Si les trafiquants de drogues étaient un pays, leur PIB les classerait au 21^e rang mondial¹⁰.

Concernant le marché de la cocaïne, en 2007 et 2008, entre 16 et 17 millions de personnes consommaient de la cocaïne dans le monde. L'Amérique du Nord représentait près de 40% de la consommation de cocaïne mondiale. Malgré la répression, seuls 42% de la production mondiale de cocaïne seraient saisis. La valeur totale du marché de la cocaïne était estimée à 88 milliards de dollars en 2008¹¹. Chaque année, 994 tonnes de cocaïne sont produites, soit 30 grammes par seconde¹².

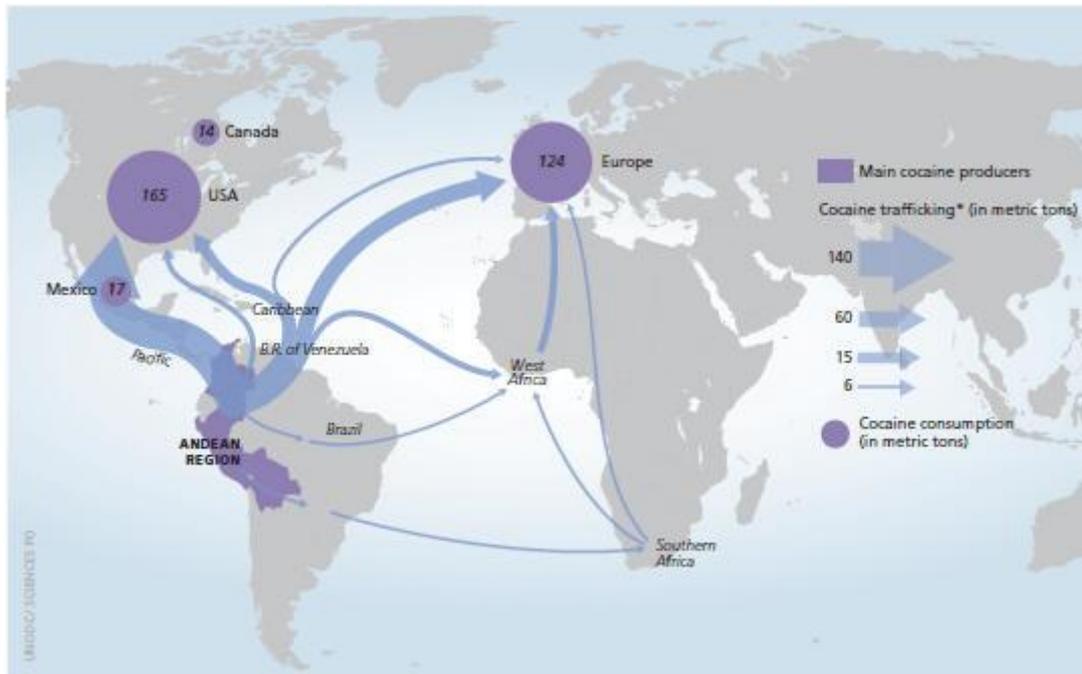
⁹ UNWTO Tourism Highlights.

¹⁰ *Chiffre d'affaires du trafic de drogues dans le monde*, planétoscope.

¹¹ Chiffres du rapport mondial sur les drogues 2010, ONUDC.

¹² Rapport mondial sur les drogues 2011, ONUDC.

La cocaïne est généralement transportée depuis la Colombie vers le Mexique ou l'Amérique centrale par la mer, puis par la terre vers les Etats-Unis ou le Canada ; ou elle est acheminée vers l'Europe par la mer, le plus souvent dans des cargaisons de conteneurs.



Principaux flux de cocaïne en 2008.

Par exemple, en novembre 2013, lors d'un contrôle en provenance de Bogota, les douaniers de l'aéroport Charles de Gaulle à Paris ont saisi 2,7 kilos de drogue enfouis dans des sachets de poudre de lait et de cacao, dans une paire de chaussures et dans des lingettes¹³.

Plus de la moitié de la coca en Colombie se produit sur des grandes plantations. Les propriétaires des petites plantations ont fui sous la menace. Ces propriétaires terriens déplacés de force viennent grossir la couche des personnes sans emploi dans les grandes villes. Les grandes plantations, de 10 à 80 hectares de superficie emploient de la main d'œuvre qualifiée et des techniques modernes.

Ces dernières années, des progrès ont été faits dans la lutte contre l'impunité de laquelle bénéficiaient les cartels et leurs réseaux. Les organismes chargés d'exécuter la loi en Colombie ont réussi à mettre derrière les barreaux des dizaines de dirigeants du marché de la drogue. De grandes quantités de drogue ont été découvertes et détruites. Des lois relatives aux peines de prison exécutées, au blanchissement d'argent ont été adoptées ou modifiées. Il est de nouveau possible d'extrader, dans certaines limites, les nationaux colombiens recherchés à l'étranger pour des crimes de drogue.

¹³ Roissy : 42 kg de cocaïne saisis en une semaine, Le Figaro, 18 novembre 2013.

L'éradication des champs illicites s'est surtout effectuée depuis les airs, en déversant des herbicides liquides depuis 1984. Mais les agriculteurs de la drogue se déplacent vers les arbres pour créer de nouvelles et plus grandes plantations si les leurs ont été détruites.

A partir de 1970, le trafic de cocaïne a fait naître en Colombie de puissants cartels organisés, notamment celui de Medellin et celui de Cali, qui fournissaient 80% du marché des Etats-Unis. La guerre contre le narcotrafic a plongé le pays dans la terreur et la violence. En août 1989, la Colombie obtient l'aide des Etats-Unis pour lutter contre le trafic de cocaïne et les cartels dominant ce marché. En 1993, le cartel de Medellin est démantelé avec la mort de Pablo Escobar, son chef charismatique. Les deux cartels avaient recherché à avoir du pouvoir politique. C'est ainsi qu'en 1994, le cartel de Cali a financé la campagne présidentielle d'Ernesto Samper. Les Etats-Unis décidèrent alors de réduire considérablement leur aide. Alors, le marché de la cocaïne a connu une croissance fulgurante dans les années 1990, entre les mains des guérillas et des paramilitaires. Aujourd'hui, le trafic de drogue est le fait des guérillas toujours, et des bacrim qui ont succédé aux paramilitaires. Les affrontements entre les différentes bacrim, entre bacrim et guérillas, entre ces organisations et l'armée dans la lutte pour le contrôle sur le trafic de drogue sont la souche du conflit armé colombien, de la violence dans le pays. Le narcotrafic est la source principale de financement des guérillas et des bacrim. Par conséquent, c'en est à la fois le moyen et la cause.

L'un des aspects qui préoccupe le plus la communauté internationale est la transversalité qu'a le trafic de drogue en Colombie. L'argent de sa commercialisation est utilisé, en partie, pour financer des campagnes politiques, pour corrompre les armées, des journalistes, chefs d'entreprise, sportifs et représentants du monde politique, économique et social. Cela illustre la manière dont le narcotrafic contamine les diverses strates de la société colombienne, rendant son éradication très compliquée.

Un des facteurs qui provoque une instabilité dans la société colombienne est que malgré la production de produits illégaux, une grande partie des ressources que cela génère ne restent pas dans le pays. Plus le gain est important, plus la pauvreté est grande en Colombie. Seulement 2,6% de tout l'argent généré par la production et le trafic de cocaïne restent en Colombie. Les 97,4% restant sont partagés entre les narcotrafiquants et les banques des Etats-Unis et d'Europe¹⁴.

Autre conséquence désastreuse du narcotrafic en Colombie : l'écosystème souffre énormément du trafic de drogue. En effet, les processus de fumigation détruisent certes les productions de coca, mais rendent infertiles et polluées toutes les terres traitées.

¹⁴ Etude de l'Université Los Andes de 2011, rapportée par atlantico.fr le 9 juin 2012.

C. Colombie et bacrim

En faisant ses adieux et son bilan de huit ans de pouvoir, l'ex-président Alvaro Uribe s'était vanté en août 2010 d'avoir éliminé le paramilitarisme. Les défenseurs des droits de l'homme, eux, sont sceptiques. Ils s'inquiètent du dynamisme des bandes criminelles émergentes – BACRIM – qui prennent la place de paramilitaires démobilisés, un peu partout dans le pays.

Selon les chiffres officiels, 32.000 combattants paramilitaires ont déposé les armes entre 2006 et 2009. Les AUC ont officiellement disparues. Et une trentaine de grands chefs paramilitaires sont en prison. C'est le résultat de la loi Justice et Paix de 2005, qui a servi de cadre juridique à la démobilisation des milices paramilitaires.

Cette loi prévoit des peines maximales de huit ans pour les ex-combattants disposés à avouer leurs crimes et à livrer leurs biens pour indemniser les victimes. Un programme de réinsertion a également été mis en place pour garantir le retour à la vie civile des combattants démobilisés. Gustavo Gallon, de la Commission colombienne des juristes, indique que sur les 32.000 paramilitaires officiellement démobilisés, 31.000 ont bénéficié d'une amnistie de fait, et donc seulement 1.000 ont été incarcérés.

Les aveux des paramilitaires ont permis de connaître l'ampleur des crimes commis par les troupes d'extrême droite : 165.000 assassinats, 68.000 déplacements de population, 32.000 disparitions forcées, 3.500 enfants recrutés, des corps mutilés, violés, démembrés vivants, des cadavres découpés au couteau, enterrés dans des fosses, etc.¹⁵

Mais les milices paramilitaires ont bénéficié de la complicité au sein de l'Etat, du gouvernement tout au long de leur activité. Et cette « *moelle épinière du système paramilitaire* », comme la nomme Gustavo Gallon, n'a pas pu être identifiée, les extraditions vers les Etats-Unis des chefs des AUC ayant bloqué des aveux décisifs.

Dans ce contexte, à partir de 2006, les paramilitaires démobilisés se sont réorganisés et réarmés sous une autre forme. Le gouvernement parlait initialement de bandes émergentes, en refusant de voir le lien existant entre ces bandes et les troupes paramilitaires démobilisées. Puis, est apparue dans les médias l'expression de bandes criminelles. Désormais, on parle surtout de bacrim, contraction de bandes criminelles.

Il est essentiel d'observer que la dénomination de bande criminelle – bacrim – pour parler de ces groupes aux origines paramilitaires est très réductrice. Certes, les bacrim, nous allons le voir, ne sont pas aussi puissantes ni structurées que les anciennes AUC. Néanmoins ce ne sont pas de simples bandes de rue délinquantes.

¹⁵ *La Colombie est-elle vraiment débarrassée des paramilitaires ?* Le Monde, 19 août 2010.

Leur impact sur la société colombienne ne doit pas être minimisé. Les bacrim perpétuent les crimes des AUC, terrorisent la population civile avec les mêmes techniques que celles-ci.

Les bacrim sont le résultat des graves déficiences dans le processus de démobilisation des AUC, qui n'a pas réussi à démanteler complètement les blocs paramilitaires, ses réseaux criminels, ni ses sources de financements et différents soutiens. La démobilisation a souffert de deux failles essentielles.

Tout d'abord, le gouvernement n'a pas pris les précautions les plus basiques pour vérifier l'identité des supposés démobilisés. Plusieurs témoignages et enquêtes pénales qui ont suivi les démobilisations affirment que des membres du gouvernement ont engagé des délinquants et des personnes sans-abri pour les présenter comme des paramilitaires démobilisés et faire gonfler les chiffres. Les paramilitaires eux-mêmes auraient recruté des civils au dernier moment, ou les auraient payé, pour les faire passer pour les leurs et donner l'impression qu'un effectif important se démobilisait. Des narcotrafiquants se seraient fait passer pour des paramilitaires afin de bénéficier des privilèges accordés par la loi de Justice et paix¹⁶.

Par conséquent, beaucoup de personnes qui ont participé au processus de démobilisation n'étaient pas de véritables paramilitaires. Et les réels paramilitaires ont pu continuer à diriger leurs opérations criminelles, sans que le gouvernement ne s'en inquiète.

Ensuite, les ex-combattants démobilisés n'ont pas été interrogés sur les réseaux criminels qui travaillaient pour les troupes paramilitaires, ni sur les moyens financiers dont disposaient ces troupes. Cela était pourtant essentiel, pour couper l'arbre depuis sa souche, et ne pas en couper seulement les branches, pour qu'il ne puisse pas renaître de ses cendres. Le gouvernement a pourtant refusé toutes les initiatives entreprises qui visaient à démanteler les réseaux criminels complices des paramilitaires. Ainsi, la quantité énorme de biens et ressources d'origine illégale dont disposait les paramilitaires n'ont pas été recherchées par le gouvernement. Les armes et autre biens, notamment des informations et contacts pour recruter de nouveaux membres et faire partie du narcotrafic, sont donc entre les mains des bacrim actuellement. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas cherché à identifier les terres volées par les paramilitaires, ces terres revenant aux bacrim. Pourtant, les déplacements de population commis par les paramilitaires ont été massifs¹⁷.

De ces failles du processus, sont nées les bacrim. Des membres non démobilisés et des membres démobilisés et amnistiés se sont réorganisés en réseaux criminels. Ils

¹⁶ *Nommer le conflit armé et ses acteurs en Colombie : Communication ou information médiatique ?* Yeny Serrano, l'Harmattan, 2012

¹⁷ *Herederos de los paramilitares, la nueva cara de la violencia en Colombia*, Human Rights Watch, février 2010.

ont recruté de jeunes civils, d'anciens guérilleros et perpétuent aujourd'hui l'activité des paramilitaires, la diversifient même. C'est pourquoi certains auteurs s'interrogent sur la pertinence d'appeler ces groupes bacrim, et non troupes néo-paramilitaires¹⁸.

Les bacrim représente donc une criminalité hybride, entre politique et trafic de cocaïne, entre leurs origines paramilitaires et leur structure décentralisée. Dans le cadre d'une étude criminologique, il est essentiel d'analyser le fonctionnement et l'impact des bacrim, afin de déterminer dans quelle mesure les bandes criminelles émergentes colombiennes représentent un phénomène criminel nouveau.

Ainsi, seront étudiées tout d'abord les bacrim et leur fonctionnement interne (Partie I) puis les bacrim et leur impact externe (Partie II) dans une démarche d'analyse criminologique de cette nouvelle forme de criminalité.

¹⁸ *Bandas criminales o neoparamilitares ?*, Frederic Massé, Foreign Affairs Latinoamérica, juin-avril 2011.

Partie I. Les bacrim et leur fonctionnement interne

« L'expression BACRIM méconnaît la nature de ces organisations, leur structure, et leur mode opératoire. La réalité de la confrontation armée nous montre que leur violente activité viole gravement les droits fondamentaux des citoyens »¹⁹.

Les bacrim sont bien plus que de simples délinquants. C'est un acteur du conflit armé colombien. Les bandes émergentes ne sont pas seulement des bandes au service du narcotrafic. Certes, elles ont un grand pouvoir sur les cultures illicites et les routes de la drogue. Mais il est évident que les bacrim sont également investies dans la lutte pour dominer la population, la lutte contre leurs ennemis et quiconque se mettra sur leur chemin.

Ces bandes criminelles sont caractérisées par leur extrême violence dans le cadre de leurs activités illégales (Titre II), mais également par leur organisation particulière, presque fragmentée²⁰ (Titre I).

Le fonctionnement interne des bacrim permet de les distinguer des autres formes de criminalité organisée connues. C'est un phénomène criminel nouveau, hybride et particulièrement violent.

¹⁹ Jorge Armando Otorala, Défenseur du Peuple, *Bacrim, más que delincuentes*, El Espectador, 14 novembre 2012.

²⁰ *Pequeños grupos proliferan en Colombia*, InSightCrime, 17 mars 2014.

Titre I. L'organisation des bacrim

Les bandes criminelles émergentes de Colombie sont nées de la démobilisation des troupes paramilitaires, à partir de l'année 2006. C'est un phénomène criminel relativement récent. Pour cette raison, les informations concernant l'organisation interne de ces bandes sont peu nombreuses. De plus, il existe différentes bacrim, avec chacune une identité, une histoire, un territoire propre.

C'est pourquoi il faut étudier une à une les principales bacrim qui sont actives aujourd'hui sur le territoire colombien (Chapitre 1), afin d'en retirer les éléments communs et de pouvoir établir quelle est l'organisation commune à toute bacrim, comment fonctionne une bacrim en général (Chapitre 2).

Chapitre 1. Différentes bacrim

En 2006, au moment de la démobilisation des paramilitaires, et de l'apparition des bandes criminelles émergentes, les autorités colombiennes identifiaient trente-trois bacrim qui faisaient travailler 4.000 hommes. Aujourd'hui, il existe cinq principales bacrim actives en Colombie : les Rastrojos (§1), les Urabeños (§2), ERPAC (§3), l'Oficina de Envigado (§4) et les Aguilas Negras (§5) ; et deux minoritaires (Renacer et los Machos). Les cinq principales bacrim recouvrent un effectif de 4.800 hommes.

Nous allons étudier une à une les cinq principales bacrim, afin de comprendre comment ces bandes criminelles ont pu s'imposer, et comment elles fonctionnent et sont organisées.

Paragraphe 1. Les Rastrojos

Les Rastrojos ou Rondes Paysannes Populaires sont un groupe armé créé en 2002, par le narcotrafiquant Wilber Valera, pour être le bras armé du Cartel Norte del Valle. Le nom de la bacrim vient de Diego Rastrojo, chargé de recruter les combattants pour Valera.

En 2006, le Cartel a été démobilisé à la suite du processus de paix mené par le gouvernement. Alors, les Rastrojos ont gagné en puissance et ont étendu leur territoire. Ils ont recruté d'anciens membres des AUC démobilisés et ont repris le territoire laissé par les narcotrafiquants du Cartel Norte del Valle et des fronts et blocs des autodéfenses qui agissaient dans cette zone.

Daniel Barrera Barrera, alias el Loco, a été un puissant allié de la bande. Avec les frères Comba et Diego Rastrojo, il faisait partie du comité d'origine des Rastrojos. El Loco était en charge du trafic international, Diego Rastrojo de la direction des délégations dans les campagnes, et les frères Comba de la direction des délégations dans les villes, comme Cali. Grâce à cette organisation, en 2010 les Rastrojos étaient la bacrim la plus puissante de Colombie.

Mais cette position est tombée du fait de tensions internes croissantes, et les arrestations de ses principaux leaders : les frères Comba, el Loco Barrera et Diego Rastrojo, extradés aux Etats-Unis, en 2012. La bande criminelle continue d'opérer dans tout le pays, mais en délégations plus restreintes. Aujourd'hui, elle est dirigée par Edinson de Jesus Quinceno, alias le Negro. C'est une bacrim qui n'a plus la puissance qu'elle pouvait avoir en 2009-2010.

Actuellement, les Rastrojos disposent de 1600 membres²¹, et sont actifs dans de nombreux départements de Colombie, surtout dans la zone cafetière, près de la frontière vénézuélienne et sur la côte pacifique. C'est un groupe décentralisé, du fait de la nature de sa distribution géographique. Cela crée une certaine instabilité au sein de l'organisation. En effet, le pouvoir central est obligé de beaucoup déléguer aux pouvoirs locaux, et est dépendant de leur obéissance. Le pouvoir central n'a pas de réel contrôle sur les délégations locales, du fait de leur éparpillement, ce qui est une réelle faiblesse pour la bacrim.

Les Rastrojos veulent reprendre les activités illégales laissées par les AUC, notamment prendre le contrôle sur les champs de coca, selon des études gouvernementales. Ils n'essayeront pas forcément de contrôler toute la chaîne de distribution de la cocaïne. Leurs objectifs étant la production, et les points stratégiques d'embarquement, comme la frontière vénézuélienne ou la côte pacifique. Cette bacrim a conclu des accords avec l'ENL et les FARC pour avoir un accès à la pâte de coca à bas prix. Les Rastrojos ont également des relations commerciales avec les cartels mexicains.

Leurs principaux ennemis sont les Urabeños et certaines unités des FARC, avec qui ils se disputent le contrôle du trafic de cocaïne. Les Rastrojos commettent également des extorsions, des assassinats de civils, des attaques par armes à feu, entre autres.

C'est une bacrim composée de membres très jeunes. En effet, elle n'hésite pas à recruter des mineurs. Contre la promesse d'une grosse somme d'argent versée, des mineurs transportent la drogue pour le compte des Rastrojos. S'ils refusent, leur famille est menacée.

Cette bacrim dispose d'un réseau d'assassins présents en Europe, notamment en Espagne, afin de contrôler le trafic de drogue sur le continent. Ce réseau est chargé de distribuer dans différents pays la drogue qui arrive de Colombie par des narcotrafiquants faisant partie des Rastrojos ou de cartels mexicains. Il relève aussi de la mission des membres présents en Europe d'abattre les ennemis sur place, dans le cadre de règlements de compte.



Ronald Puentes, alias el Niño, capturé à Madrid en janvier 2014 faisait partie des Rastrojos. Il devra répondre des crimes de trafic de drogue, homicides, blanchiment d'argent, vol, extorsion et disparition de cadavres.

²¹ Insightcrime.org

Paragraphe 2. Les Urabeños

Les Urabeños ou Autodéfenses Gaitanistes de Colombie sont aujourd'hui l'une des organisations narco-trafiquantes les plus ambitieuses et impitoyables du pays. C'est un groupe formé d'anciens dirigeants paramilitaires, qui fait augmenter considérablement le nombre d'homicides partout où il passe. Ils fonctionnent selon une rigoureuse discipline militaire dans chacune de leurs opérations et sont particulièrement influents sur la côte caraïbe, où ils embauchent les petites bandes de rue locales en tant qu'informateurs, assassins ou dealers. Les Urabeños gagnent du terrain sur les Rastrojos, son principal rival, notamment parce qu'ils arrivent à éviter des luttes internes et payent bien leurs recrues.

A l'origine, les Urabeños prennent leur nom d'Uraba, une région très appréciée des narco-trafiquants, au nord-ouest du pays, près de la frontière avec le Panama. Cette région permet un accès à la Mer Caraïbe, et à l'Océan Pacifique. Cependant, les origines du groupe viennent d'une autre région, les Llanos Orientales, où Daniel Rendon Herrera, alias Don Mario, dirigeait les finances du groupe paramilitaire le Bloque Centauros.

Les Llanos Orientales étaient un territoire disputé entre les trafiquants de cocaïne et les FARC. En 1997, les commandants paramilitaires des AUC Carlos et Vincente Castaño des AUC envoient des troupes sur cette zone afin de s'approprier le commerce de drogue de la guérilla ; ils y installent le Bloque Centauros. En 2001, Miguel Arroyave est chargé de diriger ce Bloque. Il convainc Don Mario de travailler pour lui.

Sous la surveillance de Don Mario, les Centauros deviennent l'une des factions les plus riches des AUC. Ils trafiquent la cocaïne, soutiennent les politiques locaux, rackettent les agriculteurs et récupèrent l'impôt de sécurité qu'ils font payer pour de nombreux produits (alcool, pétrole, etc.).

Cependant, les Centauros commencent à s'affronter avec un groupe paramilitaire voisin, les ACC, dirigés par alias Martin Llanos. En 2004, la guerre entre les deux groupes fait 3.000 morts. Don Mario fuit les Llanos Orientales en juin après un désaccord avec Arroyave et se réfugie dans la région d'Uraba, où son frère alias El Aleman dirige son propre groupe militaire.

El Aleman se démobilise en 2006. Son frère, Don Mario, en profite alors pour amplifier ses opérations illégales dans le golf d'Uraba. Il recrute beaucoup de combattants qui étaient sous le commandement de son frère, et des membres de guérillas dissoutes. Depuis Uraba, le groupe criminel envoie entre 10 et 20 bateaux rapides chargés de cocaïne vers l'Amérique Centrale ou les Caraïbes chaque semaine.

En 2008, Don Mario est l'un des narcotrafiquants les plus riches et les plus recherchés de Colombie.

Don Mario cherche à étendre son empire, et migre alors vers la province de Cordoba. Il va même jusqu'à Medellin, alors que la bacrim Oficina de Envigado domine cette ville. Des affrontements sanglants ont lieu. La police accuse les Urabeños d'être responsables d'au moins 3.000 homicides entre 2007 et 2009. Le 15 avril 2009, la police capture Don Mario.

Les frères Dario, deux anciens dirigeants paramilitaires prennent les rênes de la bacrim, qui dispose alors d'un effectif de 250 hommes. Ils vont faire croître cet effectif de manière exponentielle.

Le 1^{er} janvier 2012, Juan Dario est abattu par les forces de police. Dans une impressionnante démonstration de pouvoir, les Urabeños organisent alors une série d'attaques coordonnées dans le nord d'Antioquia pour protester contre la mort de leur chef. Ils démontrent leur intention de répondre par la violence à la mort de Juan Dario, en offrant publiquement une récompense d'US \$1.000 pour chaque policier assassiné dans la région d'Antioquia.

Concernant leur mode opératoire, les Urabeños comptent aujourd'hui au moins 1.200 membres dans son premier niveau de commandement²², et 3.700 en tout²³. Sa base est établie autour du golf d'Uraba. Ce commando spécialisé déploie des équipes d'hommes entraînés et armés dans les zones rurales essentielles pour les opérations de narcotrafic. Une fois établies, les équipes recrutent des informateurs locaux, en particulier des collaborateurs qui pourraient les informer des actions des forces de police. Cela inclut un contrôle sur les ports maritimes le long de la côte Caraïbe.

Les Urabeños sont aussi connus pour embaucher des bandes de rue locales qui les aident avec le micro-traffic, les extorsions, les homicides spécifiques. En parrainant des petites bandes de rue, la bacrim a pu laisser ses hommes qualifiés et disciplinés dans les champs, avec sous leur contrôle des portions de plus en plus grandes de terre. Cette technique a été déployée à Medellin. Les hommes entraînés sont dans les champs, et les bandes de rue parrainées par la bacrim se chargent de mener le combat contre la bacrim Oficina.

Les Urabeños, à l'instar des Rastrojos, ne cherchent pas à contrôler toute la chaîne de production de la cocaïne. Ils veulent en contrôler la base. Cependant, ils ne sont pas aussi agiles que les Rastrojos pour conclure des alliances avec d'autres acteurs du narcotrafic. Par exemple, ils achètent la base de la coca aux FARC, mais c'est la seule

²² *Los Urabeños*, InSightCrime.

²³ *Urabeños y Erpac, las bandas que más aumentan sus filias*, El Tiempo, 23 janvier 2014.

collaboration entre les deux groupes. L'atout majeur des Urabeños est sa discipline militaire. Ainsi, il n'existe pas de guerre ou désaccord à l'intérieur de la bande.

Les Urabeños ont récemment étendu leur influence aux opérations d'exploitation minière clandestine, surtout en Antioquia. Ils pratiquent énormément l'extorsion : ils exigent de l'argent pour assurer la protection de la population, aussi bien des grands chefs d'entreprise que des simples collégiens. Ils seraient actifs dans 22 régions.

Les Urabeños seraient récemment entré dans un processus de paix avec le gouvernement colombien, tout comme l'Oficina de Envigado.²⁴



Sept tonnes de cocaïne ont été saisies par les autorités colombiennes en avril 2014. La drogue allait partir du port de Cartagena pour rejoindre Rotterdam par la mer. La drogue, qui était cachée dans des pots en verre contenant de l'ananas, appartenait aux Urabeños. Cette saisie a une valeur de 242 millions de dollars en Europe.

Paragraphe 3. ERPAC

L'ERPAC, avec une idéologie de droite, est né pour substituer le gouvernement colombien dans la lutte contre les guérillas marxiste. Après un processus de paix échoué, le groupe a commencé à faire des affaires avec la guérilla et des ex-paramilitaires, et a utilisé le territoire dont il disposait pour fabriquer de la cocaïne et mener d'autres activités illégales. L'ERPAC s'est officiellement rendu au gouvernement en décembre 2011. Mais moins de la moitié de ses membres ont réellement rendu les armes, et les autres continuent d'agir dans les Llanos Orientales, mais divisés en deux factions rivales : le Bloque Meta et les Libertadores de Vichada.

De même que de nombreuses bacrim, à l'origine, l'ERPAC vient des AUC. Ses racines se trouvent dans la lutte entre la droite et les FARC dans les Llanos Orientales (Cf. §2). Le Bloque Centauros, présent sur place, semble plus intéressé par l'aspect

²⁴ *Los Urabeños y La Oficina de Envigado buscan diálogos de paz con el Gobierno*, El Espectador, 14 avril 2014.

commercial que par l'aspect militaire de son travail. Entre 2003 et 2004, le Bloque lance une offensive contre une faction paramilitaire rivale pour le contrôle des routes de la drogue près de la frontière avec le Venezuela. Plus de 1.000 personnes sont tuées. Les Centauros gagnent la bataille mais sont divisés. En septembre 2004, un groupe mené par Pedro Guerrero, alias Cuchillo, assassine Arroyave, leader des Centauros. Cet événement a entraîné de nouveaux conflits, et la naissance d'une nouvelle bande criminelle : l'ERPAC.

L'ERPAC a progressé du fait de son alliance avec El Loco Barrera (cf. §1) et de son alliance avec les FARC, son ancien ennemi. Avant de traiter et d'exporter la cocaïne par le Venezuela et le Brésil, l'ERPAC et Barrera, se basant dans les Llanos Orientales, achètent aux FARC la pâte base de coca, matière première pour faire de la cocaïne en poudre. Les autorités estiment qu'ils exportent entre deux et trois tonnes par mois. Une partie de leur production arrive en Europe, en passant par les pays pauvres d'Afrique Occidentale. Ils vendent aussi leur produit aux cartels mexicains. En 2010, le Département du Trésor des Etats-Unis signalent que Cuchillo et Barrera sont les narcotrafiquants colombiens les plus recherchés.

L'EPARC, en plus du trafic de drogue, s'adonne au vol de terres, de camions et de bétail. C'est une bacrim qui pratique aussi l'extorsion auprès d'entreprises locales et d'agriculteurs. Ses relations au sein de la police et de l'armée officielle, par corruption, sont l'atout de cette bande face à ses rivales.

Quant à son fonctionnement, l'ERPAC fonctionne militairement. C'est une bacrim qui domine son territoire à travers des techniques militaires, dans le but d'y traiter et négocier la drogue. Cette organisation militaire lui permet aussi de terroriser la population locale pour qu'elle se soumette à sa volonté. On voit par ses alliances avec les Rastrojos et avec les FARC que c'est une bacrim sans aucune idéologie.

A partir de 2009, l'ERPAC connaît une série de coups qui l'affaiblissent considérablement. En 2009, d'importants leaders sont arrêtés. En 2010, Cuchillo se noie en essayant d'échapper aux forces de police. Le numéro deux du groupe armé est également arrêté pendant l'opération. Le nouveau chef, alias Caracho manque de charisme et de contact dans le monde du narcotrafic. L'ERPAC est alors fragmenté. Face à son incapacité à maintenir la bacrim unie, Caracho se livre au gouvernement, avec 272 de ses membres.

La moitié restante de la bacrim continue de mener à bien les activités de l'ERPAC. Mais divisé en deux groupes, amputé de la moitié de ses effectifs, l'ERPAC a perdu de sa puissance et semble aujourd'hui en déclin. Ce qui reste de cette bacrim serait actuellement en négociation avec le gouvernement, dans le cadre d'un accord de paix, tout comme les Urabeños (cf. §2).

Paragraphe 4. L'Oficina de Envigado

Les héritiers de l'empire de Pablo Escobar, l'Oficina de Envigado, est un mélange d'organisations plus petites, qui recherchent des partenariats avec des bandes de rue pour maintenir le contrôle sur leur territoire et leurs affaires. C'est une bacrim en constante évolution. L'Oficina est apparue comme une faction des tueurs à gage recrutés par Pablo Escobar à Envigado, un petit village près de Medellin, dans les années 80. Depuis lors, la bacrim a évolué vers une importante, mais conflictuelle, opération de narcotraffic. Alors que beaucoup de ses leaders viennent des anciens blocs paramilitaires, dans les rangs les plus bas, il y a une déferlante de jeunes ambitieux des quartiers les plus populaires de Medellin.

Malgré les conflits internes et les rivalités externes, l'Oficina a réussi à créer un réseau de trafic de drogues et d'extorsion depuis Medellin jusqu'à la côte nord du pays, la frontière avec le Panama. La bacrim contrôle également des jeux de hasard et des commerces de blanchiment d'argent. Ses batailles ont laissé de nombreux morts, résultat de la pratique consistant à régler les dettes par les armes à feu. Une grande partie du désordre autour de Medellin peut être attribué à ce groupe criminel. Bien que la place à la tête de l'organisation soit l'objet de luttes internes permanentes, l'Oficina est constante sur un point : elle sait corrompre la police locale et autres fonctionnaires chargés de la sécurité.

A l'origine, le parrain de l'Oficina est Diego Murillo alias Don Berna, qui après avoir travaillé pour la guérilla EPL, offre ses services comme tueur à gage pour les familles Galeano et Moncada. Ces familles travaillent pour Pablo Escobar, qui contrôle l'Oficina. Mais ce contrôle décroît en 1992, après avoir ordonné les meurtres des frères Moncada et Galeano qui auraient volé de l'argent à Pablo. Après l'assassinat de ses chefs, Murillo et les frères Castaño, leaders paramilitaires, organisent un groupe destiné à détruire le réseau d'Escobar : PEPES.

Les PEPES attaquent sous tous les angles la vie et les affaires d'Escobar. Celui-ci doit se cacher jusqu'à ce que la police le trouve et l'abatte en 1993. Murillo prend alors le contrôle sur Medellin, en agissant comme médiateur dans les conflits entre narcotrafiquants. Il trafique lui-même avec l'aide de ses contacts. Il maintient des liens avec les paramilitaires, et dans les années 90 il est nommé commandant du Blocus Cacique Nutibara des AUC. Il renforce sa domination sur les bandes de rue, expulse la guérilla de la ville et dirige le réseau de tueurs à gage le plus craint du pays : la Terraza. Mais la Terraza n'obéit plus à ses ordres, le commandant des AUC essaye alors de prendre le contrôle sur cette organisation. Murillo le fait tuer.

Murillo se démobilise avec les AUC en 2005 et est emprisonné pour avoir tué un policier. Cependant, il continue à mener ses opérations depuis l'intérieur de la prison,

à distance de ses ennemis. Pendant ce temps-là, à l'extérieur, Carlos Aguilar, alias Rogelio et Daniel Mejia, alias Danielito, gèrent le narcotrafic et le réseau de tueurs de l'Oficina. Une fois sa peine purgée pour le meurtre du policier, Murillo collabore avec les autorités pour éviter son extradition vers les Etats-Unis. Pour cela, doit ordonner à l'Oficina de réduire au minimum ses homicides. Pour autant, le nombre d'homicides se maintient stable jusqu'en 2008. En mai 2008, Murillo est extradé.

L'Oficina se divise rapidement. En juillet, un commandant du groupe est capturé et Aguilar se rend aux autorités colombiennes. L'Oficina s'engage dans une guerre territoriale avec Don Mario (cf. §2). Une faction plus rurale de l'Oficina se sépare et forme les Paisas. La bacrim connaît des conflits et luttes permanentes, en son sein et avec d'autres bandes.

Concernant son mode opératoire, l'Oficina de Envigado exerce un contrôle hégémonique sur les opérations de micro-trafic à Medellin. Depuis 2006, l'Oficina se bat pour dominer la région d'Uraba, près de la frontière avec le Panama, et la Côte Atlantique. La cocaïne de la bacrim est souvent envoyée par la côte atlantique vers le Panama, puis aux Etats-Unis par le Costa Rica, le Nicaragua, le Honduras et le Guatemala. L'Oficina utilise aussi des bateaux go fast qui vont en Jamaïque. La police a également intercepté de la drogue dans des camions qui allaient d'Itagui à Cartagena.

La DEA estime que l'Oficina a blanchi près d'US\$50 millions entre 2008 et 2009. L'organisation criminelle gagnerait US\$31,4 millions par an grâce au blanchiment d'argent. Ceci est dû à son contrôle sur l'industrie des jeux de hasard et de pari, y compris la loterie clandestine, élément essentiel dans le financement de la bande.

La bacrim est infiltrée dans la police et les institutions gouvernementales, y compris le DAS (l'ancienne agence d'intelligence qui opérait pour la présidence). L'Oficina ne veut pas exercer en tant que tel de fonctions politiques, mais veut pouvoir contrôler et exercer des moyens de pression sur la police et le système judiciaire.

Il y aurait 5.000 jeunes faisant partie de 250 bandes de rue qui travailleraient pour le compte de l'Oficina aux alentours de Medellin, Envigado et Itagui. La plupart de ces personnes seraient mineurs²⁵.

²⁵ *Oficina de Envigado*, InSightCrime.

Paragraphe 5. Les Aguilas Negras

Les Aguilas Negras (Aigles Noirs) représentent un groupe sans cohésion, destiné à protéger les intérêts économiques des anciens dirigeants paramilitaires partout en Colombie. Aguilas Negras est l'expression générique utilisée par le gouvernement pour décrire les nombreux fragments de paramilitaires qui font du narcotrafic en Colombie. Souvent, les successeurs des paramilitaires, qui ont continué à menacer ou à assassiner des journalistes, avocats et défenseurs des droits de l'homme, se font appeler Aguilas Negras. L'absence de pouvoir central, de chef, différencie les Aguilas des autres bacrim. Ces groupes apparaissent dans au moins vingt départements en Colombie. Mais chaque groupe fonctionne de manière indépendante, sans répondre à une autorité centrale. Chaque cellule des Aguilas Negras se dédie à la protection de sa portion de terre et à combattre ses rivaux comme les Rastrojos et les Urabeños.

La démobilisation des paramilitaires ne fut que partielle (cf. introduction). A partir de 2006, dans tout le pays, survivent des petites milices urbaines de paramilitaires armés. Dans les zones rurales, les paramilitaires habillés en civil continuent de gérer leurs affaires criminelles : la protection des champs de coca, l'extorsion des propriétaires terriens, la persécution des défenseurs des droits de l'homme, etc. Mais contrairement à leurs ancêtres, les Aguilas Negras n'hésitent pas à faire des alliances avec les guérillas marxistes, comme les FARC par exemple.

Au nord de Santander et à Cucuta, certains de ces groupes commencent à se nommer d'eux-mêmes les Aguilas Negras. Puis d'autres bandes se font appeler comme ça en Antioquia, sur la côte Caraïbe, et à Cordoba en 2007.

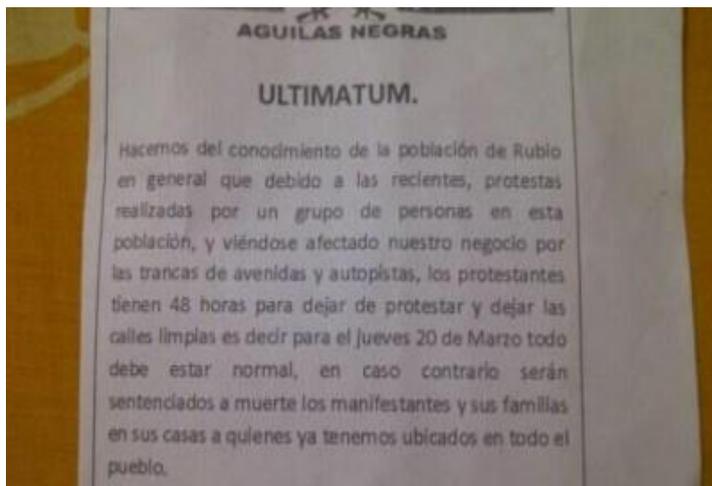
Aguilas Negras devient l'expression utilisée communément par les médias pour se référer aux ex-paramilitaires qui continuent le trafic de drogue. Par exemple au début de son existence, les Urabeños se faisaient appeler les Aguilas Negras de Uruba.

Les Aguilas Negras n'agissent pas comme une organisation centralisée. Au contraire, ce sont seulement des petits groupes successeurs, qui adoptent les tactiques et techniques des AUC, voire même leur discours politique, mais sans cohésion. Certaines bandes de rues qui ne sont pas des Aguilas Negras adoptent parfois cette dénomination pour intimider leurs victimes.

Les hauts commandements des Aguilas Negras sont constitués de paramilitaires démobilisés, alors que les niveaux inférieurs sont constitués de nouvelles recrues consacrées au narcotrafic. Les groupes criminels se sont basés sur les réseaux criminels établis par les différents blocs paramilitaires dans toute la Colombie, mais sans adopter la même structure militaire ni hiérarchique. Les factions de la bacrim annoncent en général leur présence sur une zone par la distribution de brochures.

Ces dernières annoncent en général la guerre contre une bande locale ou menacent la communauté de nettoyage social (les cibles sont les drogués, prostitués et sympathisants de la guérilla). Les AUC utilisaient cette méthode pour imposer leur autorité.

On considère parfois que les Aguilas Negras sont la troisième génération de paramilitaires. Mais ces bandes criminelles sont différentes des AUC : elles n'ont pas de vocation contre-insurrectionnelle ; leur portée est locale ; elles n'hésitent pas à conclure des marchés avec la guérilla dans certaines zones ; elles ne semblent pas bénéficier de la complicité des institutions étatiques. Cependant, certaines similitudes avec les AUC demeurent : la terreur qui est propagée, le contrôle du territoire, le financement par la drogue.



Brochure distribuée dans un centre commercial le 18 mars 2014 par les Aguilas Negras, à Tachira, au Venezuela. Dans cette ville se déroulaient des manifestations. Sur cette brochure, on peut lire que si les manifestations n'ont pas cessé sous 48H, les manifestants et leur famille seront condamnés à mort.

Il existe donc différents bacrim en Colombie, les deux plus importantes étant les Rastrojos et Urabeños.

L'étude de ces différents bacrim nous permet de constater qu'il existe une grande diversité dans ces bandes criminelles. Cependant, il est possible d'étudier le phénomène criminologique dans son ensemble. Malgré les différences entre bacrim, il en ressort un tronc commun. Il est pertinent d'étudier ces bandes criminelles émergentes dans leur unicité, et d'en soulever les caractéristiques et particularités.

²⁶ Grupo Aguilas Negras amenaza a manifestantes de Tachira, Ultimas Noticias, 18 mars 2014.

Chapitre 2. Une organisation commune

Une bacrim est une « *structure criminelle nationale désarticulée, avec un fort pouvoir de corruption, d'intimidation et armée qui a combiné la production et la commercialisation de drogues avec la violation violente des droits et libertés des citoyens dans les zones rurales et en périphérie de certains centres urbains du pays* »²⁷.

Malgré ce caractère décentralisé, désarticulé des bacrim, il existe des caractéristiques communes aux différentes bandes, qui permettent une étude du phénomène criminel dans son ensemble. Certes, il n'existe pas de pouvoir central qui domine et dirige les différentes bacrim du pays. Mais chaque bacrim se développe sur un modèle similaire, créant une nouvelle forme de criminalité organisée.

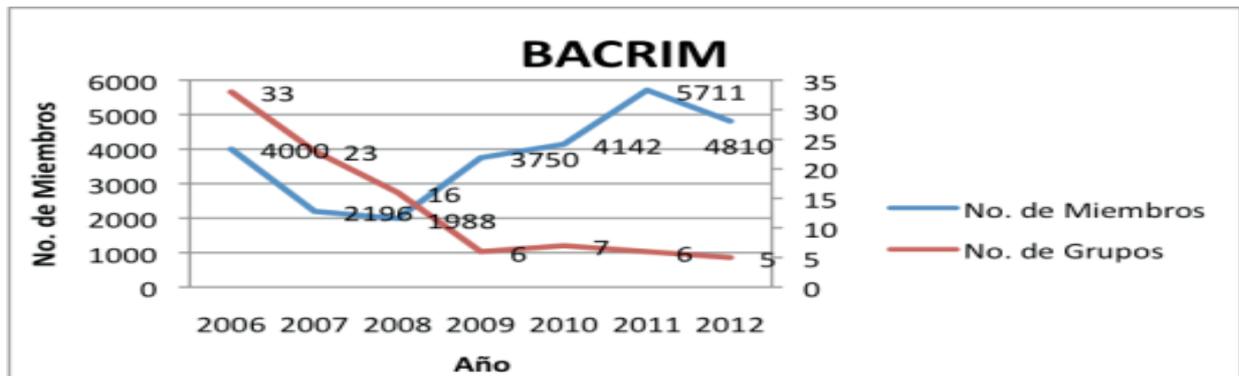
Pour comprendre qui sont et ce que sont les bandes criminelles émergentes, il faut s'interroger sur leurs membres (§1), sur leur territoire (§2) et sur leur absence d'idéologie (§3).

Paragraphe 1. Les membres des bacrim

Le nombre de bacrim effectivement actives est passé de 33 à 5 entre 2006 et 2012. Ces cinq bacrim se sont considérablement renforcées, ont absorbé des petites bandes et ont considérablement augmenté leurs effectifs. Par exemple, la Banda de los Cuarente a été absorbée par Les Mellizos, qui ont fusionné avec les Paisas, eux-même ensuite intégrés aux Urabeños²⁸. En moyenne, il y avait 121 membres par bacrim en 2006, contre 962 en 2012. Mais alors, qui sont les membres des bacrim ? Qui sont les nouvelles recrues ? Comment ces membres sont-ils organisés au sein d'une bacrim ?

²⁷ *Desmantelar los nuevos grupos armados en Colombia: lecciones de un sometimiento*, Informe sobre America Latina, International Crisis Group, 8 juin 2012.

²⁸ *Bacrim y Paramilitarismo*, entrevista de Carlos Medina Gallego y Ariel Avila, canal prisma.tv, Universidad Nacional de Colombia, 2012.



Fuente: Policía Nacional de Colombia, 2012.

Nombre de membres et nombre de bacrim entre 2006 et 2012

Avant toute chose, il est important de noter que sous la dénomination de bacrim sont englobées de nombreux groupes armés, divers et variés (cf. Chapitre 1). Tous n'ont pas la même structure. Il est possible d'observer les grandes lignes communes à toutes les bacrim, du point de vue organisationnel. Les membres d'une bacrim sont organisés selon une certaine hiérarchie (A), au sein de laquelle évoluent les chefs (B) et ceux qui ne sont pas chefs, les membres ordinaires (C).

A. La hiérarchie au sein d'une bacrim

Tout d'abord, la hiérarchie au sein d'une bacrim fonctionne avec un pouvoir central et des délégations décentralisées (sauf les Aguilas Negras, cf. Chapitre 1). Il existe donc un leader par bacrim – un pour les Urabeños, un pour les Rastrojos – et des responsables pour chaque faction dans un territoire géographique. Il existe également un chef du recrutement, chargé de recruter de nouveaux membres.

Il y a donc deux niveaux. D'une part, se trouve la coupole, chargée des opérations de haut niveau comme les envois de cocaïne. A ce niveau, on trouve les chefs, principaux, les combattants armés et les membres chargés des finances, qui reçoivent des ordres directs de cette coupole. D'autre part, le second niveau contient la base de l'organisation, composée de délinquants communs de faible niveau organisationnel et peu entraînés, chargés des tâches spécifiques comme le contrôle des champs de coca, le microtrafic dans les villes et les petites extorsions. A ce niveau, le réseau criminel apporte du soutien logistique, armé et matériel à la bande.

B. Les chefs des bacrim

Le chef d'une bacrim est très exposé, et peu protégé. Les leaders se font souvent arrêter, condamner et voire même extradier vers les Etats-Unis. Alors, un nouveau vient prendre le contrôle, avant d'être à son tour arrêté. Par exemple, chez les Rastrojos, les frères Combo, el Loco Barrera et Diego Rastrojo ont été arrêtés en 2012, el Negro a été arrêté en 2012 avant de s'évader, puis la Pantera a été arrêté en novembre 2013 après s'être évadé d'une précédente arrestation, ensuite El Mocho a été abattu en février 2014. Le fondateur de la bacrim est en général le premier commandant et demeure plus longtemps à la tête de leur bacrim.

Les chefs n'arrivent pas à rester suffisamment au pouvoir pour imposer leur autorité, et leur respect. Ils sont vite oubliés et le membre le plus violent du groupe vient prendre sa place. Il n'y a aucune logique d'évolution, de promotion au mérite. Ainsi, la hiérarchie n'est pas stable au sein d'une bacrim, favorisant les conflits internes et la fragilité de l'organisation. Il existe un leader, mais qui n'a pas d'autre légitimité que sa capacité à être violent, lorsque ce n'est plus le fondateur.

Il n'existe pas au sein des bacrim cette idée de Capo que tout le monde respecte, admire et à qui on obéit à la vie à la mort, comme dans les Cartels de drogue. Par exemple, Pablo Escobar, capo du Cartel de Medellin durant 15 années, se faisait appelé Le Patron, Le Seigneur, Le Diable. Cela démontre l'aura, le charisme et l'autorité qu'il émanait, arrivant même à séduire certaines strates pauvres de la population. D'ailleurs le cartel s'est écroulé après la mort de son chef. Alors que le plus long règne sur une bacrim est celui du Loco Barrera qui a dirigé pendant 8 ans les Rastrajos. Mais lui et Martin Llanos (6 ans) mis à part, aucun chef de bacrim n'a duré plus de deux années jusque-là. Mais l'avantage de cela pour les bacrim est que la bande survit à la chute de son leader.

Les commandants des bacrim sont liés d'une manière ou d'une autre à un groupe paramilitaire. Se sont soit des membres démobilisés, soit des membres qui n'ont pas voulu se rendre aux autorités dans le cadre de la démobilisation, voire même souvent d'anciens chefs de blocs.

C. Les membres ordinaires des bacrim

Des petits groupes de délinquants agissent dans les villes ou dans les zones de culture de coca, sous les ordres d'une délégation d'une bacrim dans une région. Ils ne reçoivent pas des ordres directs de la part du pouvoir central. Par exemple, en novembre 2013, a été arrêté un groupe de cinq personnes, qui était chargé de mener

à bien les extorsions dans la ville de Tulua, pour le compte de la délégation des Rastrajos de la région Valle²⁹.

Les membres « ordinaires » des bacrim, ceux qui ne sont pas chefs, sont également assez facilement arrêtés par les autorités. Mais les bacrim recrutent aussitôt de nouveaux membres, souvent chez les mineurs. La volatilité dans les effectifs est à la fois la faiblesse et la force des bacrim. Faiblesse car aucune pérennité, aucune réputation, force, d'un groupe puissant et établi ne peut s'installer. Force car malgré les nombreuses arrestations, il est difficile de démobiliser et d'anéantir une bacrim.



Cinq membres des Rastrajos arrêtés à Tulua en novembre 2013, parmi lesquels un mineur, deux de 18 ans, un de 19 ans et un de 32 ans.

Les membres ordinaires des bacrim sont recrutés très jeunes. Ils peuvent même être mineurs. Peu d'entre eux dépassent les 25 ans, alors que les chefs sont en général un peu plus âgés.

Le recrutement des mineurs

Il existe dans une bacrim un chef des recrutements. Des membres de ce service de recrutement approchent des mineurs, et leur promettent un travail contre un salaire alléchant, sans se présenter comme une bacrim. Les jeunes se rendent alors à des réunions de préparation de leur travail. Puis ils commencent leur mission et d'un jour à l'autre ne reviennent plus chez eux et ne donnent plus de nouvelles. Les familles sont alors menacées : si elles dénoncent la disparition de leur enfant, elles mettent le jeune, et se mettent elles-mêmes en danger.

Donc la capacité de recrutement rapide des bacrim et la survie de l'organisation à la chute d'un chef sont une force pour les bandes criminelles qui arrivent à croître, à se développer et à évoluer malgré les nombreuses arrestations. Mais c'est également

²⁹ Elpais.com, lundi 18 novembre 2013.

une faiblesse pour les bacrim car il est difficile dans ce contexte que le groupe armé soit stable et discipliné, et que les effectifs soient réellement entraînés, donc cela est facteur de conflits. L'organisation survit donc à ses membres, n'en est pas dépendante. Ceci est une des raisons pour lesquelles le gouvernement a tant de mal à combattre ces bandes criminelles.

L'effectif des bacrim s'est accru depuis leur apparition en 2006, surtout l'effectif par bacrim. C'est un même mouvement d'accroissement qu'a connu la présence des bacrim sur le territoire colombien.

Paragraphe 2. Le territoire des bacrim



Carte de la Colombie.

Le pays compte :

- 32 départements

- 1.200 villes

Il est très difficile d'avoir une idée précise de la présence des bacrim sur le territoire colombien. Cette donnée diffère selon les sources.

Les bacrim sont présentes dans les villes, mais également dans les campagnes, notamment sur les zones de culture de coca.

Les bacrim étendent leur présence depuis 2008³⁰. En 2011, le directeur de la Police, le général Oscar Naranjo indiquait que les bacrim étaient présentes dans 17 départements et 152 villes de Colombie. Désormais elles sont présentes sur presque tout le territoire du pays : 337 villes dans 31 départements³¹. Les zones les plus touchées sont évidemment les portes de sortie vers l'extérieur : la côte pacifique et la côte caraïbe. De même, la ville de Medellin et ses alentours souffrent de la présence de ces bandes criminelles.

Il existe de violents affrontements armés entre les bacrim, qui luttent pour gagner ou garder des territoires. A l'occasion de ces guerres territoriales entre bacrim, des victimes civiles sont causées.

Les Urabeños seraient présents dans 200 villes. Ils maintiennent leur activité sur la côte Caraïbe, de la Guajira à Arauca. Ainsi, ils couvrent notamment les départements de Cordoba, Antioquia, Sucre, Bolivar, Atlantico et une partie de Magdalena.

Ils se sont étendus sur la zone des Rastrojos, la côte Pacifique, gagnant du territoire par les armes. Les Rastrojos dominent néanmoins toujours les départements Cauca, Valle del Cauca, Choco et même le Putumayo. Mais ces zones ne sont pas fixes, ni imperméables. Les zones de présence de chaque bacrim sont en perpétuelle mutation, du fait des guerres que se livrent les bandes entre elles pour la conquête du territoire.

Mais la présence des bacrim en général sur le territoire peut être appréhendée de manière plus stable. Et cette présence est considérable. Cependant, les bacrim n'ont jusque-là pas réussi à entrer dans Bogota, la capitale du pays. Mais c'est un de leurs objectifs³².

Par ailleurs, les bacrim sont présentes à l'international. Tout d'abord elles ont des réseaux en Europe pour assurer le transport et la distribution de la drogue. Mais elles sont également présentes au Venezuela et en Equateur, où le bras armé et financier de ces bandes semblent être installé de manière constante. Par exemple, au Venezuela se trouvent des membres des Rastrojos, Urabeños, Aguilas Negras et

³⁰ Estudio, Corporación Nuevo Arco Iris, 2013.

³¹ Estudio, Corporación Nuevo Arco Iris, 2013.

³² Le 14 avril 2014, le maire de Bogota Rafael Pardo a convoqué un conseil de sécurité pour réagir face à la présence potentielle de bacrim dans la capitale, présence envisagée d'après de nombreuses plaintes déposées.

Oficina de Envigado. Ensuite, les bandes criminelles sont présentes au Mexique et au Pérou, avec un rôle important dans la chaîne de production et de distribution de drogues. Puis, elles sont présentes en Argentine, en Bolivie, au Chili, au Paraguay et en Uruguay pour blanchir de l'argent. Enfin, les bacrim, sans y être présentes de manière permanente, passent par le Panama, le Honduras, le Guatemala et les îles caribéennes pour atteindre l'Europe et les Etats-Unis, voire même par le Brésil si elles passent par les connexions africaines (Mali, Cap Vert, Sierra Léone, etc.) pour rejoindre l'Europe.



En orange, les zones de présence de la bacrim des Rastrojos, selon Insightcrime, en 2013.

On observe que c'est une bacrim très active sur la côte pacifique et près de la frontière avec le Venezuela.

Les bacrim étendent leur territoire de manière considérable depuis 2006. Mais ceci n'est pas dans un but politique, pour poursuivre une idéologie. C'est l'une des caractéristiques communes à toutes les bacrim, elles ne poursuivent pas d'idéologie.

Paragraphe 3. L'absence d'idéologie des bacrim

Les bacrim sont « *le résultat d'une alliance diabolique entre d'anciens paramilitaires, des personnes reliées à la criminalité organisée au service du trafic de drogue, d'anciens guérilleros et, malheureusement, quelques anciens militaires et policiers* »³³.

Les membres des bacrim viennent donc d'univers divers, même si la majorité des hauts commandants sont d'anciens paramilitaires. D'anciens guérilleros et d'anciens paramilitaires ne peuvent pas partager la même idéologie, les paramilitaires sont nés comme instrument de lutte contre les guérillas marxiste. Ces personnes collaborent pourtant au sein des bacrim. Comment cela est-il possible ? Cette diversité au sein des bacrim est rendue possible par l'absence totale d'idéologie dans ces groupes criminels.

Ces personnes se sont réunies dans l'unique objectif de gagner de l'argent par des activités illégales, car elles ont toujours évolué dans l'illégalité. Et sans réel soutien après la démobilisation de certaines guérillas et des AUC, il est très difficile pour un criminel démobilisé de se réinsérer et de travailler dans l'économie locale. De là sont nées les bacrim : des personnes qui ont évolué toute leur vie dans l'illégalité sont livrées à elles-mêmes, sans programme de réinsertion, alors elles se réunissent entre elles (narcotrafiquants, paramilitaires, guérilleros) et développent une organisation criminelle.

Mais alors, elles n'ont d'autre but que l'argent. Toutes les activités des bacrim sont destinées à un objectif purement lucratif. Ce sont des groupes sans idéologie. Cela engendre le fait que les bacrim ne puissent être excusées par la population.

Par exemple, les guérillas de gauche sont nées comme une force révolutionnaire contre le gouvernement ; les couches les plus vulnérables de la population étaient donc en faveur des guérillas, même lorsque celles-ci ne luttaient plus pour la prise du pouvoir mais étaient seulement une grande organisation criminelle. Ceci semble aujourd'hui ne plus être le cas. Les FARC ne reçoivent plus le soutien de la population.

Les AUC se sont développées comme un contre-pouvoir d'extrême droite destiné à combattre les guérillas. Ainsi, les couches les plus privilégiées et affectées par les guérillas soutenaient les AUC. Cet objectif a vite été oublié au profit de leur participation dans le narcotrafic.

Bien que les bacrim soient les héritières des AUC, elles n'ont pas hérité de leur idéologie de départ. Leur but est de se maintenir viable économiquement, à travers

³³ Angelino Garzon, vice-président de Colombie, pour l'AFP.

diverses activités illégales, parmi lesquelles prime le narcotrafic. C'est une faiblesse pour ces bandes criminelles qui n'ont aucun moyen de justifier, légitimer leurs actes, et ne recevront donc pas de soutien populaire.

Ainsi, lorsque certains auteurs³⁴ s'interrogent sur le caractère néo-paramilitaire des bacrim, il convient de préciser que cette thèse ne peut être soutenue par la perpétration de l'idéologie des groupes paramilitaires.

L'unique activité des bacrim qui semble engagée est leur lutte contre les défenseurs des droits de l'homme. Le nombre de défenseurs assassinés est passé de 69 à 78 de 2012 à 2013, une partie étant du fait des bacrim. La moitié des agressions contre les travailleurs des droits de l'homme est attribuée aux bacrim³⁵. Mais est-ce parce que les défenseurs des droits de l'homme défendent des idées contre leur idéologie ? Non, ces personnes sont une cible des bacrim car elles luttent contre leurs activités illégales. Donc il est impossible de voir ici un semblant d'idéologie.

Les bandes criminelles émergentes sont donc uniquement voués à développer leur activité illégale. Mais quelle est cette activité ?

³⁴ *Bandas criminales o neoparamilitares?*, Frederic Massé, Foreign Affairs Latinoamérica, juin-avril 2011.

³⁵ Informe annuel 2013 de l'ONG Somos Defensores.

Titre II. L'activité des bacrim

Les bandes criminelles émergentes se sont développées dans le but de perpétrer l'activité illicite des groupes paramilitaires (cf. Titre I). Pour comprendre ce que sont les bacrim colombiennes, il faut étudier quelle est leur activité.

Une bacrim fonctionne comme une entreprise. En effet, ces groupes armés ont une activité grâce à laquelle ils gagnent de l'argent. Ces rentrées d'argent servent à investir pour développer plus encore leur activité et pour recruter de nouveaux membres, et donc pour gagner plus d'argent.

Il est donc inutile de s'attarder sur le financement des bacrim, celui-ci provenant de leur activité. Comme ce sont des groupes criminels sans idéologie, leurs actions sont quasiment toutes lucratives. Une étude approfondie de l'activité des bacrim nous indique donc quelles sont leurs sources de financement. Par exemple, les AUC se finançaient par des actions illicites, mais leur activité principale était la lutte contre les guérillas (en théorie), alors il conviendrait d'étudier à part leur financement et leur activité. Mais ce n'est pas le cas pour les bacrim, qui sont des bandes sans idéologie.

L'activité principale des bacrim est le trafic de drogue (Chapitre I), c'est donc leur principale source de financement. Mais les bacrim développent également d'autres activités (Chapitre II), certaines lucratives, d'autres non. L'ensemble de l'activité des bacrim est une activité illicite, exercée par la violence, dans l'unique but de s'enrichir.

Il est important de préciser que les bacrim sont des groupes lourdement armés. Lors des arrestations de membres de ces bandes, ont été saisies toutes sortes d'armes : pistolets, fusils, dynamite, grenades, silencieux, mitraillettes, explosifs...

Chapitre 1. Le trafic de drogue

Le trafic de drogue est l'activité la plus lucrative des bacrim, c'est leur activité et source de revenu principale. Le rôle des bacrim dans le trafic de drogue (§1) est celui d'intermédiaire entre la production et la consommation ou entre la production et la distribution internationale. Leur activité au sein du trafic de drogue engendre un déplacement de population alarmant de la part des bacrim (§2).

Paragraphe 1. Le rôle des bacrim dans le trafic de drogue

Les bacrim contrôlent les routes de transport de la cocaïne en Colombie, et à l'international. Elles obtiennent d'abord la matière première par les FARC (A), puis transfèrent la drogue vers les cartels mexicains ou vers le consommateur directement au niveau national (B).

A. Obtention de la matière première

A l'époque des cartels colombiens, le trafic de drogue était entre les mains de ces cartels, notamment ceux de Medellin et Cali. Puis à partir du milieu des années 1990, les guérillas et les paramilitaires se disputaient ce trafic.

Aujourd'hui, les bacrim ne se battent pas avec les guérillas, mais collaborent avec elles dans la gigantesque entreprise du trafic de drogue. Les bacrim n'ont pas la puissance organisationnelle et armée pour aller combattre les FARC par exemple. Au contraire, les bandes criminelles veulent acheter la base de coca et la cocaïne aux guérillas, pour ensuite les vendre à leurs partenaires internationaux, ou les vendre directement en Colombie.

Cette situation est idéale pour les FARC. La guérilla garde ainsi le contrôle sur les champs de coca. Elle gagne de l'argent en vendant la base de coca, et parfois la cocaïne aux bacrim et autres acheteurs indépendants. Ces relations commerciales ont été découvertes en Antioquia, Cauca, Caqueta, Choco, Cordoba (où ont été capturés des membres des Urabeños et un membre des FARC dans un laboratoire de drogue), Nariño, Norte de Santander, Meta, Putumayo et Valle del Cauca ; autrement dit, un peu partout dans le pays.

Cela démontre que la relation entre les FARC et les bacrim dans l'achat et la vente de la base de coca se porte bien. Les bacrim paient la base de coca – matière première de la cocaïne – non seulement avec de l'argent en liquide, mais également avec des provisions, qui sont rares et difficiles d'accès pour la guérilla dans certains secteurs

comme le Nudo de Paramillo. D'autres fois, les bacrim paient la drogue avec des armes.

Pour les bacrim, ces relations sont un vrai avantage, leur permettant de bénéficier d'un accès à la base de coca, et de l'expérience et des contacts d'un groupe armé puissant et structuré. Les FARC dispensent des formations militaires à des membres des bacrim, qui assurent ensuite la défense de la guérilla³⁶ et la protection des champs. Ces alliances bacrim-FARC sont donc bénéfiques pour les deux parties.

Cependant, les bacrim sont dépendantes des guérillas pour obtenir la base de coca. Elles ne peuvent s'affranchir de cette alliance avec les FARC car elles n'ont pas réussi à prendre le contrôle sur les champs de coca, alors que leurs ancêtres – les groupes paramilitaires – contrôlaient des champs de coca ou y avaient un accès privilégié. Les bacrim n'ont pas la force militaire pour affronter les grands groupes guérilleros et conquérir les terres propices aux cultures de coca. Si les FARC décident de ne plus vendre la base de coca aux bacrim, celles-ci seraient vouées à l'extinction. Mais comme cette relation est bénéfique pour la guérilla, cela semble peu probable.

Malgré les évidences, les FARC nient toute relation avec les bacrim, pour garder une bonne image dans le cadre des négociations de paix avec le gouvernement³⁷. Si ces négociations aboutissent à la démobilisation de la guérilla, le plus probable, et ce qui est à craindre, est que les effectifs des FARC travaillent pour les bacrim qui auront alors le champ libre pour prendre le contrôle sur les terres convoitées. Ces entités seraient alors extrêmement puissantes et domineraient le trafic en Colombie. Mais les bacrim, nous l'avons vu, sont désorganisées, peu structurées et extrêmement violentes. Il faut donc craindre un contrôle du narcotrafic par ces groupes criminels. Pour éviter cela, il est nécessaire que le gouvernement prévoie un réel et efficace plan de réinsertion dans le cas d'une démobilisation des FARC, et prévoie quoi faire des champs de coca laissés par la guérilla.

Il faut préciser que les FARC possèdent une grande majorité des champs de coca, mais une petite partie est malgré tout directement entre les mains des bacrim.

³⁶ *Criminal Activities of the FARC and Rebel Earnings*, Jeremy McDermott pour InSightCrim, 20 mai 2013

³⁷ « *No tenemos alianzas con bacrim* » : *vocero de las FARC*, Verdad Abierta, 21 décembre 2012.

B. Transfert de la cocaïne

Les bacrim se fournissent la matière première de la cocaïne par le biais des FARC. Ensuite, elles traitent la base de coca, et en font de la cocaïne. Elles vendent alors la drogue aux cartels mexicains, qui dominent actuellement le narcotrafic international. Mais alors que les Cartel de Cali et Norte del Valle vendaient dans les années 1990 un kilo de cocaïne aux Mexicains pour US\$16.000, aujourd'hui les bacrim ne reçoivent que US\$5.000 pour ce même kilo³⁸. Les Mexicains conservent une part beaucoup plus importante des bénéfices dans le nouveau monde du narcotrafic.

Les bacrim sont également présentes en Equateur et au Venezuela où elles organisent la vente de la cocaïne pour le compte des cartels mexicains. Mais les membres de ces groupes criminels sont de moins en moins acceptés sur les territoires étrangers où ils sont nouveaux sur le marché, et où les cartels mexicains essaient d'éliminer ces intermédiaires pour un gain financier et de sécurité.

Les bacrim se retrouvent de plus en plus en Espagne. Certes, la drogue est plus difficilement transportable jusqu'en Europe. Mais il est possible de gagner trois fois plus pour un kilo de drogue qu'en négociant avec les Mexicains. Les bacrim envoient donc des membres sur place pour gérer le commerce à l'échelle européenne. Autre avantage du trafic en Europe, le risque d'extradition est faible.

Par ailleurs, les bacrim organisent la vente de drogue au sein du territoire colombien. Elles recrutent des petites bandes de rue qui sont le dernier maillon de la chaîne et vendent aux particuliers. Le narcotrafic interne est une source importante de revenu, pour certaines bacrim parfois plus rentable que le narcotrafic international, qui est toujours confronté à la domination de groupes criminels plus puissants.

La drogue est transportée par avion, par bateaux go-fast semi-submersibles, voire même par sous-marins. En juillet 2010, les autorités équatoriennes ont neutralisé un sous-marin de 33 mètres capable de transporter au moins 10 tonnes de cocaïne³⁹.

Les bacrim sont donc plus dédiées à contrôler et faire fonctionner les routes stratégiques par lesquelles transite la drogue, depuis les guérillas qui cultivent la plante, vers les cartels mexicains qui la redistribuent à l'international.

Les bandes criminelles émergentes ne recherchent pas à prendre le contrôle sur l'ensemble de la chaîne de production du narcotrafic. Elles cherchent à s'imposer dans le rôle qu'elles ont aujourd'hui, et à améliorer leurs techniques pour être de plus en plus rentables. Certaines bacrim se contentent du territoire qu'elles contrôlent, alors que d'autres, comme les Urabeños, cherchent à s'étendre vers des points

³⁸ *La Dimensión Internacional del Crimen Organizado en Colombia: Las Bacrim, sus Rutas y Refugios*, Daniel Rico, Wilson Center, avril 2013.

³⁹ *Un narco submarino de 30 metros en mitad de la selva de Ecuador*, El País Internacional, 4 juillet 2010.

stratégiques qui sont sous le contrôle d'autres bacrim, comme les alentours de Medellin et la côte pacifique. Cela crée des guerres entre bacrim pour des conquêtes de territoire, avec son lot d'attentats, d'assassinat et de violence en général (cf. Chapitre 2). Cette violence est responsable de déplacements indirects de population, qui s'ajoute au déplacement forcé par les bacrim.

Des personnes âgées recrutées par les bacrim



La direction Antidrogue de la Police Nationale a dénoncé une nouvelle forme de narcotrafic. Les bandes criminelles utilisent des personnes âgées pour transporter des stupéfiants, à travers la technique des « courriers humains », ou des « mules ». De janvier à avril 2014, 58 personnes âgées ont été arrêtées transportant de la drogue.

Un d'eux est un homme de 77 ans, arrêté en mars 2014 à l'aéroport de Bogota, alors qu'il se rendait à Mexico avec 300 grammes de cocaïne scotchée sur son corps et 4 kilos dans une valise avec un double fond. Un autre du même âge a été arrêté avec 60 grammes de cocaïne dans son organisme. Début février 2014, une espagnole de 78 ans capturée en Colombie voyageait à Barcelone avec près de 400 grammes de cocaïne en elle.

Les bacrim instrumentalisent ces personnes âgées en détresse, en leur proposant d'importantes sommes d'argent pour qu'elles acceptent de mettre en péril leur santé et leur liberté.

Paragraphe 2. Le déplacement de population

Les bacrim sont en partie responsables de la situation dramatique de la Colombie quant au déplacement de population. Elles engendrent des déplacements forcés indirects, et commettent des déplacements forcés directs de population.

Déplacement indirect – Les différentes bacrim s'affrontent entre elles dans une guerre du territoire, par des attaques armées, des menaces et des assassinats. Ces violences ne sont pas dirigées directement vers les civils. Mais sur ces zones de guerre, se trouvent des maisons, avec des familles. Ces familles vivent dans la peur permanente qu'une balle atterrisse dans leur maison, ne touche l'un des leurs. Alors, elles quittent leurs maisons, fuient ces champs de bataille et vont se réfugier ailleurs, de manière précaire. C'est le déplacement indirect de population, causé par les bacrim, par la violence qu'elles génèrent. Il existe des trahisons, des divisions et des

fractures entre les bandes criminelles (entre l'Oficina et los Urabeños à Medellin par exemple), coupables du déplacement d'un nombre considérable d'innocents. Ceux qui restent sont condamnés à mort selon ceux qui partent.

Déplacement direct – Les bacrim déplacent directement les populations parfois. Ce sont des expulsions pures et simples. Les membres d'une bacrim entrent dans une maison, et ordonnent aux occupants de quitter les lieux, avec la menace de mort s'ils s'obéissent pas. Parfois, les bacrim procèdent à des expulsions pour dominer un territoire face à une autre bacrim, pour montrer son pouvoir dans les guerres entre bandes : c'est une manière de marquer son territoire, mais aussi de semer la terreur au sein de la population. Une bande qui est crainte obtiendra plus facilement ce qu'elle veut des civils (extorsions, etc.). D'autres fois, les bacrim expulsent des familles car elles veulent avoir accès aux territoires stratégiques sur lesquels sont placées leurs maisons, leurs champs. Ce peut être pour contrôler les routes de transfert de la drogue, pour établir un laboratoire, ou pour y installer un champ de coca (bien que la culture de coca ne soit pas l'activité principale des bacrim). Un déplacé raconte que des hommes armés sont arrivés chez lui, l'ont menacé de mort, et l'ont obligé, lui et sa famille, à abandonner leurs terres, et à les vendre à une personne déterminée à un prix dérisoire⁴⁰.

Déplacement en Colombie – La Colombie est le pays qui compte le plus de personnes déplacées dans le monde. En 2012, entre 4.9 et 5.9 millions de colombiens ont été déplacés à cause des situations de violence à travers le pays⁴¹. C'est plus que ce que génère le conflit armé au Soudan. Les régions particulièrement touchées par le déplacement sont le Chocó (la côte pacifique) et Antioquia (Medellin et ses alentours). Près de 80% des personnes déplacées sont des femmes et des enfants⁴².

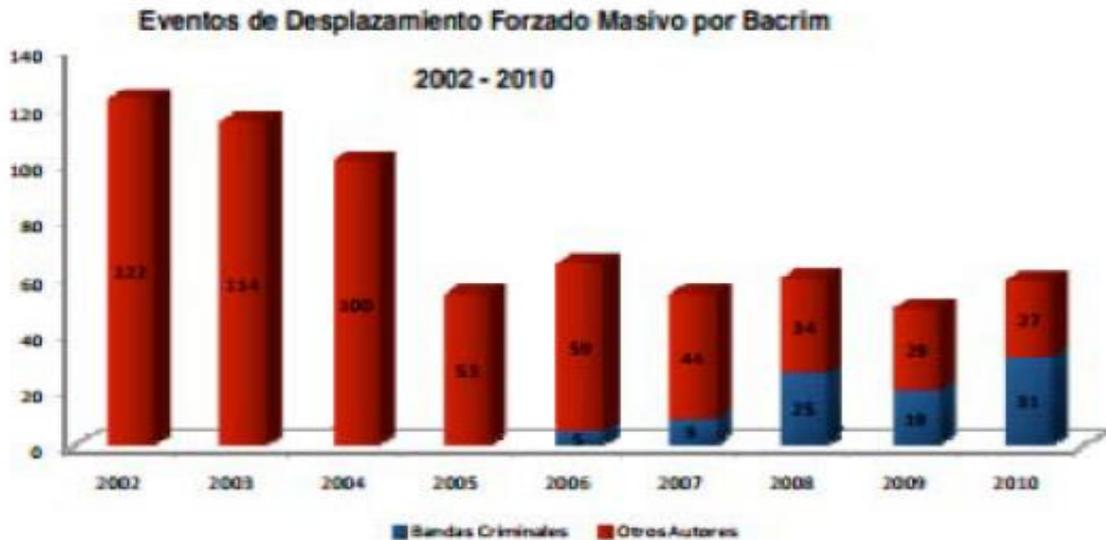
Déplacement par les bacrim – La part de responsabilité des bacrim dans le déplacement forcé en Colombie n'a cessé d'augmenter depuis leur apparition en 2006. Aujourd'hui ils sont les premiers responsables des déplacements massifs qui se constatent dans le pays. Les FARC et autres guérillas arrivent en seconde position⁴³.

⁴⁰ *Primera restitución de tierras despojadas por las bacrim ordena Juez Agrario*, restitucióndetierras.gov, 17 janvier 2014.

⁴¹ Centro de Monitoreo del Desplazamiento Interno (IDMC).

⁴² *Informe Violencia de género y mujeres desplazadas*, ACNUR, 2009.

⁴³ *Rapport de la Consultoria para los Derechos Humanos y el Desplazamiento* (CODHES), 2011.



44

Part de responsabilité des bacrim (en bleu) dans les déplacements forcés en Colombie, de 2002 à 2010.

Le déplacement massif et forcé de population est causé par les bacrim du fait de leur implication dans le trafic de drogue. Le déplacement direct est une conséquence directe de leur rôle dans le narcotrafic: les bacrim ont besoin des terres pour développer cette activité. Le déplacement indirect en est une conséquence indirecte : les bacrim luttent entre elles pour avoir le contrôle sur tel ou tel secteur du trafic de drogue, ces violences entre bacrim forcent les populations à fuir.

Le déplacement de population est une véritable catastrophe humanitaire, qui bouleverse complètement la dynamique du pays, et notamment de certaines villes comme Buenaventura (cf. Partie II).

Mais le trafic de drogue et les déplacements qui s’y rattachent ne sont pas les seules activités illicites pratiquées par les bandes criminelles émergentes.

⁴⁴ BACRIM *Bandas Criminales*, Juliana Suarez Vanegas, Observatorio de D.I.H, 2011.

Chapitre 2. Les autres activités

Les bacrim se dédient principalement au trafic de drogue, mais pas seulement. Ce sont des groupes criminels très diversifiés, dans ce sens où ces bandes touchent à toutes les activités illégales possibles. Cela démontre bien l'absence totale d'idéologie, d'objectif autre que celui de s'enrichir des bacrim. Elles sont prêtes à développer n'importe quelle activité illégale, tant que cela leur permet de croître économiquement et structurellement.

On voit ici le caractère imprévisible et sans aucune ligne de conduite des bacrim, qui fait toute leur dangerosité. Mais cette diversité des activités est aussi une diversité des moyens pour les autorités de repérer les bacrim. Parmi les activités autres que le trafic de drogue, ces entités ont des activités lucratives (§1) et d'autres non lucratives (§2), mais toujours dans le but d'assurer le bon fonctionnement du trafic de drogue et des autres activités lucratives. Les bacrim se financent entièrement par leurs activités, et donc toute action de leur part est vouée à protéger cette industrie.

Paragraphe 1. Les autres activités lucratives

Parmi les autres activités lucratives pratiquées par les bacrim, la principale est l'extorsion (A). Les bacrim doivent ensuite blanchir l'argent provenant de toutes ces activités illégales (B).

A. L'extorsion

L'extorsion est la seconde source de revenu des bandes criminelles, après le trafic de drogue. On estime que les bacrim récoltent 1.000 millions de pesos par mois seulement grâce à l'extorsion⁴⁵. Cette activité est très rentable car elle ne nécessite aucun investissement. Et le risque est faible car les victimes dénoncent très peu les faits, par peur des représailles. En effet, les bacrim installent un climat de terreur, au sein duquel la victime paye en silence, et s'habitue même à cet impôt illégal. Les extorsions permettent d'installer cette terreur, et la terreur permet que les extorsions se perpétuent. C'est un cercle vicieux. Mais si la victime ne paye pas, les bacrim n'hésitent pas à l'assassiner (voir §2), justifiant cette terreur.

Comment se passe l'extorsion ? Les responsables peuvent intimider leurs victimes par téléphone, en les menaçant d'une mauvaise surprise s'ils ne payent pas, puis ils viennent récupérer l'argent ou envoient des membres de bandes de rue

⁴⁵ Más de 1.000 millones de pesos ganan las Bacrim por extorsión, El Tiempo, 9 février 2012.

récupérer les sommes. Ou alors, les membres des bacrim viennent directement voir la victime, armés, et exigent le paiement d'une somme, ou le don d'un bien. Contre cette somme ou ces biens, les criminels assurent soi-disant la protection de la victime (mais protection contre les attaques dont ils sont eux-mêmes responsables) ou les autorisent à travailler. Parfois même, une voiture, une moto est volée à une victime, qui doit payer une certaine somme d'argent pour que lui soit rendu son bien. Les personnes chargées d'aller récupérer l'argent sont souvent des membres de petites bandes de rue recrutées par les bacrim.

Qui est extorqué ? Toutes sortes de personnes sont extorquées par les bacrim, tant dans les villes que dans les campagnes. Ce sont des grands chefs d'entreprise, des agriculteurs, des commerçants, des vendeurs ambulants, des chauffeurs de bus et de taxi, des personnes liées au pétrole, des petits dealers, des contrebandiers, des collégiens, lycéens, des professeurs, etc. A l'époque des AUC, l'extorsion se concentrait sur les chefs d'entreprise et les grands agriculteurs, et il s'agissait de sommes importantes. Aujourd'hui, les bacrim extorquent toute personne, peu importe son revenu, de petites sommes. Les sommes sont donc réduites, mais le public est élargi.

Quelques exemples ... A Cucuta, les vendeurs d'essence de contrebande doivent donner entre 1.000 et 2.000 pesos par bouteille d'essence qui entre dans le pays ou alors donner de l'essence aux bacrim. A Bucaramanga, les bacrim exigent 3% du salaire que reçoit un ingénieur civil pour un contrat de construction. A Popayan, des extorsions sont réalisées depuis les prisons. A Cali, des membres des bacrim exigent 2.000 pesos par jour aux petits commerçants, transporteurs et vendeurs de rue pour pouvoir travailler. Ils exigent jusqu'à 800.000 pesos pour rendre une moto volée à son propriétaire, et 2.000.000 pour une voiture. Encore à Cali, des hommes armés entrent dans un magasin et demandent au gérant de donner toute sa marchandise, en échange de quoi il ne lui sera fait aucun mal. A Neiva, 65 pesos sont extorqués aux agriculteurs pour chaque litre de lait produit.⁴⁶

B. Les autres activités lucratives et le blanchiment d'argent

D'autres activités lucratives ont été recensées comme étant l'œuvre des bacrim : des vols, l'exploitation minière illégale, la contrebande d'essence et le trafic d'arme. Les bacrim seraient aussi responsables de proxénétisme : elles recrutent des mineurs qui sont utilisés comme esclaves sexuels⁴⁷.

Les bacrim blanchissent l'argent qu'elles gagnent illicitement par le trafic de cocaïne et les extorsions majoritairement, mais aussi par ces activités lucratives annexes. Pour

⁴⁶ *Farc y bacrim pretenden revivir ola de extorsiones en el país*, El Tiempo, 18 avril 2014.

⁴⁷ ⁴⁷ *BACRIM Bandas Criminales*, Juliana Suarez Vanegas, Observatorio de D.I.H, 2011.

cela, elles passent par plusieurs moyens. Tout d'abord, les bacrim blanchissent leur argent à travers les exploitations d'or et autres minerais. Ensuite, les bacrim – et en particulier la Oficina de Envigado – blanchissent leur argent à travers les industries de jeux de hasard et de paris, y compris les loteries clandestines. Une machine à sous sur quatre à Medellin ne respecte pas les règlements des jeux de hasard selon la DEA. Le blanchissement d'argent passe aussi par des agences immobilières, des garages automobiles, des parkings, entreprises de taxis, boucheries, clubs de football et centres commerciaux, selon le directeur de la police nationale.

Dans le but de garantir le bon fonctionnement de leur activité lucrative, les bacrim pratiquent des activités dérivées qui ne leur rapportent pas directement de l'argent.

Paragraphe 2. Les activités non lucratives

Les activités non lucratives des bacrim sont toujours vouées à protéger celles qui sont lucratives. Donc ce sont des activités qui ne leur rapportent pas directement de gains, mais qui indirectement servent leurs intérêts économiques. C'est le cas des règlements de comptes (A), du nettoyage social (B) et de la corruption (C).

A. Règlements de comptes

Les bacrim commettent des assassinats, des violences, des enlèvements et des attentats dans le cadre de règlements de comptes. Les règlements peuvent être de deux ordres : règlements entre bacrim rivales ou règlement avec des civils qui n'obéissent pas aux bacrim.

Tout d'abord, dans le cadre de la lutte des bacrim rivales pour le contrôle d'un territoire, les membres des différentes bacrim se livrent une guerre ouverte et armée dans ces zones. Les habitants se trouvant sur ces secteurs sont forcés de quitter leur domicile à cause du danger permanent. Les membres des bandes rivales s'entre-tuent. La plupart des bacrim disposent d'une délégation de tueurs à gages – *los sicarios* – chargés de mener à bien ces guerres.

Ensuite, nous l'avons vu, les bacrim pratiquent l'extorsion à grande échelle. Pour s'assurer que les victimes payent, elles doivent instaurer un climat de terreur et ainsi forcer la discipline des personnes extorquées. C'est pourquoi, pour montrer leur pouvoir et pour prouver que les menaces de mort en cas de refus de payer sont réellement exécutées, les bacrim assassinent ou séquestrent les récalcitrants à l'extorsion.

Attaque de Santa Rosa de Osos

Le mercredi 7 novembre 2012 eut lieu le massacre de Santa Rosa de Osos, petite ville située dans le département d'Antioquia. Jorge 18, l'un des leader des Rastrajos a commandité l'attaque. Des membres de la bacrim se sont alors rendus dans la finca « La España », où été cultivées des tomates en arbre. Le propriétaire des terrains n'avait pas payé l'impôt que lui réclamait la bacrim, à titre d'extorsion. Les dix employés se trouvant dans la finca ont été abattus, puis une grenade a été lancée sur le lieu du crime. Après 20 jours d'enquête, les auteurs du massacre, six membres des Rastrajos, ont été arrêtés.

Les populations des zones les plus affectées par les bacrim sont terrorisées, cela engendre des déplacements massifs de population. Dans ces quartiers, « *la nuit les balles fusent de manière aussi routinière que la pluie en avril* »⁴⁸. Les bacrim semblent être dénuées de toute morale et complètement imprévisibles, instables. Ce sont des bandes criminelles capables des pires violations des droits de l'homme pour imposer leur pouvoir, tant aux habitants d'une zone qu'à une bacrim rivale. Par exemple, dans le village de Moñitor, le 6 mai 2010 a été retrouvé le cadavre découpé en morceau d'Eliecer Tordecilla, une personne très appréciée dans le village. Le crime a été attribué aux bacrim⁴⁹.

Pour illustrer cette violence, voici une liste de massacres commis dans le bassin de Medellin, le Valle de Aburra, une zone particulièrement touchée par les bandes criminelles, entre avril 2009 et juillet 2010 :

- ❖ **6 avril 2009** : 8 personnes meurent et 4 sont blessées lors d'un conflit entre deux bandes.
- ❖ **7 août 2009** : six hommes vêtus en policiers, mais faisant partie d'une bacrim, assassinent 5 personnes dans un appartement, dans le cadre d'une vendetta entre deux bandes.
- ❖ **8 août 2009** : 5 hommes sont assassinés dans un règlement de compte entre bacrim.
- ❖ **17 janvier 2010** : l'explosion d'une grenade dans un magasin fait 3 morts et 2 blessés. L'attaque est le fait d'une bacrim.
- ❖ **1^{er} juillet 2010** : des membres d'une bacrim entrent dans un bar lourdement armés et tirent sur la foule, faisant 8 morts et 23 blessés.

Non seulement ces bandes tuent, mais elles séquestrent aussi leurs ennemis. Les bacrim sont responsables de 4% de l'ensemble des enlèvements commis en 2011 dans les régions d'Antioquia, Norte de Santander, Nariño et Valle⁵⁰.

⁴⁸ Juan Camilo Maldonado, *Pasamos la noche en Cazuca y descubrimos cómo opera la limpieza social*, El Espectador, 27 février 2014.

⁴⁹ ⁴⁹ *BACRIM Bandas Criminales*, Juliana Suarez Vanegas, Observatorio de D.I.H, 2011.

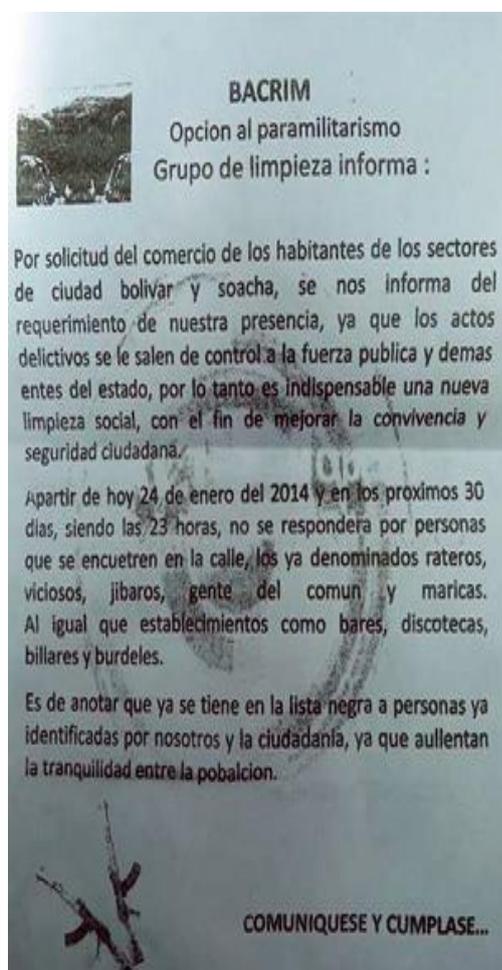
⁵⁰ ⁵⁰ *BACRIM Bandas Criminales*, Juliana Suarez Vanegas, Observatorio de D.I.H, 2011.

Donc des assassinats sélectifs sont commis par les bacrim dans le but de régler leurs comptes avec leurs rivaux, avec les débiteurs des extorsions, ou simplement pour montrer leur pouvoir et semer la terreur. Mais les bacrim assassinent également dans un objectif de nettoyage social.

B. Nettoyage social

Dans les quartiers investis par les bacrim, les bandes se sont octroyé un rôle nouveau : celui de débarrasser ces zones de toutes les personnes considérées comme nocives. C'est le nettoyage social. Le gouvernement, surtout sous la présidence d'Alvaro Uribe, est soupçonné d'avoir opéré du nettoyage social dans les villes.

Les bacrim exercent cette nouvelle activité. Des listes noires apparaissent sur des prospectus, signés par une bacrim, et sont distribuées dans les quartiers concernés, qui sont surtout les quartiers pauvres des grandes villes. Sur ces listes apparaissent des traits caractéristiques d'une personne et des menaces de mort pour les personnes concernées: des prostitués, des indigents, des drogués, des homosexuels. Parfois, apparaissent directement des listes de noms.



Prospectus distribué à Ciudad Bolivar, banlieue de Bogota à partir du 24 janvier 2014.

« BACRIM
Option du paramilitarisme
Groupe de nettoyage informe :

Sur demande du commerce des habitants des quartiers de ciudad bolivar et soacha, on nous informe du besoin de notre présence, car les forces publiques ne maîtrisent plus la délinquance, c'est pourquoi il est indispensable qu'ait lieu un nouveau nettoyage social, afin d'améliorer la cohabitation et la sécurité des citoyens.

A partir d'aujourd'hui 24 janvier 2014, 23 heures, et pour les 30 jours à venir, il n'y aura pas de garantie pour toute personne se trouvant dans la rue, étant un rat, un vicieux, un indigène, une personne quelconque ou un gay. Il en va de même pour les bars, discothèques, billards et bordels.

Prenez en compte que nous avons déjà la liste noire des personnes identifiées par nous et par les citoyens, qui empêchent la tranquillité du peuple.

Faites tourner et obéissez. »

Et il arrive que ces menaces soient mises à exécution et que des assassinats sélectifs aient lieu. C'est notamment le cas pour les défenseurs des droits de l'homme, considérés par les bacrim comme des ennemis à éliminer.

Les défenseurs des droits de l'homme sont menacés par la technique des prospectus comportant des listes noires. Entre 2011 et 2012, ont été déposées 1.400 plaintes pour pressions et menaces sur ces personnes. Près de 80% de ces agressions sont le fait des bacrim (et 15% le fait des FARC)⁵¹. Le but est de déstabiliser ce mouvement de défense des droits de l'homme qui est un frein à l'activité des bandes criminelles. Et malheureusement, ces menaces et pressions se soldent parfois par des assassinats. Le nombre d'assassinat des défenseurs des droits de l'homme est en augmentation, et une partie de ces homicides ont été commis par des membres de bacrim. Alors que 69 défenseurs avaient été assassinés en 2012, 78 l'ont été en 2013⁵². Les victimes sont des paysans, des indigènes, des personnes qui luttent pour la restitution des terres, qui viennent se mettre sur le chemin des bacrim. Ces bandes cherchent alors à protéger leurs intérêts, en intimidant tout d'abord, puis en tuant les activistes des droits de l'homme.

En règle générale, les bacrim, à travers l'ensemble de leur activité, violent continuellement les droits des citoyens colombiens : liberté, vie, propriété, intégrité physique et morale. La situation des droits de l'homme en Colombie est très largement aggravée par la présence des bacrim depuis 2006.

Ces entités criminelles pratiquent également la corruption.

C. Corruption

En novembre 2013, plus de 200 fonctionnaires publics étaient mis en examen pour avoir des relations avec des bandes criminelles. Parmi les fonctionnaires corrompus, se trouvent des conseillers municipaux, des maires, procureurs, greffiers, et des membres de la police et de l'armée, entre autres. Les régions les plus affectées par la corruption sont Antioquia, Choco et Valle del Cauca⁵³.

Cela montre bien que les bacrim s'inscrivent dans la continuité des paramilitaires. Les AUC avaient établi un réseau de corruption à grande échelle, utilisant leur supposé objectif contre-insurrectionnel et leur richesse provenant d'activités illicites pour étendre leur influence dans les moindres recoins de l'Etat. Les bacrim n'ont pas

⁵¹ Rapport 2012 de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme sur la situation des Droits de l'Homme en Amérique Latine.

⁵² Rapport 2012 de l'ONG Somos Defensores sur les Agressions contre les Défenseurs des Droits de l'Homme en Colombie.

⁵³ *Más de 200 investigaciones muestran el alcance de la corrupción de las BACRIM en Colombia*, InSightCrime, 5 novembre 2013.

d'idées politiques, ni une structure suffisante pour maintenir ce gigantesque réseau, cependant, la corruption continue d'être une part fondamentale de leurs opérations.

Les contacts les plus importants que les bacrim cherchent à corrompre sont les forces de sécurité – armée et police. Des alliés corrompus au sein de ces corps peuvent garantir le transport en toute sécurité des cargaisons de drogue, et obtenir des informations d'intelligence sur les mouvements et activités des forces de sécurité destinés à combattre les bacrim.

Concernant la politique, les bacrim cherchent surtout à corrompre les élus de bas niveau, utilisant l'influence de ces corps corrompus pour garantir que leurs activités locales n'attirent pas d'attention non désirée. Mais les bacrim ne cherchent pas à s'immiscer dans les hautes sphères politiques, car ce sont des groupes sans ambition de prendre le pouvoir, qui cherchent juste à assurer le bon fonctionnement de leurs affaires illégales. Rappelons que l'objectif des bacrim est de s'enrichir et non un objectif politique, insurrectionnel ou contre-insurrectionnel.

Les journalistes qui se risquent à dénoncer ces alliances entre fonctionnaires et bandes criminelles reçoivent des menaces⁵⁴. Les informations sont donc peu nombreuses sur ce délicat sujet.

Cette corruption est un grave problème pour combattre les bandes criminelles. Si elles savent à l'avance les opérations menées contre elles, elles peuvent les anticiper et chaque attaque contre les bacrim est un échec.

Tout d'abord, l'activité des bacrim est très diversifiée. La principale est le trafic de drogue, la seconde est l'extorsion, puis viennent le vol, la contrebande et le blanchissement de l'argent ainsi gagné. Pour assurer la pérennité de leur activité et de l'organisation en elle-même, les bacrim sèment la terreur partout où elles passent, par la violence et les menaces. Les guerres entre les différentes bandes installent une violence permanente et insupportable pour les populations locales qui sont souvent contraintes de fuir pour échapper aux balles échangées entre les bacrim. Elles assurent également le bon fonctionnement de leur activité par des alliances avec des fonctionnaires publics corrompus.

Ensuite, c'est une activité très localisée. L'extorsion est réalisée auprès de chaque personne du quartier dans lequel opère une bacrim, et non seulement des grands chefs d'entreprise et agriculteurs au niveau national. La corruption est menée surtout sur un terrain local, auprès des maires et conseillers municipaux. Dans un secteur donné, une bacrim sème la terreur par des menaces de nettoyage social. Ce qui importe à ces bandes criminelles, et ce qui les caractérise, c'est d'avoir un contrôle

⁵⁴ *En Colombia, las bacrim representan nueva amenaza para la prensa*, John Otis, Committee to Protect Journalists, 24 mai 2013.

total de la criminalité sur une zone déterminée. Une bacrim n'a pas vocation à s'étendre nationalement voire internationalement. Elle gagne beaucoup d'argent par de nombreuses activités diversifiées au niveau local.

Enfin, c'est une activité uniquement vouée à gagner de l'argent. Le trafic de drogue, l'extorsion et autres activités lucratives sont l'objectif numéro un des bacrim. Les assassinats, autres règlements de comptes, et la corruption sont menés dans l'unique but d'assurer la pérennité et le bon fonctionnement des activités lucratives des bacrim. Le financement d'une organisation criminelle de type bacrim est l'activité même de celle-ci. L'objectif étant de gagner le plus d'argent possible, ces entités criminelles diversifient leur activité mais la maintiennent au niveau local pour ne pas avoir à affronter les guérillas ou cartels étrangers (mexicains surtout).

Cette activité a un très fort impact sur la société colombienne, c'est évidemment un impact totalement négatif. Par ailleurs, les bandes criminelles sont une nouvelle forme de criminologie hybride, qui a un impact sur la notion de criminalité organisée.

Partie II. Les bacrim et leur impact externe

Les bandes criminelles émergentes sont des « *structures de crime organisé, spécialisées dans le narcotrafic, qui possèdent des niveaux d'hostilité liés à des revenus illicites et de portée nationale et transnationale, mais qui manquent d'idéologie politique et contre-insurrectionnelle* »⁵⁵.

L'Etat reconnaît que les bandes criminelles génèrent des victimes civiles et que leurs actions génèrent un impact humanitaire certain. En effet, les bandes criminelles émergentes – comme les appelle l'Etat – ont un impact important sur la société colombienne, tant sur les citoyens que sur le gouvernement qui doit appréhender ces groupes pour protéger la population civile (Titre 1). Mais l'Etat n'a pas encore reconnu le caractère d'acteur du conflit armé aux bacrim et se contente de les caractériser comme de la délinquance commune.

Cela démontre toute l'ambivalence de ces structures criminelles. C'est pourquoi elles sont intéressantes d'un point de vue criminologique. Les bacrim représentent un phénomène criminel hybride et nouveau. C'est pourquoi elles ont un impact également sur la notion classique de criminalité organisée (Titre 2). Leur origine paramilitaire, leurs alliances avec les guérillas et les cartels de drogue, leurs activités éclatées tant géographiquement que matériellement, leur capacité de renouvellement et leur hiérarchie peu structurée en font un phénomène criminel inédit et qu'il convient d'analyser.

⁵⁵ Intervention de la Police Nationale. Acte de la Table des Etudes Permanente, du 12 décembre 2012, page 1-3.

Titre I. Impact sur la société colombienne

L'activité des bacrim, par sa violence et sa diversité (cf. Partie I) est un problème de grande envergure pour la Colombie. Les conséquences de cette violence sont dramatiques pour les citoyens (Chapitre 1). Ce pays riche en ressources est en pleine expansion économique, l'unique facteur qui freine le développement du pays est l'insécurité qui y règne, fruit des bacrim et des guérillas. En 2006, les Colombiens ont cru en une stabilisation du pays, par la démobilisation des AUC, et l'affaiblissement des guérillas due à la politique d'Alvaro Uribe. Mais les failles dans le processus de démobilisation ont fait naître ces bandes criminelles, qui parasitent le pays. Certaines villes comme Buenaventura sont totalement paralysées par le contrôle des bacrim.

C'est pourquoi l'éradication de ces bandes criminelles émergentes doit être une priorité pour l'appareil étatique (Chapitre 2). Cependant, les pouvoirs publics ont tendance à minimiser le phénomène, qui est considérée comme de la délinquance commune. Cela s'illustre par la dénomination de « bandes criminelles émergentes », qui n'est pas représentative de la dangerosité et l'impact des bacrim sur la sécurité des citoyens. La justice colombienne, elle, a reconnu que les bacrim étaient un acteur à part entière du conflit armé, qui devait être traité comme tel afin d'assurer une réparation suffisante pour les victimes de ces bandes.

Chapitre 1. Conséquences pour les citoyens

Les activités des bacrim, entre trafic de drogue, extorsions et règlements de comptes, provoquent de l'insécurité et un désastre humanitaire (§1) dans les secteurs affectés par ces bandes. C'est un réel problème pour la Colombie, où les droits de l'homme se trouvent très affectés.

La situation désastreuse de la ville de Buenaventura (§2) est une illustration de cette situation générée par les bacrim. La ville est aujourd'hui dans une situation de violence qui doit alarmer le gouvernement pour le pousser à réagir fermement et prendre les mesures nécessaires pour combattre ces bandes criminelles qui sont un acteur important du conflit armé colombien.

Paragraphe 1. Insécurité et désastre humanitaire

La présence active des bacrim sur tout le territoire colombien empêche au pays de se développer économiquement, la paix étant une condition essentielle à ce développement.

Les bacrim sont responsables de l'insécurité qui règne dans le pays, dans les zones rurales comme dans les villes. En premier lieu, la corruption (cf. Partie I) des forces de sécurité et des sphères politiques locales créent une méfiance de la population à l'égard de ceux qui sont censés les protéger. Et cette méfiance est justifiée. La police et l'armée sont les corps chargés de protéger la population contre les attaques et la violence en général. Mais alors, si les policiers et les militaires sont corrompus par ceux qu'ils doivent combattre, comment espérer une protection quelconque pour la population ? Et les mairies sont chargées de mettre en place dans les villes des politiques de sécurité. Si les maires et conseillers municipaux sont corrompus par ceux qui créent l'insécurité, comment espérer que ces politiques soient efficaces ? Les citoyens n'ont pas le sentiment d'être protégés contre les attaques des bacrim. Une illustration de cette méfiance est le déplacement massif des populations. Les familles qui se déplacent savent que les fonctionnaires chargés de leur sécurité sont en partie corrompus, et donc ne comptent pas sur eux pour assurer leur protection et préfèrent fuir les zones sensibles.



Les soldats aident les familles à fuir leurs maisons à Medellin, en mai 2013, impuissants face à l'insécurité qu'elles subissent. Cette impuissance est souvent le fruit de la corruption.

Ces déplacements forcés sont le fruit des violences entre bandes criminelles. Il règne un climat de terreur dans les zones de présence des bacrim. Les balles fusent de toutes parts, les menaces envers les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les prostituées, les indigents, les activistes, les communistes ne cessent, les blessés et les morts s'accumulent, les règlements de comptes sont monnaie commune, l'extorsion fait partie du quotidien de chaque commerçant (cf. Partie I), etc. L'insécurité était en baisse dans le pays depuis 2006, avec la démobilisation des groupes paramilitaires et la politique offensive menée par le gouvernement d'Alvaro Uribe contre les guérillas marxistes. Mais les bacrim ayant pris la relève des AUC, l'insécurité est aujourd'hui en hausse au fur et à mesure que ces bandes gagnent en puissance⁵⁷. La Colombie est « *un monde (...) où la terre regorge de richesses – l'or, le nickel, le pétrole, le charbon, et, bien entendu, la coca. Mais cette richesse est réservée aux plus forts : ceux qui parlent le langage des armes. C'est le royaume des narcos et autres « Bacrim » comme on les appelle ici, les bandes criminelles* »⁵⁸.

Cette situation est une grave violation des droits de l'homme. Human Rights Watch signale que les bacrim commettent de nombreuses violations contre les civils. Des meurtres sont commis à l'égard des civils qui ne respectent pas les règles que les bandes imposent aux endroits où elles exercent un contrôle. L'International Crisis Group mentionne que ce sont des groupes qui imposent leurs propres lois et assassinent ceux dont ils n'approuvent pas le comportement⁵⁹. Les agressions envers les civils qui leur sont récalcitrants constituent autant de violations aux droits fondamentaux de ces personnes. Le nettoyage social opéré est l'une des plus

⁵⁶ *Autoridades no pudieron evitar desplazamiento en La Loma*, El Inspector, ecbloguer.com, 6 mai 2013, photo Manuel Saldarriaga.

⁵⁷ *Inseguridad aumentó en Colombia en 2011 por acción de las Bacrim*, el Mundo, 9 février 2012.

⁵⁸ *Les voleurs de terre colombiens démasqués*, Pierre Hazan pour Le Temps, 03 juillet 2012.

⁵⁹ Rapport COL104030.E Colombia : *Paramilitary successor groups*, de la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada, 2012

saisissantes illustrations de ces violations. Témoignent également de cette volonté de bafouer les droits des citoyens les attaques et menaces contre les défenseurs des droits de l'homme commises par les bacrim.

Les déplacements forcés de population perpétrés en partie par les bacrim représentent une catastrophe humanitaire. Depuis 1985, plus de 5 millions de personnes ont été obligées de fuir leur maison, dont 80% de femmes et d'enfants. La Colombie détient le triste record du plus grand nombre de déplacés internes au monde. Que font les familles après avoir fui leur domicile ? Elles arrivent dans les grandes villes – Bogota, Cali, Medellin, Barranquilla – où elles cherchent une solution immédiate à leur situation précaire. Ce sont des groupes entiers de familles qui arrivent dans les villes et génèrent de graves difficultés d'attroupement, de chômage ou d'insécurité. Ce sont des personnes qui arrivent dans un état de totale vulnérabilité, condamnés à vivre dans des conditions de misère, de dédain, d'indifférence et de non-respect de leur dignité humaine. C'est un grave problème en Colombie, les couches de population en situation de précarité dans les grandes villes sont gonflées par ces familles déplacées. Les déplacés fuient des situations de violation de leurs droits de l'homme, droits politiques et civiques, mais se retrouvent dans les mêmes conditions de violation de ces droits fondamentaux. La seule différence étant qu'ils risquent moins pour leur vie. Et les solutions manquent pour prendre en charge ce problème⁶⁰. Pour survivre, certains mendient, volent, ou intègrent des petites bandes de rue.



Familias desplazadas por paramilitares en la Plaza de Bolívar de Bogotá.

Familles déplacées par des bacrim, sur la place Bolívar, Bogota, 2012.

Le 23 mars 2012, Manuel Ruiz et son fils de 15 ans, Samir de Jesus Ruiz, membres de la communauté afro-colombienne et métisses d'origine africaine d'Apartacido dans le département du Choco, ont été enlevés par des membres de bacrim. Le 24 mars, leur famille a été informée qu'ils avaient été tués. Le corps de Manuel a été retrouvé le 27 mars, celui de son fils le 28. Samir de Jesus avait été torturé. Ce double homicide a été commis juste avant une inspection gouvernementale qui devait permettre d'identifier les propriétaires légitimes de terres d'où la famille Ruiz et d'autres personnes avaient été chassées en 1996 par des paramilitaires et des forces

⁶⁰ Revue n°26 « *Violencia y Desplazados en Colombia* », Gildardo Rivera Galindo, 2011.

de sécurité. Amnesty International relate cet évènement pour illustrer les violations des droits de l'homme dont se rendent coupables les bacrim en Colombie. Les plus touchés par ces violations sont les membres des peuples indigènes, ceux de la communauté afro-colombienne, des populations paysannes, les syndicalistes et défenseurs des droits de l'homme. L'ONG souligne également l'impunité dont bénéficient les auteurs de ces violations, car des avocats, des témoins, et toute personne impliquée dans les informations judiciaires en relation avec les droits humains reçoivent des menaces, plusieurs ont même été tuées⁶¹.

« *Les groupes armés n'hésitent pas à nous tuer pour prendre nos terres. Porter plainte ne fait qu'augmenter le danger. Ici, la plupart des juges et des policiers sont terrorisés quand ils ne sont pas de mèche avec les Bacrim. Le gouvernement de Bogota ne nous entend pas* », chef des Suni, un peuple autochtone⁶². La situation en Colombie est d'une grave importance quant à la violation des droits de l'homme et l'insécurité. L'exemple de la situation de Buenaventura illustre les conséquences désastreuses qu'ont les bacrim sur la population colombienne.

Paragraphe 2. L'exemple de Buenaventura



Aujourd'hui, le problème des déplacements forcés en Colombie se manifestent avec une plus grande intensité à Buenaventura, où se trouve le port maritime le plus important du pays, sur la côte Pacifique où la population est majoritairement afro-colombienne. Depuis trois ans, Buenaventura est la ville colombienne avec le plus grand nombre de personnes obligées de fuir leur habitation. En 2013, plus de 13.000 habitants de Buenaventura ont été déplacés.

⁶¹ Rapport 2013 d'Amnesty International, *La situation des droits humains dans le monde*.

⁶² *Les voleurs de terre colombiens démasqués*, Pierre Hazan pour Le Temps, 03 juillet 2012.

VÍCTIMAS DE DESPLAZAMIENTO FORZADO EN BUENAVENTURA

	Residentes de Buenaventura que fueron desplazados	Posición nacional
2013	13,468	1
2012	15,191	1
2011	22,028	1
2010	4,798	3
2009	4,481	3
2008	14,877	1
2007	15,443	2
2006	13,537	1

Fuente: Unidad de Víctimas, fecha de corte: 21 de enero de 2014¹

Nombre de résidents de Buenaventura déplacés entre 2006 et 2013, et position nationale de la ville quant au nombre de déplacements forcés. En 2011, 2012 et 2013, c'était la ville avec le plus grand nombre de personnes déplacées en Colombie : un triste record.

Un grand nombre de personnes sont victimes de disparitions forcées et d'assassinats commis par des bacrim à Buenaventura. Mais ces crimes ne sont pas beaucoup dénoncés, par peur des représailles. Les autorités n'ont pas protégé la population face aux groupes qui ont succédé aux paramilitaires. Les résidents de la ville indiquent que la police est peu présente dans leurs quartiers, alors que les bacrim exercent un fort pouvoir. Plus inquiétant encore, plusieurs personnes signalent avoir vu des policiers se réunir avec ces groupes. Il existe une méfiance généralisée à l'égard des autorités et une sensation de vulnérabilité face aux abus que commettent de manière constante ces groupes.

Les autorités n'apportent pas le soutien adapté aux victimes de déplacement forcé qui ont dû abandonner leur domicile. Les mesures officielles de protection de ces personnes, exigées par la loi colombienne, se distinguent par des hébergements insalubres, une longue attente pour obtenir de l'aide humanitaire et un manque de protection des propriétés abandonnées. Pourtant, le gouvernement connaît cette désastreuse situation. En 2009, la Cour Constitutionnelle de Colombie a affirmé que les droits fondamentaux de la population afro-colombienne déplacée dans le pays étaient massivement et continuellement violés, et a signalé Buenaventura comme un cas emblématique. En novembre 2013, après que des bacrim aient déplacé plusieurs milliers de résidents de la ville en une semaine, le Défenseur du Peuple s'est installé à Buenaventura avec des représentants de l'ONU et a indiqué que la ville traversait une « crise humanitaire ».

Le 13 septembre 2013, des centaines d'habitants de Buenaventura ont participé à une marche pour la paix. La marche est passée par de nombreux quartiers et s'est finie dans un terrain de football, où les participants ont prié pour que cesse la violence. Le lendemain, a été retrouvée sur ce terrain la tête d'un jeune homme de 23 ans, les restes de son corps découpés avaient été dispersés dans différents quartiers. A cause des menaces de mort qu'ont reçues les membres de sa famille lorsqu'ils ont essayé d'obtenir justice pour ce crime, ils ont dû abandonner la ville, s'ajoutant à la longue liste des déplacés de Buenaventura.

Les bacrim sont présentes dans tout le centre urbain de Buenaventura, où elles sont responsables de la grande majorité des attaques qui se commettent contre la population. Ces groupes ont commis 45 disparitions dans trois quartiers de la ville dans un laps de temps d'à peine deux mois début 2013. Des corps découpés en morceaux sont régulièrement retrouvés sur les plages, et les périphéries de la ville. Cela démontre la barbarie de laquelle peuvent faire preuve les bacrim pour faire régner la terreur. Plusieurs témoins affirment avoir entendu des cris, leur faisant penser que les victimes étaient découpées vivantes.

Les Urabeños contrôlent la circulation des résidents entre les différents quartiers de la ville. Les groupes surveillent de près les personnes qui passent dans la rue, qui vont d'un quartier à l'autre. Si une personne inconnue par la bacrim entre dans un quartier, elle s'expose à un fort risque de disparition ou d'assassinat, car elle est présumée ennemie. Les Urabeños ont limité les mouvements et activités des résidents dans les quartiers où ils maintiennent une présence sans faille. Des horaires spécifiques sont fixés, pendant lesquelles les personnes peuvent entrer et sortir du quartier. Après une certaine heure, il est fortement recommandé de rester chez soi. Les résidents doivent obtenir une autorisation pour pouvoir se réunir, pour jouer une partie de football par exemple.

Les bacrim sont les principales responsables des déplacements forcés massifs à Buenaventura. Plus de 6.200 résidents de Buenaventura déplacés entre janvier et octobre 2013 ont indiqué avoir été obligés à quitter leur domicile par des bacrim. En 2012, ils étaient 5.635 selon l'Unité des Victimes. Mais les chiffres sont certainement plus élevés. En effet, les victimes ne dénoncent pas les coupables de ces crimes, par peur des représailles, et car avant juin 2013, cela ne leur apportait aucun avantage. Désormais, la Cour Constitutionnelle leur reconnaît le statut de victimes du conflit armé (cf. Chapitre II). Les déplacés décrivent la profonde sensation de terreur, d'insécurité que provoque la présence puissante des groupes, et les attaques réitérées, sensation atteignant un point de non-retour les forçant à partir lorsque les affrontements permanents entre bandes rivales se répercutent sur les portes de leur maison.

Les bacrim pratiquent à Buenaventura des recrutements forcés, incluant des enfants. En 2013, 35 plaintes ont été déposées pour des tentatives de recrutement forcé qui

affectaient majoritairement des victimes entre 17 et 25 ans. Les mineurs de 14 ans sont là pour alerter de la venue de personnes non désirées, alors que les jeunes de 14 ans et plus sont utilisés comme combattants.

Les victimes et témoins ne parlent pas, par peur des représailles. Les autorités qui ont la responsabilité de la sécurité de la population de Buenaventura ne protègent pas la ville. Certains résidents affirment que dans leur quartier, la présence de la police est très peu fréquente. Pourtant, la Police Nationale indique qu'elle maintient à Buenaventura une présence suffisamment large pour protéger la population. Ce n'est pas l'avis du Défenseur du Peuple, qui constate l'absence totale des forces de l'ordre dans certaines zones de la ville. Et lorsque ces forces sont présentes, elles sont parfois aperçues avec les membres des bacrim, partageant une bière par exemple, la corruption n'épargnant pas Buenaventura.

Lorsque des membres des bacrim sont arrêtés pour les crimes commis à Buenaventura, l'impunité est la règle. Les peines prononcées sont rarement exécutées. Le ministère public – *la Fiscalía* – est en charge de 840 informations en cours pour des présumées disparitions commises à Buenaventura. Mais en janvier 2014, aucun de ces cas n'avait abouti à une condamnation. Sur les 1.300 informations en cours pour déplacements forcés à Buenaventura, en janvier 2014, aucune condamnation n'avait été prononcée. Une des raisons de cette impunité est l'énorme quantité de cas dont est en charge la section de la Fiscalía chargée d'enquêter sur les disparitions et déplacements forcés à Buenaventura. Une Unité Nationale contre les Délits de Disparition et Déplacement Forcés (UNCDES) a été créée en 2010 pour réduire l'impunité face à ces crimes, avec un nombre de cas plus réduits à sa charge. Cependant, en janvier 2014, aucune personne n'avait été mise en examen dans les 44 cas desquels l'UNCDES est en charge pour la ville de Buenaventura⁶³.

La situation désastreuse que connaît Buenaventura est une dramatique illustration de la violence perpétrée par les bacrim. Ces entités criminelles instaurent un climat de terreur par les imprévisibles barbaries dont elles sont capables. Ce sont des structures nouvelles, que les forces publiques ont du mal à appréhender. Cependant, l'Etat a l'obligation de protéger ses citoyens. Il faut donc s'interroger sur les réactions étatiques face aux bacrim, les solutions qui sont proposées pour combattre ce phénomène criminel particulièrement violent envers les civils.

⁶³ Toutes les informations sur la situation à Buenaventura sont tirées du rapport 2014 d'Human Rights Watch, *La crisis en Buenaventura*.

Chapitre 2. Réaction étatique

« D'importantes initiatives d'ordre législatif et politique ont été entreprises [et] les violations des droits de l'homme ont été condamnées ». Ces efforts n'ont cependant pas « encore donné les résultats escomptés au niveau local. [...] Nombre de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire continuent d'être perpétrées, en particulier par des groupes armés illégaux »⁶⁴. Ainsi, les mesures prises par le gouvernement (§1) et les applications de celles-ci pour combattre les bandes criminelles ne sont pas encore suffisantes pour assurer la sécurité des citoyens. La justice quant à elle (§2), dans un objectif de condamnation des coupables, est très en retard, l'impunité en Colombie reste un problème structurel⁶⁵. Cependant, en 2013, elle a attribué une réparation plus importante aux victimes des bacrim.

Paragraphe 1. Réaction du gouvernement

Un défi central du gouvernement du président Santos en matière de sécurité et d'ordre public a été la reconnaissance du conflit armé de Colombie et de ses victimes par la loi 1448 de 2011 (cf. §2). Le gouvernement a par ce biais différencié les groupes guérilleros auxquels s'appliquent les normes du droit international humanitaire, des bandes criminelles émergentes, qui sont considérées comme un phénomène de délinquance commune. Cette distinction exclut la compétence des forces militaires pour combattre les bacrim (C). Il est de la responsabilité de l'Etat de protéger les citoyens face à ces bandes criminelles (A). Dans le cadre de cette responsabilité, il développe une politique de sécurité (B) et accepte des éventuelles soumissions de bandes à la justice (D), mais malheureusement ces mesures n'ont pas le succès escompté.

⁶⁴ Rapport 2013 sur la *situation en Colombie*, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.

⁶⁵ Rapport 2013 d'Amnesty International, *La situation des droits humains dans le monde*.

A. La responsabilité de l'Etat de protéger les citoyens face aux bacrim

Les organismes de sécurité ont commencé à détecter de nouvelles organisations criminelles en 2006. Indépendamment de leur dénomination, ces groupes constituent une source de légitime préoccupation car ils exercent une forte violence contre la population civile.

Le gouvernement colombien a une responsabilité spéciale de faire face à la menace que représentent les bacrim pour la population civile. Cela inclut diverses obligations parmi lesquelles celle de protéger les citoyens face aux agressions, d'empêcher les attaques et de garantir que la justice intervienne pour condamner les auteurs des infractions consommées⁶⁶. Le degré de responsabilité de l'Etat pour les abus commis par les bacrim augmente en fonction du degré de tolérance et de collaboration – corruption – qu'acceptent les agents publics face à ces agressions et leurs auteurs.

Il est donc de la responsabilité de l'Etat de protéger la population face aux agressions des bacrim. Le gouvernement met en place une politique de sécurité, qui bien que démontrant les efforts effectués, n'est pas suffisamment efficace.

B. La politique de sécurité du gouvernement

Le président de la République de Colombie Juan Manuel Santos a déclaré que les bacrim sont des organisations qui représentent un nouveau défi pour les autorités colombiennes⁶⁷. Leur capacité de renouvellement et le recrutement permanent qu'elles pratiquent fait de ces bandes un ennemi difficile à combattre pour l'Etat colombien. Mais le Ministre de l'Intérieur et de la Justice, German Vargas Lleras a prévenu que « *personne ne doit douter de la décision politique de l'actuel président d'affronter ces nouvelles organisations, peu importe leur origine* »⁶⁸.

Le gouvernement a lancé le « Plan Troya » pour lutter contre les bandes émergentes, en février 2011. A son commencement, ce plan avait plusieurs phases, destinées à contrôler les bandes criminelles en 2014. Cet objectif n'a pas été rempli dans les temps, loin de là. Comme vu précédemment, de 2011 à 2014, il n'y a pas eu d'affaiblissement des bacrim, bien au contraire. Les violations des droits de l'homme commises par ces bandes ont augmenté. Certes, le nombre total de bandes a diminué, mais celles qui restent ont gagné en puissance. Une illustration de cela est la situation de Buenaventura (cf. Chapitre 1).

⁶⁶ Velásquez Rodríguez y Honduras, Sentencia del 29 de julio de 1988, parágrafos 172-175.

⁶⁷ *Les bandes criminelles émergentes : un nouveau défi pour la Colombie*, juin 2011, Grupoirena.com.

⁶⁸ Bogota, 23 mars 2011, debate de control político que adelanto la Plenaria de la Cámara de Representantes sobre las bandas criminales.

Le plan Troya prévoyait l'augmentation des effectifs policiers et militaires à l'ouest du pays, pour fermer les couloirs de transit par lesquels les narcotrafiquants sortent la drogue vers la mer des Caraïbes et ainsi bloquer leurs sources de revenu. Ce plan prévoyait également la collaboration de toutes les forces gouvernementales : armée, police, Fiscalia, la centrale d'intelligence nationale, et les instances judiciaires. En mai 2011, les autorités ont envoyé 1.400 policiers en renfort à la frontière avec l'Equateur par exemple. Une délégation de 19 hommes expérimentés dans le combat du terrorisme, de la guérilla, de la délinquance organisée et du narcotrafic a été mobilisée pour contrôler l'expansion de ces bandes criminelles dans les zones stratégiques du pays, surtout à l'ouest. Mais la concentration des efforts du pan Troya vers l'ouest du pays et non sur tout le territoire national montre que le gouvernement n'accepte pas la gravité de la situation des bacrim en Colombie.

Dans le cadre de cette nouvelle stratégie de sécurité, le gouvernement, en matière opérative et d'intelligence, a défini de nouvelles instances et mécanismes de coordination et de conseil, comme le CI2 Bacrim (centre intégré d'intelligence contre les bandes criminelles). La fonction du CI2 est de récolter et rassembler les moyens, les informations et les critères durant le déroulement des opérations sur le terrain. En matière judiciaire, l'Unité National contre les bacrim de la *Fiscalia* a été renforcée, avec la précision des critères importants en matière de collecte d'information et d'investigation. Le nombre d'arrestations, de mises en examen et de condamnations a augmenté depuis 2011.

Il est évident que le gouvernement prend des dispositions dans le cadre d'une politique de sécurité, pour lutter contre les bacrim. Cependant, ces mesures ne sont pas suffisantes. Certes, de nombreuses arrestations de leaders de bacrim ont eu lieu depuis 2008. Mais les bacrim ont une forte capacité de renouvellement, qui leur permet de survivre à la chute d'un chef (cf. Partie I). Le gouvernement continue de refuser d'attribuer aux bacrim le statut d'acteur du conflit armé, et continue de les considérer comme un problème de délinquance commune. Mais en réalité, ces bandes criminelles sont les successeurs des paramilitaires. Certes, il existe des différences avec les AUC, mais leur véritable nature est plus celle d'acteur du conflit armé que celle de simple bande criminelle de délinquance commune. A partir de là, les mesures déployées ne sont pas adaptées à la réelle nature de ces bandes organisées. Le gouvernement ne veut pas reconnaître l'importance des bacrim dans le conflit armé en partie pour éviter que leurs membres ne demandent des bénéfices en tant que groupe armé illégal dans le cadre de futures négociations avec le gouvernement. Ce statut de délinquance commune des bacrim implique que l'entité compétente pour les combattre soit la police, et non l'armée.

C. La police compétente, l'armée incompétente

Par une directive de 2009, le Ministère de la Défense colombien a attribué compétence à la Police Nationale de Colombie pour combattre les groupes criminels émergents, et a strictement délimité le rôle de l'armée. Cette décision est basée sur la position du gouvernement face à ces groupes en tant que simples bandes criminelles (cf. B.) de délinquance commune, et donc les combattre est une mission propre à la police et non à l'armée.

La directive de 2009 prévoit que *« la Police Nationale aura primauté dans la lutte contre les BACRIM. Lorsqu'elle l'estimera nécessaire, elle pourra demander l'aide des Forces Militaires conformément à la procédure établie dans [une autre section de la directive] »*. Concrètement, lorsque la police requiert l'assistance de l'armée, le Directeur de la Police Nationale demande une réunion avec un Groupe de Conseillers en charge du Commandement des Forces Armées, qui déterminera le niveau de force qui pourra être utilisé pour répondre aux besoins de la police. La directive dispose que le Groupe de Conseillers déterminera quelle bacrim sera l'objet des opérations militaires déployées en renfort de la police ; elle prévoit que *« dans tous les cas, pour remplir le devoir constitutionnel des Forces Militaires de protéger la population, lorsque les unités militaires sont déployées et sont en contact avec une bacrim qui n'a pas été identifiée comme objet des opérations ... l'usage de la force ne se fera qu'en cas de légitime défense »*.

L'unité de police chargée de mener à bien la majorité des opérations contre les bacrim est la Dirección de Carabineros y Seguridad Rural. Cinq zones ont été assignées comme le point central des opérations de cette unité. Chaque zone a plusieurs escadrons mobiles d'agents (chaque escadron disposant de 3 officiers, 10 sous-officiers et 107 gardes). En tout, il y a 71 escadrons mobiles, desquels 20 appartenaient auparavant à la Direction Antistupéfiants.

Cette manière d'affronter les bacrim offre certains avantages, car il est plus probable que la police réalise des enquêtes et des arrestations, alors que l'armée est plus propice à utiliser la force et à commettre des exécutions extrajudiciaires, ce qui n'est pas souhaitable. Cependant, la division actuelle des responsabilités a généré quelques conséquences problématiques en pratique.

Tout d'abord, la police manque d'une forte présence sur le territoire, spécialement dans les zones rurales, en conséquence de quoi elle n'est pas active sur beaucoup de secteurs dans lesquels opèrent les bandes criminelles. Normalement, la police agit dans les zones urbaines et seules les unités de « carabineros » (agents spéciaux) sont présentes dans les zones rurales. Dans la plupart de ces zones affectées par les

bacrim, les résidents n'ont pas aperçu le moindre signe d'une présence policière⁶⁹ (cf. exemple Buenaventura). Malgré le fait que la police affirme qu'elle est suffisamment présente pour remplir sa mission, certains hauts fonctionnaires du Ministère de la Défense ont rapporté lors de réunions avec l'ONG Human Rights Watch que la police n'avait pas la capacité ni les moyens nécessaires pour affronter effectivement les bacrim dans les zones rurales.

Ensuite, malgré le fait que la directive prévoit que l'armée puisse combattre les bacrim pour protéger la population civile dans les zones où la police n'est pas présente et requiert de l'aide, certaines branches de l'armée refusent cette mission.

La police a atteint certains résultats importants, comme des captures de chefs de bacrim. Cependant il semble qu'elle livre une bataille inutile face à ces groupes, car « *un roi mort est [...] un roi couronné* »⁷⁰ dans l'organisation de ces bandes. Au fur et à mesure que les leaders des bacrim sont capturés, ils sont aussi vite remplacés par un nouveau. Le recrutement constant permet à ces groupes de remplacer facilement les membres qu'ils perdent.

L'une des explications données par la police sur la raison pour laquelle elle n'avait pas pu stopper l'évolution des groupes successeurs des paramilitaires est que leur pouvoir de corruption est fort, il a touché l'armée et les *fiscalías*. Malheureusement, le gouvernement colombien n'a pas encore pris les mesures adéquates et efficaces pour prévenir et sanctionner les supposées tolérances et possibles liens entre les forces de sécurité et autres agents publics, et les bacrim. Cela freine toute lutte contre ces groupes, qui cherchent pourtant parfois à se démobiliser, mais cela se solde souvent par un échec.

D. La démobilisation éventuelle des bacrim

Le gouvernement admet depuis 2011 que des membres des bacrim se démobilisent, se soumettent à la justice et obtiennent des avantages pour cette action. Les membres qui se rendent ne pourront pas obtenir d'amnistie ou de grâce car les actes commis par eux ne sont d'aucune nature politique. Cependant, si les criminels reconnaissent les faits, ils peuvent bénéficier du système de la collaboration efficace : s'ils dénoncent leurs supérieurs au sein de l'organisation, ils bénéficieront d'une peine moins lourde. De fait, les chefs ne peuvent pas bénéficier de ce programme. Ainsi, si les membres des bacrim qui se rendent aux forces de l'ordre aident à démanteler leur bande, témoignent contre un chef dans un procès ou empêchent que se commettent d'autres crimes, le principe d'opportunité permet que ces

⁶⁹ Rapport *Herederos de los Paramilitares*, Human Rights Watch, 2010.

⁷⁰ Officier de la MAPP/OEA, dans le rapport d'Human Rights Watch, 2010.

personnes soient poursuivis pour des faits moindres et condamnés faiblement⁷¹. C'est tout simplement le système du principe d'opportunité prévu par la loi.

Par le biais de ce système, l'ERPAC est entré dans un processus de démobilisation en décembre 2011. Cependant, ce fut un échec. Seulement 267 membres se sont rendus. Mais ils ont été condamnés pour des petits crimes, alors qu'ils seraient responsables d'environ 1.200 homicides dans trois départements colombiens. En effet, ils n'ont avoué que des infractions mineures, et faute de preuves, de temps et de moyens, ont été jugés pour ces crimes seulement. Le problème le plus grave est que 560 membres ne se sont pas rendus, donc la majorité de l'organisation criminelle. Ces membres se sont scindés en deux, et aujourd'hui ces deux groupes continuent l'activité criminelle qu'avait l'ERPAC. Ce sont même des bandes ennemies qui luttent par la violence pour le contrôle du territoire et des couloirs de transport de la drogue. C'est donc un échec total de la part du gouvernement dans la tentative de démobilisation de l'ERPAC, qui n'était pas préparé pour mener à bien une démobilisation.

Le gouvernement de Juan Manuel Santos a réaffirmé sa position en juillet 2013 : les bénéfices que peuvent recevoir les membres des bacrim qui sont prêts à déposer les armes ne seront autres que ceux prévues par la loi, et applicable à n'importe quel criminel. Cette position ferme est assumée par le président, pour montrer la cohérence de sa politique, mais aussi pour maintenir un Etat de droit, au sein duquel il n'est pas possible de déroger à la loi à tout va. C'est une rupture avec la politique de l'ancien président – Alvaro Uribe. Les institutions nationales ne peuvent se convertir en instruments servant à justifier des accords avec des délinquants.

Dans ces conditions, des bacrim sont prêtes à se rendre. Les chefs de l'Oficina de Envigado et des Urabeños auraient signé un traité de paix entre eux, et seraient prêts à initier un sérieux processus de soumission à la justice, malgré le fait qu'il n'y aura, dans ce cas-là, pas d'avantages supplémentaires que ceux prévus par la loi⁷². Mais ce n'est pas la première fois que des bacrim promettent de se rendre sans que cela ne soit suivi des faits. Il faut donc rester attentif à une éventuelle démobilisation de ces bacrim. Si cela a lieu, il faut espérer que le gouvernement ne répètera pas les erreurs des démobilisations échouées du passé – tant avec les AUC qu'avec l'ERPAC – et prévoira des mesures suffisantes pour que la démobilisation soit réelle, les condamnations soit adéquates et qu'il existe un programme efficace de réinsertion pour les membres démobilisés.

Par ailleurs, en matière de réparation des victimes, la justice a dû prendre le relai du gouvernement qui n'assurait pas cette réparation pour les victimes des bacrim. Le gouvernement a bien prévu une loi qui assure la réparation des dommages subis par les victimes du conflit armé. Cependant, les victimes des bacrim avaient été exclues

⁷¹ Santos abrió una puerta a entrega de las bacrim, Javier Alexander Macias, El Colombiano, 7 juillet 2011.

⁷² Cuando las bacrim hablan de paz, Juan Sebastián Jiménez Herrera, El Espectador, 14 avril 2014.

du champ d'application de cette loi. Cet impair a été réparé par la Cour constitutionnelle colombienne.

Paragraphe 2. Réaction de la justice

La justice colombienne a encore du mal à s'adapter au déferlement des membres des bacrim qui arrivent devant ses tribunaux. L'impunité persiste face aux crimes commis par les bacrim (A). Mais en matière de réparation des victimes, la Cour constitutionnelle a permis de grandes avancées en incluant les victimes des bacrim dans la loi 1448 de 2011 (B).

A. L'impunité persistante

La lutte de la justice pour contraindre les membres des bacrim auteurs d'atteintes aux droits de l'homme à rendre des comptes a connu un certain nombre d'avancées. De janvier 2012 à mars 2014, 1.711 personnes affiliées à une bacrim ont été condamnées en Colombie⁷³.

Cependant, la grande majorité des auteurs d'atteintes aux droits humains continuent d'échapper à la justice. Des avocats, témoins et toute autre personne impliquée dans des instructions judiciaires en relation avec les violations de droits de l'homme par les bacrim ont été menacés. Plusieurs ont même été tués.

Le 10 octobre 2012, un inconnu a braqué une arme à feu sur Alfamir Castillo, une femme dont le fils avait été tué par des soldats en 2009, dans le département du Valle del Cauca, menaçant de l'assassiner, ainsi que ses avocats, Jorge Monalo et German Romero. Cette agression s'est produite quelques jours avant une audition au cours de laquelle le tribunal devait examiner la possible implication de quatre officiers corrompus dans l'affaire. Cette triste histoire n'est qu'un exemple parmi d'autres d'obstruction à la justice commise par des membres des bacrim, qui ne font que perpétuer l'impunité qu'il existe à l'égard de ces criminels.

Deux facteurs encouragent cette impunité : les menaces et assassinats de témoins et avocats tout d'abord, et la corruption ensuite. Mais la justice essaye tant bien que mal de remplir son rôle et de condamner les coupables de violations de droits de l'homme, mais aussi de réparer les préjudices subis par les victimes.

⁷³ Chiffre de l'Unidad Nacional contra las Bacrim de la Fiscalía General de la Nación, 14 mars 2014.

B. La réparation des victimes

La Direction de Justice Transitionnelle est une dépendance du Ministère de la Justice et du droit chargée de générer une ambiance propice à la coordination interinstitutionnelle au sein du gouvernement, afin d'affronter les violations graves et manifestes des Droits de l'Homme commises sur le territoire national. Cette entité nationale a travaillé à la préparation de la loi 1448 de 2011, ou loi de Victimes et Restitutions de Terres.

Le 10 juin 2011, le Président de la République a invité tous les colombiens à s'unir à la promulgation de cette loi vouée à la réparation économique et morale des victimes du conflit armé. Grâce à cette loi, le pays a fait un grand pas en avant en matière de justice transitionnelle, vers la réduction des brèches sociales entre les victimes du conflit armé et le reste de la société civile ; un grand pas vers la réconciliation. La loi 1448/2011 est le résultat d'un grand consensus politique et technique entre le gouvernement, les différentes entités publiques et les tendances des partis politiques représentés au Congrès.

La loi de Victimes et Restitution de Terres comprend une politique intégrale de réparation qui inclut des mesures en matière de restitution de terres, d'indemnisation par voie administrative, de réhabilitation, des mesures de garantie de non répétition. De plus, la loi prévoit un mécanisme mixte de réparation, avec un versant dirigé à la restitution des terres par voie judiciaire et un autre versant qui conçoit un mécanisme extrajudiciaire et massif de réparation par voie administrative.

La loi cherche à réparer intégralement les préjudices subis par les personnes qui ont souffert à cause du conflit armé en Colombie, et compenser la violation de leurs droits fondamentaux. Ainsi, des mesures prévues par la loi consistent en une assistance psychologique, au rétablissement de la jouissance de leurs droits (souvent droit de propriété), et garantissent la non répétition de ces violations.

Par la suite, un décret d'application a été adopté, après qu'un réel processus d'écoute des besoins des victimes et des associations ait été organisé, avec des tables de discussion et de travail établies en peu partout dans le pays. C'est donc une loi complète qui a été adoptée, qui n'oublie pas les droits des communautés minoritaires (indigènes, afro-colombiennes), et permet de réparer les préjudices subis par les victimes des guérillas et des groupes paramilitaires, voire même que leurs terres leur soient restituées.

Seulement voilà, les victimes des bacrim ne peuvent pas bénéficier de la loi 1448/2011. Le gouvernement se borne à considérer les bacrim comme un phénomène de délinquance commune et non comme un acteur du conflit armé. Pourtant, les bacrim sont les héritières des groupes paramilitaires, représentent de

réelles organisations criminelles structurées, qui font sans aucun doute partie du conflit armé. Et la Cour constitutionnelle colombienne ne s'y est pas trompée.

L'article 3 de la loi 1448 dispose que « *sont considérées victimes, pour les effets de cette loi, les personnes qui individuellement ou collectivement ont souffert d'un dommage [...] en conséquence de violations au Droit International Humanitaire [...] qui ont eu lieu à l'occasion du conflit armé interne. [...] Ne seront pas considérées comme victimes les personnes ayant souffert d'un dommage comme conséquence d'actes de délinquance commune* ». Or, le gouvernement a affirmé et répété que les actes commis par des bacrim sont considérés comme des actes de délinquance commune.

En premier lieu, la Cour constitutionnelle colombienne a estimé en 2012 qu'il fallait se baser sur des critères objectifs de manière à établir si la conduite, à partir de laquelle une personne prétend que lui soit reconnue la qualité de victime au sens de la loi 1448, s'inscrit ou non dans le champ du conflit armé interne. La Cour précise que « *tous les dommages subis à cause de violations des Droits de l'Homme commises par un acteur armé avec une structure militaire ou un contrôle territorial, comme conséquence des actions qui ont un rapport suffisamment direct avec le déroulement du conflit armé, pourront être invoqués par les victimes, selon les termes de la loi de 2011* »⁷⁴. Donc peu importe que les auteurs des faits soient des bacrim ou un autre groupe armé, les victimes peuvent se voir reconnaître les bénéfices de la loi de Victimes et Restitution de Terres s'il est établi que les violations des Droits de l'Homme subies s'inscrivent dans le conflit armé colombien. La Cour ouvre ici une possibilité de réparation pour les victimes des bacrim qui était fermée jusque-là.

La juridiction constitutionnelle précise que la délinquance commune correspond à toutes les conduites qui ne se déroulent pas dans le conflit armé. Un conflit armé se définit par le recours à la violence armée prolongée entre les autorités gouvernementales et des groupes armés organisés, ou entre ces différents groupes, dans un Etat⁷⁵. Les cours internationales ont pris en compte des facteurs comme la qualité de combattant de l'auteur des faits, la qualité de non combattant de la victime, le fait que la victime soit membre du camp opposé pour reconnaître l'existence d'un lien entre les faits et un conflit armé⁷⁶.

Donc la Cour constitutionnelle relève l'existence d'éléments objectifs qui permettent d'inscrire certaines conduites dans le conflit, et l'existence d'extrêmes contraires qui résultent très clairement d'actes de délinquance commune. Entre ces deux cas, il

⁷⁴ Sentencia C-253A/12 du 29 mars 2012, Magistrado Ponente Gabriel Eduardo Mendoza Martelo.

⁷⁵ Cas Fiscal v. Duski Tadic. No IT-94-1-ARè2, décision de la Sale des Appels sur sa propre juridiction, 2 octobre 1995, paragraphe 70. Puis réitéré dans de nombreux cas.

⁷⁶ Tribunal Pénal pour l'Ex-Yougoslavie, cas Fiscal vs. Dragoljub Kunarac et autres, salle des appels du 12 juin 2002.

existe des zones grises, qu'il n'est pas possible de faire rentrer à coup sûr dans l'une ou l'autre des catégories. Ces zones grises doivent être interprétées à la lumière d'un critère qui tend à protéger les victimes. Le moindre doute sur la nature des faits doit être interprété de la manière la plus favorable à la victime.

Cette décision de la Cour constitutionnelle a été un premier pas vers la réparation des dommages subis par les victimes des bacrim. Mais la réparation pour les victimes n'était pas généralisée, car il fallait toujours prouver un lien suffisamment proche avec le conflit armé.

La Direction des Registres a développé une pratique consistant à ne pas inscrire sur le Registre Unique des Victimes les personnes déplacées par des situations de violence généralisée. Alors, les personnes déplacées sans pouvoir prouver le lien avec le conflit armé étaient traitées d'une manière différente à celles déplacées qui le pouvaient, et étaient ainsi placées dans une situation de vulnérabilité et de manque de protection de la part des autorités nationales. La Cour constitutionnelle a déclaré cette pratique inconstitutionnelle en 2013⁷⁷, car les personnes déplacées par des situations de violence généralisée ne disposent pas de mécanismes ordinaires pour satisfaire la situation d'urgence qui s'est produite. Il existe alors un manque de protection de la part des autorités responsables de la population civile pour ces personnes. Cette situation d'urgence et de vulnérabilité dans laquelle se trouvent ces victimes leur octroie le droit fondamental à la reconnaissance de leur condition par leur inscription sur le registre de victimes de la loi de 1448/2011.

Ainsi, désormais les victimes des bacrim peuvent bénéficier de la loi de Victimes de deux manières différentes : soit leurs crimes dont elles sont victimes s'inscrivent dans le conflit armé de manière évidente, peu importe la nature des faits ; soit elles sont victimes de déplacement forcé et alors bénéficient de la loi, même si les faits n'ont pas de lien qui puisse être prouvé avec le conflit armé. La Cour constitutionnelle a permis, en ouvrant le champ d'application de la loi 1448, aux victimes des bandes criminelles d'obtenir une réparation plus efficace des dommages subis par elles, quand le gouvernement les excluait de ces dispositions plus favorables.

Les bandes criminelles ont de graves conséquences sur la société colombienne. Tout d'abord elles affectent par leurs actions les droits fondamentaux de la population civile, le désastre de la ville de Buenaventura en est un exemple criant. Ensuite, les institutions étatiques doivent répondre à cette menace, par des mesures de prévention, des mesures de lutte et de sanction. Il semble qu'aujourd'hui le gouvernement soit quelque peu dépassé par les événements et ne parvienne pas à prendre des dispositions efficaces pour dominer les bacrim. Cependant, en matière

⁷⁷ Auto 119/13 de la Sala Especial de Seguimiento a la Sentencia T-025/04 y sus autos de cumplimiento, 24 juin 2013, Magistrado Ponente Luis Ernesto Vargas Silva.

de réparation des victimes, la cour constitutionnelle a permis de faire un pas en avant vers une réparation plus importante, à travers deux décisions de 2012 et 2013.

L'impact des bacrim sur la société colombienne est fort. Ces bandes criminelles émergentes ont également un fort impact sur la notion classique de crime organisé.

Titre II. Impact sur la notion classique de criminalité organisée

La criminologie est l'étude scientifique du phénomène criminel⁷⁸. La criminalité est un phénomène que l'on retrouve dans toutes les sociétés présentes et passées qui nous sont connues. Mais cela ne signifie pas que c'est un phénomène uniforme. Chaque type de société connaît une criminalité qui lui est propre. Mais au-delà de ces différences, il est possible de détacher des points communs à tous les phénomènes criminels, et c'est encore plus vrai dans le monde globalisé dans lequel nous vivons, globalisation à laquelle la criminalité n'échappe pas.

La criminalité classique qui s'observe en Colombie est une criminalité dite de pays en développement, qui se caractérise par le phénomène du banditisme de bandes armées de paysans chassés de leur terre ou en rupture de ban⁷⁹. Ce banditisme a évolué en guérilla, mais cela reste un classique de la criminalité en Amérique latine. La criminalité dans les pays en développement se déplace dans les villes depuis les années 1960. C'est une délinquance liée au fait de l'urbanisation de ces pays, causée par l'industrialisation. Se développe une délinquance utilitaire (vols et agressions) mais aussi diverses formes de violence comme l'enlèvement contre rançon⁸⁰.

La Colombie occupait auparavant la première place du taux de criminalité létale au monde, notamment en raison de la guerre des gangs de narcotrafiquants et du conflit armé entre pouvoir central et rebelles des FARC. Mais elle a vu ce taux diminuer de près de moitié, et c'est le Venezuela qui occupe aujourd'hui la première place⁸¹.

Cette transformation de la criminalité en Colombie est due à la mutation des phénomènes criminels. Les cartels et les groupes paramilitaires originaires n'existent plus. Les guérillas sont stabilisées et négocient la paix avec le gouvernement. Mais une nouvelle forme de criminalité a fait son apparition : les bacrim. Le trafic de drogue s'internationalise et permet l'apparition de ces groupes nouveaux.

Ce sont des groupes criminels modernes (Chapitre 1), qui correspondent aux nouvelles tendances du crime organisé dans un monde globalisé. L'une des nouveautés du crime organisé, et caractéristique des bacrim est le caractère hybride de l'organisation criminelle (Chapitre 2).

⁷⁸ *Traité de criminologie empirique*, 4^{ème} édition, Presses Université Montréal, 2010, M. Le Blanc et M. Cusson, P.7.

⁷⁹ *Le banditisme et la violence en Colombie*, RICPT, 1966, P.-N. Rueda Uribe, P. 117-130.

⁸⁰ *Criminologie*, 7^{ème} édition, Précis Daloz, R. Gassin, S. Cimamonti, P. Bonfils, 2011.

⁸¹ Le Monde du 18 février 2011.

Chapitre 1. Une criminalité moderne

Le crime organisé dans sa globalité a aujourd'hui une importance nouvelle. En effet, la fin de la guerre froide lui a donné une dimension généralisée, avec un réel saut qualitatif. Longtemps, les organisations criminelles ont joué un rôle marginal dans la vie des sociétés. Aujourd'hui elles s'invitent au cœur du fonctionnement de la plupart des pays. Petit à petit, sournoisement, les organisations criminelles transforment la vie politique, économique et sociale des pays.

Les bacrim appartiennent complètement à cette nouvelle génération de crime organisé. La criminalité moderne est d'abord une criminalité généralisée (§1), puis est une criminalité réactive (§2).

Paragraphe 1. Une criminalité généralisée

Les organisations criminelles modernes présentent des particularités qui les rendent redoutables. Elles sont généralisées : polycriminelles et pluri-territoriales.

D'abord, elles sont toutes polycriminelles. Elles s'investissent dans des activités non pas en fonction de leurs préférences, mais en fonction d'opportunités et d'incitations économiques, selon un ratio coût/bénéfice⁸². Ainsi, en fonction de la conjoncture, ces organisations se livrent au trafic de drogues, d'armes, d'êtres humains, investissent dans la contrefaçon, les paris sportifs, etc. La recherche du bénéfice le plus important fait penser au fonctionnement d'une entreprise, mais ici, il s'agit d'une entreprise criminelle.

Les bacrim répondent totalement à ce critère d'une polycriminalité. Ce sont des bandes qui se dédient principalement au trafic de cocaïne car cela reste l'activité la plus rentable. Mais afin de maximiser les gains, et de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier, les bacrim se livrent à l'extorsion, au vol, à l'exploitation minière illégale, etc. Cette diversité dans la criminalité correspond à la dynamique moderne des organisations criminelles, qui pensent chiffre d'affaire avant tout.

Ensuite, les organisations criminelles modernes ont toutes une dimension territoriale très forte. Leur puissance s'exerce dans une réalité physique fluide, opaque et transnationale, qui se prête aux activités illégales. En premier lieu, le crime organisé est présent à différentes échelles territoriales : dans la rue, dans des quartiers (à petite échelle) mais également dans les relations nationales voire internationales (à grande échelle). Une organisation criminelle n'est plus réservée à une région

⁸² *Crime organisé : géopolitique d'un phénomène criminel*, Jean François Fiorina et Jean-François Gayraud, le 5 avril 2013, diplomweb.com.

aujourd'hui. Nous vivons dans un monde mondialisé, généralisé, et ces organisations se sont très vite adaptées à cette société globale. En second lieu, les organisations criminelles sont présentes sur des territoires de différentes natures : tant dans les villes que dans les milieux ruraux. La ville comme la campagne offre des avantages financiers pour les organisations, qui, dans un objectif de diversité de leurs activités, exercent un contrôle sur tout type de territoire. Ces différents territoires ne doivent pas être appréhendés comme une limite ou un enfermement mais comme une base forte de déploiement qui permet à ces entités de s'étendre, de créer de nouveaux espaces d'activité à travers le monde entier. Elles se concentrent autant sur leur déploiement international que sur le contrôle des zones à basse échelle. Le racket constitue un marqueur très net de ce lien entre organisation criminelle et territoire. Cet impôt illégal signe le pouvoir territoriale de ces entités.

Les bacrim, en tant qu'organisation criminelle moderne, ont une forte dimension territoriale. Nous l'avons vu, elles sont présentes dans tout le territoire national, dans les villes comme dans les campagnes, exerçant un fort pouvoir sur les habitants de ces zones. Mais elles sont également actives dans les régions alentours : Venezuela, Equateur, etc. Les bacrim ont même des délégations en Europe. Elles représentent le parfait exemple de l'organisation criminelle moderne telle que définie par J.-F. Fiorina et J.-F. Gayraud.

Polycriminelles et pluri-territoriales, les organisations modernes – et les bacrim parmi elles – sont généralisées. Ce caractère les rend redoutables et très résistantes à toute tentative pour les désamorcer. C'est une criminalité réactive.

Paragraphe 2. Une criminalité réactive

La capacité de survie et d'adaptation des nouvelles organisations criminelles est remarquable. Plusieurs facteurs rendent ces entités extrêmement réactives.

Tout d'abord, les organisations modernes disposent d'une capacité sans limite de renouvellement. Elles ne fonctionnent pas par un système mécanique facile à briser mais survivent au-delà du destin individuel de chacun de leurs membres. Un combattant voire un chef est tué ou emprisonné ? L'organisation criminelle demeure car son pouvoir d'attraction est très fort, du fait de sa rentabilité, elle-même due à sa polycriminalité. L'ampleur des flux financiers qui sont générés par une organisation criminelle moderne est considérable, signe de leur puissance et facteur d'attraction. Elles ont parfois un chiffre d'affaires supérieur au PIB de certains petits Etats. La corruption qui accompagne ces entités leur permet d'avoir une longueur d'avance face aux opérations menées pour les combattre, et leur réactivité en est d'autant plus renforcée.

Nous l'avons vu, les bandes criminelles émergentes peuvent se renouveler très rapidement. Malgré la chute de tous les leaders ayant fondé les bacrim actuelles, et les arrestations à répétition de leurs membres, elles sont plus puissantes et dangereuses que jamais. Le caractère éphémère de la place de chef et le recrutement de grande ampleur que pratiquent ces entités leur permettent de se régénérer en permanence face aux attaques destinées à les anéantir.

Ensuite, les victimes des organisations criminelles s'individualisent. Longtemps seuls les centres de production étaient la cible des opérateurs criminels. Les attentats et menaces se focalisaient sur l'outil industriel. Puis les expatriés furent considérés comme des atouts importants et les enlèvements commencèrent. Depuis le 11 septembre 2001, les administrations, centres de contrôle des réseaux et de communication, informatiques, boursiers sont devenus des objectifs à part entière de la criminalité moderne. L'élargissement du spectre de l'activité criminelle inclut dans les victimes du crime organisé les civils et les entreprises du tertiaire, qui échappaient auparavant à cette menace. Les particuliers, les civils sont une nouvelle source de revenu des organisations criminelles, qui s'adonnent désormais aux extorsions, aux vols et aux enlèvements contre rançon. Cela n'entraîne pas dans le champ d'activité du crime organisé auparavant. Cette individualisation des victimes des organisations criminelles leur permet de s'adapter aux événements⁸³. Si la victime est le particulier, cela multiplie les cibles possibles et donc permet à ces entités d'être très indépendantes, de pouvoir se renouveler dans un nouveau contexte, d'être réactives et d'évoluer rapidement.

Les bacrim s'adonnent à toute sorte d'activité portant la menace de leur crime sur des civils et des entreprises de toute sorte : extorsion, déplacement forcé, vol, attaques armées, etc. Cela montre donc la capacité d'adaptation aux nouvelles sources de criminalité, aux nouvelles victimes possibles et donc la faculté de réaction de ces bandes, dans la logique moderne du crime organisé.

Enfin, les organisations criminelles modernes sont en perpétuelle mutation. La capacité d'adaptation de ces entités est immense. Elles mutent en fonction des besoins qu'elles ont, des changements sociétaux, des menaces qu'elles affrontent. Cela les rend imprévisibles, et presque invisibles. Il est très difficile pour un Etat de combattre une menace criminelle imprévisible, qui est très réactive, alors qu'une politique étatique est une machine lente et bureaucratisée. Ainsi, quand un nouveau phénomène criminel apparaît, les gouvernements le nient ou l'occultent dans un premier temps, permettant aux organisations de s'implanter en profondeur dans les territoires. Quand le crime organisé est vivace et réactif, la réponse étatique est paresseuse et naïve.

⁸³ *Le crime organisé*, A. Bauer et autres, pouvoirs, 132 Seuil, 2010, p. 13.

Ainsi, les bacrim sont des organisations criminelles fugaces, réactives face aux évolutions qu'elles doivent appréhender. Ce sont aussi des entités généralisées, tant territorialement que matériellement. Elles s'inscrivent ainsi parfaitement dans la modernité du crime organisé. Par ailleurs, autre tendance criminelle, les bacrim sont un phénomène criminel hybride.

Chapitre 2. Une criminalité hybride

L'hybridation est un croisement entre deux variétés, deux races d'une même espèce ou entre deux espèces différentes⁸⁴. Il existe aujourd'hui des phénomènes criminels que les Anglo-saxons appellent « *de convergence* », et que X. Raufer désigne sous le terme « *d'hybridation* »⁸⁵. Du temps de la guerre froide, les organisations criminelles vivaient dans des espaces délimités, dans une autarcie sociale. Désormais, elles sont émancipées, généralisées et bien souvent hybrides. Plusieurs formes d'hybridations peuvent être observées. Les bacrim sont une organisation criminelle qui présente un phénomène d'hybridation (§1), dans sa nature. Et par ailleurs, toutes les organisations hybrides se rejoignent par plusieurs caractéristiques que l'on retrouve dans les bacrim (§2). Ce caractère hybride des bacrim est difficile à appréhender, c'est pourquoi de nombreux auteurs cherchent à rattacher les bacrim à un phénomène paramilitaire (§3).

Paragraphe 1. L'hybridation criminelle

L'hybridation criminelle est le croisement d'une criminalité politique et d'une criminalité de profit, l'entité pouvant muter ou naître hybride⁸⁶. Depuis plusieurs années, des signes montrent une hybridation toujours plus intime entre les différentes entités criminelles. Le temps des entités purement criminelles ou strictement idéologiques touche à sa fin. Les mutations et hybridations sont provoquées par les actes de ceux qui combattent le crime organisé.

Les guérillas marxistes d'hier vivent aujourd'hui du trafic de stupéfiants, les paramilitaires sont devenus narcotrafiquants, les *Jihadis* sont braqueurs et pirates⁸⁷.

⁸⁴ *Hybridation*, Dictionnaire Larousse 2014.

⁸⁵ CLES, Hors-Série n°4, *Pour une géopolitique des risques*, mars 2011.

⁸⁶ *L'hybridation criminelle*, mémoire Paris II, M.-A. Fioc, 2014.

⁸⁷ *Terrorisme, crime organisé : à l'horizon 2010, quels dangers, quelles menaces ?* Xavier Raufer, décembre 2010.

Cette hybridation rend l'ennemi « *fugace, bizarre, incompréhensible – mais tout aussi dangereux* », selon X. Raufer. Les menaces fortes et réelles émanent de ces entités hybrides, opportunistes et capables d'évolutions foudroyantes. La menace criminelle hybride mélange toute sorte de facteur – religion, politique, profit, guerre des gangs, trafics en tout genre – et c'est un danger chaotique pour les sociétés.

Quelques illustrations d'hybridation criminelle...⁸⁸

Les organisations criminelles de Bombay ou de Karachi sont aussi des opérateurs au bénéfice de groupes politiques basés au Pakistan. Des opérateurs de la Camorra ont avoué leurs liens avec des groupes radicalisés agissant au nom de l'islam salafiste, et assassinent aussi leurs concurrents en Allemagne. Certains groupes anti-talibans d'avant la libération de l'Afghanistan et des groupes pro-talibans post-guerre se financent aujourd'hui par le trafic de stupéfiants.

Le Hamas ou le Hezbollah s'arment grâce à l'aide des organisations criminelles égyptiennes ou par le trafic d'héroïne alors que les groupes criminels israéliens règlent leurs comptes, même en période de guerre, sur le territoire israélien ou en Europe de l'Est. En 2003, à Tel-Aviv, un attentat visant le caïd Zeev Rosenstein a fait trois morts ; en 2004 un autre parrain israélien a été visé par des grenades à Prague ; en 2008 on a relevé au moins trois attentats ou tentatives à la voiture piégée en Israël, sans compter les nombreuses fusillades. Le tout s'effectue sur fond de rivalité pour le contrôle du trafic de drogue et du recyclage de bouteilles.

En Europe communautaire, Europol reconnaît l'émergence accélérée d'organisations criminelles se confrontant désormais avec les Etats et développant ainsi des relations avec des groupes extracommunautaires, en particulier la maffiyah turque ou sa filiale bulgare. Les groupes criminels tchéchènes ont survécu à l'anéantissement partiel du pays et étendent peu à peu leur influence en Europe, y compris au cœur de Paris.

Le caractère hybride des bacrim a plusieurs sources. Tout d'abord, les bacrim tiennent leur origine des paramilitaires. Ces groupes contre-insurrectionnels sont apparus en réponse aux guérillas marxistes, dans un but de protection de la population contre ces criminels. D'abord licite, les paramilitaires ont ensuite été interdits et se sont défaits de leur objectif d'origine pour évoluer vers le trafic de stupéfiant. C'est une entité qui a muté vers l'hybridation. Les bacrim, elles, sont nées hybrides. Leur ascendance est un phénomène criminel politique à l'origine, alors que leur fonctionnement est dénué de toute idéologie politique, de tout objectif sociétal. Les bacrim par leur activité sont une organisation vouée entièrement au crime, dans un objectif de profit le plus important. Mais elles sont nées et ont été développées par d'anciens paramilitaires et encore aujourd'hui maintiennent des relations avec des hommes politiques d'un niveau local – par corruption. C'est un premier facteur d'hybridation.

⁸⁸ *Le crime organisé*, A. Bauer et autres, pouvoirs, 132 Seuil, 2010, p. 9-10.

Autre étrangeté des bandes criminelles, alors qu'elles sont apparues à l'origine comme une nouvelle génération de paramilitaires – groupes voués à la lutte contre les guérillas – elles sont aujourd'hui des alliées des FARC dans le cadre du trafic de drogue. L'alliance entre les bacrim, les guérillas marxistes et les cartels mexicains est une illustration frappante du caractère hybride de ce phénomène criminel.

Ensuite, les bandes criminelles émergentes se dédient à une activité criminelle qui mélange les genres : une activité hybride. Elles se chargent du trafic de stupéfiants, d'extorsions, de déplacements forcés, de vols, d'enlèvements, d'exploitations minières illégales, de corrompre les sphères politiques, etc. Cette activité, qui ne correspond à aucun corps de valeur, à aucune idéologie, aucune logique de code de conduite (ces bandes n'hésitent pas à s'en prendre à des femmes et enfants) démontre à quel point ce caractère hybride et « touche à tout » des bacrim les rend dangereuses.

Autre hybridation au sein des bacrim, ce sont des groupes criminels avec une structure organisationnelle faible, mais avec un pouvoir et une étendue forte. En effet, il n'existe pas de leader charismatique voué à mener réellement les effectifs des bacrim, à établir des règles de conduite. La hiérarchie au sein d'une bacrim semble artificielle, et facilement muable. Le contrôle du pouvoir central sur les pouvoirs locaux est faible, et les délégations des bacrim jouissent d'une indépendance et autorité inouïe pour une organisation criminelle. Cela est une faiblesse structurelle pour une entité qui veut perdurer. Cependant, les bacrim font de ces défauts une force. Les effectifs sont imprévisibles mais capables des pires crimes sans scrupules. Le faible contrôle sur les délégations permet une rapide et croissante implantation sur l'ensemble du territoire. Les membres recrutés sont peu formés, mais peuvent ainsi intégrer très rapidement une bande, et les recrues éventuelles sont très nombreuses. Le manque de pérennité des chefs permet aux bacrim de ne pas s'affaiblir lorsqu'un chef est arrêté ou tué. Ainsi, malgré une structure quelque peu bancal, les bacrim ont réussi à imposer leur pouvoir en seulement 8 ans, et devenir l'une des organisations criminelles les plus dangereuses, redoutables et redoutées du pays.

Les modifications géographiques, la friabilité des territoires et des frontières, et la dynamique des flux et des trafics sont autant de facteurs d'accélération et de renforcement de l'implantation des organisations criminelles dans toutes les sphères sociétales. Il ne s'agit plus d'un conflit entre ordre et désordre mais de l'affirmation d'une concurrence entre deux ordres, combattant ou s'alliant pour le contrôle des territoires et des marchés. Cette hybridation criminelle croissante présente des caractéristiques que connaissent les bacrim.

Paragraphe 2. Les caractéristiques d'une organisation hybride

« Dans un monde instable et chaotique, les évolutions sont brutales, les mutations fréquentes, les hybridations quotidiennes. L'ère de l'ennemi lourd, stable et lent – donc identifié – est révolue »⁸⁹.

De nombreuses organisations criminelles modernes naissent hybrides ou le deviennent, pour différentes raisons possibles (cf. §1). Une fois l'hybridation présente au sein de ces structures illégales, des caractéristiques communes à toutes ces organisations s'observent⁹⁰.

Ce ne sont pas des organisations « à l'occidentale ». Elles ne sont pas organisations au sens propre du terme, soit des structures solides voire rigides. Ce sont au contraire des entités fluides, liquides, presque volatiles. Depuis le mois d'août 1998 et ses deux premières attaques contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salaam, Al-Qaida a souffert de la pire vague répressive de l'histoire mondiale développée contre elle. De l'automne 1998 au printemps 2003, plus de 5.000 de ses membres ont été interpellés dans 50 pays. De plus, des centaines d'autres interpellations ont été opérées en secret, surtout dans le monde Arabe. Malgré cela, l'organisation est toujours active. Prenons l'exemple d'une grande entreprise légale comme General Motors. Il ne resterait rien de cette firme si mondialement 5.000 de ses cadres et employés lui été enlevés, les bureaux fermés, les archives pillés, les outils de travail et comptes en banque confisqués. On voit donc la solidité, la fluidité et la réactivité des organisations criminelles hybrides, qui sont encore plus aptes à réagir face aux coups durs qu'une entreprise légale. Cette caractéristique de fluidité se retrouve chez les bacrim. Nous l'avons vu, malgré les très importantes arrestations de leurs membres, ces entités continuent de progresser, de se développer, de s'étendre, cela étant facilité par leur nature muable, voire instable.

Ensuite, ces organisations disposent d'une capacité de mutation ultra-rapide, selon la demande, les évolutions des sociétés et du marché. Ce sont des organisations qui s'adaptent, se transforment en un temps très court, pour assurer la maximisation de leur profit, ou la réussite de leurs attentats. Les bacrim n'ont pas encore eu à muter du fait de leur jeune âge. Cependant, elles seraient très certainement capables de s'adapter à un nouveau marché s'il arrivait en Colombie, comme elles ont pu étendre leur activité aux différents secteurs lucratifs.

Ces entités sont souvent nomades, déterritorialisées et transnationales. Les bacrim sont présentent dans toute la Colombie, et non dans un territoire spécifique qui est

⁸⁹ Note d'alerte au Département de recherches sur les menaces criminelles contemporaines, Institut de criminologie de Paris, septembre 2007.

⁹⁰ Terrorisme, crime organisé : à l'horizon 2010, quels dangers, quelles menaces ? Xavier Raufer, décembre 2010.

le leur, elles gangrènent le pays d'une manière incontrôlable, allant jusqu'à s'implanter à l'étranger.

Elles sont privées de tout sponsorship d'Etat. Cela les rend encore plus imprévisibles et incontrôlables, car il n'y a pas d'information qui circule sur les activités, les intentions de ces groupes. C'est le cas des bacrim qui, malgré la corruption des fonctionnaires locaux, ne bénéficient pas de l'appui du gouvernement.

Elles ont une pratique extensive du massacre et du meurtre. Les bacrim s'adonnent volontiers au massacre, ou aux homicides pour se faire respecter sur un territoire, pour régler leurs comptes et dans le cadre des guerres entre bacrim rivales. Ce sont des bandes criminelles d'une extrême violence, caractéristiques des entités criminelles hybrides.

Les bandes criminelles émergentes – bacrim – sont des organisations criminelles hybrides par leur origine, leur fonctionnement, leurs activités et leurs caractéristiques. L'hybridation criminelle est un phénomène qui vient bouleverser la criminologie et la notion classique de crime organisé. Il existe aujourd'hui une nouvelle typologie d'organisations criminelles : les entités hybrides. Il ne faut alors pas assimiler les bacrim à des nouvelles troupes paramilitaires car, nous l'avons vu, elles constituent un phénomène criminel nouveau et hybride, et non simplement constitué à l'identique des anciens paramilitaires.

Paragraphe 3. Une organisation hybride et non paramilitaire

La nature des bacrim est hybride notamment du fait de leurs origines paramilitaires. Alors, ces entités sont-elles des bandes criminelles ou des groupes néoparamilitaires ? Les avis divergent, tant la frontière entre ces groupes et leurs ancêtres est floue.

Ces groupes successeurs des paramilitaires ont été catalogués de différentes manières : paramilitaires, bandes criminelles, groupes armés illégaux, cartels de narcotrafiquants, etc. Certaines ONG parlent d'une nouvelle génération de paramilitaires, ou encore de nouveaux groupes paramilitaires⁹¹ ; la MAPP de « *structures armées illégales de profil criminel* », de groupes armés illégaux, ou encore de « *factions armées étroitement liées au développement des économies illégales* »⁹². Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme

⁹¹ Empezó el declive de la seguridad democrática?, León Valencia, Fundación Nuevo Arco Iris, 23 novembre 2009.

⁹² *Decimosegundo informe trimestral del Secretario general al Consejo Permanente sobre la misión de apoyo al proceso de Paz en Colombia*, Organisation des Etats Américains, 9 février 2009.

évoque des « *groupes armés illégaux apparus après la démobilisation* »⁹³, « *fortement armées qui disposent d'une organisation militaire et des commandements responsables et possèdent une capacité pour exercer un contrôle territorial et développer des actions militaires contre d'autres acteurs armés* »⁹⁴.

Pour sa part, le gouvernement colombien refuse de se référer à ces groupes comme des paramilitaires – puisqu'il affirme que les paramilitaires se sont démobilisés – et les classifie de bandes criminelles émergentes ou bacrim⁹⁵, qui appartiennent à la délinquance commune et non au conflit armé. Mais cette appellation n'occulte-t-elle pas la réelle nature des bacrim ? Ces bandes sont-elles une nouvelle génération de paramilitaires ? De nombreux auteurs et organisations non gouvernementales en sont persuadés. Certains considèrent que le terme bacrim est un euphémisme pour désigner la continuité des paramilitaires⁹⁶.

La similitude entre les groupes paramilitaires et les bandes criminelles ont été reconnues par la Commission Nationale de Réparation et Réconciliation (CNRR) dans son deuxième rapport sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration publié en août 2010. Cette commission a noté au moins sept points communs entre ces deux phénomènes criminels :

- La participation de commandements similaires (voire des mêmes personnes).
- L'utilisation d'un langage contre-insurrectionnel et le développement d'actions contre la population civile, tout particulièrement des menaces, des homicides et des déplacements forcés.
- L'exercice de fonctions de contrôle local, de coercition de la population civile et d'interférence au sein des autorités, des institutions locales et des structures de la force publique.
- Le financement et les ressources provenant du contrôle de la fabrication et des voies d'acheminement de la cocaïne, et d'autres économies illégales, caractérisées par une action dans les campagnes avec des réseaux de coordination et de soutien dans les villes.
- L'articulation avec des réseaux criminels à différents niveaux qui maintiennent la pression dans les quartiers des zones urbaines, afin d'exercer un contrôle sur les activités illégales, notamment l'extorsion et le microtrafic.

⁹³ *Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos Sobre la situación de los derechos humanos en Colombia*, Oficina de Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos en Colombia, 28 février 2008.

⁹⁴ *Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos Sobre la situación de los derechos humanos en Colombia*, Oficina de Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos en Colombia, 2007.

⁹⁵ *La Nueva Cara de la Violencia en Colombia*, Rapport Human Rights Watch, 2010.

⁹⁶ *Bacrim : el poder y las sombras del paramilitarismo*, César Alarcón Gil, 3 décembre 2012, razonpublica.com.

- La pratique de l'extorsion, soit disant dans le but de protéger les victimes et du nettoyage social contre les personnes les plus vulnérables.
- La possession d'un arsenal considérable d'armes en tout genre.

Par ailleurs, la Commission Colombienne de Juristes (organisation non gouvernementale possédant le statut consultatif aux Nations Unies) a estimé qu'il existait six raisons pour considérer les bacrim comme des groupes paramilitaires :

- Tout d'abord, quasiment tous les leaders fondateurs des bacrim sont d'anciens commandants des AUC.
- La structure des groupes paramilitaires demeure dans les bacrim.
- Les liens des bandes avec les forces de sécurité de l'Etat demeurent.
- Les violations des droits de l'homme de la population civile continuent.
- Le profil des victimes est le même que pour les groupes paramilitaires : leaders sociaux, défenseurs des droits de l'homme, peuples indigènes, communauté afrocolombienne.
- La politique d'attaques violentes des bacrim, consistant à persécuter la population civile, en particulier les défenseurs des droits et les personnes marginalisées socialement est caractéristique des troupes paramilitaires.

Pour la CCJ, les troupes paramilitaires subsistent, seulement elles sont officiellement appelées bandes émergentes⁹⁷.

Pour Carlos Medina Gallego et Ariel Avilla, le terme néoparamilitaire a été refusé par le gouvernement d'Alvaro Uribe car, les paramilitaires étant démobilisés, il n'était pas possible qu'existe une nouvelle génération. Ainsi, ce nouveau phénomène fut appelé bacrim, et considéré comme une conséquence normale et temporaire dans une situation post conflit. Le gouvernement remarquait que les membres des bacrim adoptaient un comportement nouveau, notamment la tenue vestimentaire civile et non plus en uniforme. Mais les partis de droite, les analystes et les journalistes ont de suite évoqué l'idée d'une troisième génération de paramilitaires car les pratiques de blocs, de structures locales et le commandement national caractéristiques des troupes paramilitaires demeurent avec les bacrim. Pour les deux professeurs, il existe quatre points communs majeurs entre les deux organisations illégales : les liens avec les forces de l'ordre et les structures politiques ; la rébellion contre les défenseurs des droits et les politiques de restitution de terres ; les membres paramilitaires ont

⁹⁷ *Algunas anotaciones sobre Bacrim y Paramilitares*, Federico Andreu Guzmán, Comisión Colombiana de Juristas, 2011.

intégré voire formé les bacrim ; le comportement d'armée privée soit disant prêtant un service de sécurité. Les bacrim fonctionnent avec une logique d'entreprise, qui maintient – malgré l'absence d'idéologie et de projet politique – des liens avec la politique, permettant de qualifier ces entités de néoparamilitaires⁹⁸.

En revanche, les auteurs qui sont en désaccord avec cette théorie rappellent que les bacrim n'ont pas de structure militaire, ne bénéficient pas de la capacité ni du caractère contre-insurrectionnel qu'avaient les paramilitaires, mais qu'au contraire se sont des organisations simplement criminelles qui se concentrent sur le narcotrafic et l'extorsion⁹⁹.

Alvaro Uribe, dans une tribune du 14 septembre 2012, explique que les bacrim ne sont pas de nouveaux paramilitaires, mais qu'ils peuvent le devenir. « *Ils ne le sont pas car le mot paramilitaire a été choisi pour nommer des bandes criminelles privées créées pour combattre les guérillas. La sécurité de notre Gouvernement a démobilisé les paramilitaires, a affaibli les guérillas et récupéré le monopole du combat du crime et le monopole de la justice, que l'Etat n'aurait jamais dû perdre* »¹⁰⁰.

D'autre part, Edgar Cely – commandant des Forces Militaires – refuse de considérer les bacrim comme paramilitaires, considérant qu'elles n'ont d'autre objectif que le narcotrafic, et qu'elles n'affrontent pas les guérillas marxistes¹⁰¹.

Alors, quelle est la réelle nature des bacrim ? Malgré les nombreux arguments en faveur d'une nature paramilitaire des bacrim, et les similitudes troublantes entre ces deux organisations illégales, les bacrim ne sont pas des troupes paramilitaires. Ce sont des organisations criminelles hybrides, qui empruntent beaucoup à leurs ancêtres (membres, pouvoir de corruption, réseaux, routes de transfert de la drogue, attaques aux défenseurs des droits de l'homme, arsenal d'armes), mais qui ne peuvent pas leur être identifiées.

En effet, les bacrim diffèrent des paramilitaires dans ce qui fait leur essence même : la structure militaire et l'idéologie contre-insurrectionnelle d'extrême droite. Certes, cette idéologie n'était au final qu'une parade pour les paramilitaires, afin de justifier leur activité criminelle. Cependant, c'était le fondement de leur création, leur origine, leur raison d'être : protéger la population contre les attaques des guérillas. Lorsque l'on observe que les bacrim et les guérillas travaillent main dans la main, il est alors impossible de considérer que ce sont des groupes paramilitaires. De plus, les bacrim

⁹⁸ *Bacrim y Paramilitarismo*, entrevista de Carlos Medina Gallego y Ariel Avila, canal prisma.tv, Universidad Nacional de Colombia, 2012.

⁹⁹ Consulta en la Embajada de EE.UU. à Bogota, septembre 2008, rapporté par cinep.org le 17 août 2011.

¹⁰⁰ *Las bacrim*, Alvaro Uribe Velez, El Colombiano, 14 septembre 2012.

¹⁰¹ *Las bacrim no son paramilitares: comandante de las FF.MM*, 26 mars 2011, El Universal.

sont différentes structurellement : elles sont beaucoup plus décentralisées, ont investi toutes les sphères territoriales comme un parasite, leur hiérarchie est moins structurée, la discipline et l'ordre ne règnent pas comme il régnait au sein des troupes paramilitaires. Les bacrim n'ont aucune revendication politique. Elles sont la « *fusion de plusieurs générations et courants criminels, certains avec, d'autres sans références idéologiques, avec différents niveaux de capacité organisationnelle et de contrôle territorial* »¹⁰².

Donc les paramilitaires sont le fondement des bacrim. L'emprunt de beaucoup de leurs activités, réseaux et mécanismes a permis le renforcement de ces groupes. Mais bacrim et paramilitaires sont à distinguer.

En revanche, cela n'est pas un argument valable pour considérer ces entités criminelles comme de simples « bandes criminelles émergentes », comme le fait le gouvernement colombien. Les bacrim sont une organisation criminelle hybride, qui fait partie du conflit armé colombien. L'exclusion à laquelle procède le gouvernement n'est pas concevable et témoigne de l'aveuglement qui existe face à ce phénomène pourtant en pleine expansion.

Les bandes criminelles sont donc hybrides. Mais elles dénotent avec la notion classique de crime organisé également par leur caractère généralisé et leur caractère réactif. Ces deux caractéristiques correspondent à un mouvement très moderne de crime organisé. Les bacrim sont l'illustration parfaite des nouvelles tendances criminelles en ce fait. Il ne faut donc pas tomber dans le piège de les définir comme des troupes paramilitaires, leur nature est nouvelle. C'est ainsi qu'elles ont un impact sur la notion classique de crime organisé. Désormais, il faut prendre en compte ces nouvelles entités pour définir ce qu'est une organisation criminelle. Les bacrim à elles seules ne révolutionnent pas le concept, mais font partie d'un mouvement de criminalité organisée moderne, en constituent même l'exemple le plus abouti. Quelle organisation est aussi polycriminelle que les bacrim ? Quelle organisation est aussi présente sur toutes sortes de territoire que les bacrim ? Quelle organisation possède autant de facteurs d'hybridation que les bacrim ? Quelle organisation correspond mieux à la typologie de l'hybridation criminelle que les bacrim ? Aujourd'hui, ces bandes criminelles représentent en criminologie l'exemple le plus abouti de la nouvelle version du crime organisé.

¹⁰² *The Changing Remnants of the Colombian Paramilitary and their Impact*, Gerson Arias et Elvira Restrepo, 2010.

CONCLUSION

Les bandes criminelles émergentes sont des entités organisées nées après la démobilisation des troupes paramilitaires en 2006 en Colombie. Ces groupes développent une activité criminelle de profit, principalement centrée autour du trafic de drogue et de l'extorsion, sans être guidées par une idéologie quelconque. La corruption exercée, les affrontements entre bandes rivales et les violations permanentes des droits fondamentaux des civils par les bacrim créent un climat de violence et de méfiance généralisé. Ces organisations criminelles sont aujourd'hui actives sur tout le territoire national – dans les villes comme dans les campagnes – et émergent même à l'étranger. Il existe actuellement cinq principales bacrim actives, dont les plus puissantes sont les Rastrojos et les Urabeños. La structure d'une bacrim est désarticulée, avec un pouvoir de commandement faible, ce qui lui permet de réagir promptement face aux événements imprévus. Les politiques gouvernementales sont encore trop molles pour combattre efficacement ce phénomène criminel, qui en profite pour prendre de l'ampleur. Les bacrim correspondent ainsi au nouveau visage de la criminalité organisée, notamment par son caractère moderne et hybride.

Les chiffres montrent que les bacrim sont en pleine expansion, et que la part de ces entités dans la violence et la criminalité en Colombie est en augmentation. Cependant, il est important de faire une précision. Les bacrim n'ont pas de signe distinctif irréfutable, permettant d'affirmer avec certitude que telle ou telle action est le fait de ces entités. Ainsi, de petits délinquants de rue, des bandes de rue se font régulièrement passer pour ces organisations criminelles. Pour extorquer, voler, terroriser en bénéficiant de la réputation dont jouissent les bacrim, et donc pour profiter de l'obéissance des victimes apeurées par ces successeurs des paramilitaires, ces délinquants lambda s'annoncent comme membres des Rastrojos, des Urabeños, etc. Il est donc nécessaire de considérer les chiffres et l'ampleur du phénomène avec prudence. Les bacrim fonctionnent comme une marque, qui est parfois usurpée, venant fausser les chiffres rendant compte de leur activité.

Qu'en est-il de l'avenir des bacrim en Colombie ? Sont-elles vouées à croître encore davantage, voire à prendre la place des guérillas dans le trafic de drogue ou sont-elles vouées à disparaître ? Daniel Rico estime que ces nouvelles bandes sont condamnées à l'extinction. L'auteur identifie les faiblesses inhérentes des organisations hybrides de Colombie.

- Tout d'abord, les bacrim sont dans une position beaucoup plus faible que ne l'étaient leurs prédécesseurs dans le narcotrafic (les cartels), car ils ne sont que des intermédiaires entre la feuille de coca que possèdent les FARC et les cartels Mexicains, qui dominent réellement le narcotrafic à l'échelle mondiale. Les Cartels de Cali ou Norte del Valle, dans les années 1990 dominaient les Mexicains, imposaient leur prix et assuraient une partie de la distribution à l'international.
- Ensuite, les bacrim sont dépendantes des guérillas qui leur fournissent la matière première de la cocaïne, la base de coca. Ces groupes n'ont pas la force militaire qu'avaient les AUC pour affronter les guérillas marxistes, donc sont contraintes d'accepter leur position secondaire, et de se contenter du rôle que les guérillas veulent bien leur octroyer. Si les guérillas décident d'éradiquer les bacrim, elles ont le pouvoir pour le faire.
- Les bacrim souffrent terriblement de la politique de lutte menée contre elles par le gouvernement. Tous les leaders fondateurs des bacrim ont été neutralisés par les forces de police. Régulièrement, et en grand nombre, des membres sont identifiés puis capturés, qu'ils soient au sein ou en dehors du territoire colombien.

Daniel Rico conclut donc à partir de ces observations, de ces faiblesses des bacrim que c'est une espèce en voie d'extinction, beaucoup moins puissantes qu'à leur commencement, menant ainsi le pays vers un changement structurel du crime organisé dans l'avenir¹⁰³.

Mais ces affirmations sont à nuancer. Certes, les bacrim sont jeunes, désorganisées, floues, instables. Mais elles représentent une nouvelle forme de crime organisé très efficace et propice à l'expansion. Les membres se font arrêter en grands nombres, mais le recrutement opère en quantité encore plus importante. Les leaders ont disparu, mais de nouveaux les ont très vite remplacés. La place des bacrim dans le narcotrafic n'est pas primordiale, mais leur rapporte suffisamment de ressources pour être actifs sur toutes les routes de transport de la drogue dans le pays, pour s'occuper du microtrafic interne et pratiquer l'extorsion, le vol, et les déplacements forcés à grande échelle. Il faut observer l'ascension vertigineuse des bacrim depuis leur apparition il y a huit ans : les Urabeños et les Rastrojos sont aujourd'hui des organisations criminelles redoutables, qui paraissent bien loin de l'extinction. L'histoire des bacrim n'est malheureusement pas prête de s'arrêter. Ces entités criminelles ont déposé, et font prospérer une véritable marque illicite, qui n'est pas proche de la faillite.

Il est nécessaire que le gouvernement prenne les mesures adaptées pour que les bacrim ne récupèrent pas le secteur d'activité des FARC en cas de démobilisation de celles-ci, à l'occasion du processus de paix mené en ce moment à Cuba. Dans le cas

¹⁰³ La dimensión internacional del crimen organizado en Colombia : Las bacrim, sus rutas y refugios, Daniel Rico, Wilson Center, abril 2013.

contraire, l'ampleur que prendraient les bacrim serait une véritable catastrophe pour la Colombie et ses citoyens. Egalement, si les bacrim rendent les armes, il est essentiel que cela s'accompagne d'une réelle réflexion pour ne pas reproduire les erreurs du passé, et donc ne pas laisser de nouvelles organisations criminelles perpétrer leur activité, elle-même issue des paramilitaires démobilisés en 2006.

Un nouveau phénomène criminel est remarqué en Colombie par la doctrine : les facrim. Ce sont des blocs de FARC qui se transforment en forces armées criminelles (facrim), pour se répartir la cocaïne, les ressources naturelles et minerais. Les facrim seraient l'équivalent des bacrim mais issues de la démobilisation des FARC¹⁰⁴. C'est un mouvement nouveau auquel il faut être attentif, et qui pourrait bouleverser les dynamiques criminelles dans le pays.

La violence dans laquelle est plongée la Colombie n'est pas inédite dans la région. L'Amérique latine, plaque tournante du trafic de drogue, est confrontée à d'importants problèmes criminels. Des organisations criminelles, mi-gang, mi-cartel, prolifèrent dans le continent – tout particulièrement en Amérique centrale –, dominant le trafic de drogue, s'adonnant au trafic d'armes, vols à main armée, enlèvements, assassinats sur gage, services criminels rendus à d'autres organisations : la Mara Salvatrucha, les Zetas, la Federacion, les Chevaliers Templiers, la Linea, etc. Ces entités criminelles modernes sont polycriminelles, leurs activités étant diversifiées¹⁰⁵.

Ainsi, les bacrim en Colombie ne représentent qu'un exemple de la criminalité issue du narcotrafic, qui paralyse les pays d'Amérique latine, et terrorise leur population.

¹⁰⁴ *Le président colombien imagine des ex-Farc au parlement*, Patrick Belle, 22 janvier 2014, blog.lefigaro.fr ; *Congreso pregunta si Colombia está lista para una guerra con Nicaragua*, 14 novembre 2013, laneros.com ; *Tierra, armas y poder*, Naciones Unidad Derechos Humanos, Oficina de alto comisionado, 2014.

¹⁰⁵ *Géopolitique criminelle de l'Amérique centrale*, Xavier Raufer, 17 mai 2013.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages

Le banditisme et la violence en Colombie, RICPT, P.-N. Rueda Uribe, 1966.

Dictionary of Twentieth Century World History, Oxford, Jan Palmowski, 1997.

Le crime organisé, pouvoirs, 132 Seuil, A. Bauer et autres, 2010.

L'enjeu des droits de l'homme dans le conflit colombien, Karthala Editions, Sophie Daviaud, 2010.

Traité de criminologie empirique, 4^{ème} édition, Presses Université Montréal, M. Le Blanc et M. Cusson, 2010.

Bandas criminales o neoparamilitares ? Foreign Affairs Latinoamérica, Frederic Massé, juin-avril 2011.

Criminologie, 7^{ème} édition, Précis Daloz, R. Gassin, S. Cimamonti, P. Bonfils, 2011.

Nommer le conflit armé et ses acteurs en Colombie : Communication ou information médiatique ? l'Harmattan, Yeny Serrano, 2012.

Le Petit Larousse, Editions Larousse, 2014.

2. Lois

Loi 1448 du 10 juin 2011, parlement colombien.

3. Jurisprudence

Cas Fiscal v. Duski Tadic. No IT-94-1-AR72, décision de la Sale des Appels sur sa propre juridiction, 2 octobre 1995, paragraphe 70. Puis réitéré dans de nombreux cas.

Tribunal Pénal pour l'Ex-Yougoslavie, cas Fiscal vs. Dragoljub Kunarac et autres, salle des appels du 12 juin 2002.

Sentencia C-253A/12 du 29 mars 2012, Magistrado Ponente Gabriel Eduardo Mendoza Martelo.

Auto 119/13 de la Sala Especial de Seguimiento a la Sentencia T-025/04 y sus autos de cumplimiento, 24 juin 2013, Magistrado Ponente Luis Ernesto Vargas Silva.

4. Journaux périodiques

El Espectador.

El Mundo.

El Pais.

El Tiempo.

El Universal.

Le Figaro.

Le Monde.

Le Temps.

Semana.

5. Rapports

Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos Sobre la situación de los derechos humanos en Colombia, Oficina de Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos en Colombia, 2007.

Note d'alerte au Département de recherches sur les menaces criminelles contemporaines, Institut de criminologie de Paris, septembre 2007.

Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos Sobre la situación de los derechos humanos en Colombia, Oficina de Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos en Colombia, 28 février 2008.

Decimosegundo informe trimestral del Secretario general al Consejo Permanente sobre la misión de apoyo al proceso de Paz en Colombia, Organisation des Etats Américains, 9 février 2009.

Violencia de género y mujeres desplazadas, ACNUR, 2009.

Herederos de los Paramilitares, Human Rights Watch, 2010.

Herederos de los paramilitares, la nueva cara de la violencia en Colombia, Human Rights Watch, février 2010.

Rapport mondial sur les drogues 2010, ONUDC.

Rapport mondial sur les drogues 2011, ONUDC.

Algunas anotaciones sobre Bacrim y Paramilitares, Federico Andreu Guzmán, Comisión Colombiana de Juristas, 2011.

Bogota, 23 mars 2011, debate de control político que adelanto la Plenaria de la Cámara de Representantes sobre las bandas criminales.

Consulta en la Embajada de EE.UU. à Bogota, septembre 2008, rapporté par cinep.org le 17 août 2011.

BACRIM Bandas Criminales, Juliana Suarez Vanegas, Observatorio de D.I.H, 2011.

Rapport de la consultoria para los Derechos Humanos y el Desplazamiento (CODHES), 2011.

Desmantelar los nuevos grupos armados en Colombia: lecciones de un sometimiento, Informe sobre America Latina, International Crisis Group, 8 juin 2012.

Rapport 2012 de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme sur la situation des droits de l'homme en Amérique Latine.

Rapport sur *les agressions contre les défenseurs des droits de l'homme en Colombie*, Somos Defensors, 2012.

Rapport de la Direction de Justice Transitionnelle du Ministère de la Justice et du Droit, *Construyendo un solo lenguaje para hablar de reconciliación, avances y resultados 2010-2012*.

Rapport COL104030.E Colombia : Paramilitary successor groups and new criminal bands (bandas criminales, bacrim), including areas of operation and criminal activities; state response to successor groups and bacrim, including reintegration of combatants and assistance offered, de la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié au Canada, 2012.

Intervention de la Police Nationale. Acte de la Table des Etudes Permanente, du 12 décembre 2012.

Rapport 2013 sur la *situation en Colombie*, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Rapport *Las Bacrim y el crimen organizado en Colombia*, Carlos Andrés Prieto, mars 2013, Friedrich Ebert Stiftung.

Rapport 2013 d'Amnesty International, *La situation des droits humains dans le monde*.

Rapport 2013 Nuevo Arco Iris.

Rapport 2013, ONG Somos Defensores.

Rapport 2014 d'Human Rights Watch, *La crisis en Buenaventura*.

Tierra, armas y poder, Naciones Unidad Derechos Humanos, Oficina de alto comisionado, 2014.

6. Articles de doctrine

Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie, Philippe Dufort, 2007.

Le conflit colombien, acteurs, enjeux et perspectives, P. Hupet et F. H. Giraldo Jimenez, 2009.

Empezó el declive de la seguridad democrática?, León Valencia, Fundación Nuevo Arco Iris, 23 novembre 2009.

The Changing Remnants of the Colombian Paramilitary and their Impact, Gerson Arias et Elvira Restrepo, 2010.

Terrorisme, crime organisé : à l'horizon 2010, quels dangers, quelles menaces ? Xavier Raufer, décembre 2010.

Colombia : insurgencia, bandas criminales y narcotráfico, Universidade Federal de Juiz de Fora, Erich Saumeth, 2010.

CLES, Hors-Série n°4, *Pour une géopolitique des risques*, mars 2011.

Violencia y Desplazados en Colombia, Gildardo Rivera Galindo, Revue n°26, 2011.

Bacrim y Paramilitarismo, entrevista de Carlos Medina Gallego y Ariel Avila, canal prisma.tv, Universidad Nacional de Colombia, 2012.

Les voleurs de terre colombiens démasqués, Pierre Hazan pour Le Temps, 03 juillet 2012.

Bacrim : el poder y las sombras del paramilitarismo, César Alarcón Gil, 3 décembre 2012.

Crime organisé : géopolitique d'un phénomène criminel, Jean François Fiorina et Jean-François Gayraud, le 5 avril 2013.

La dimensión internacional del crimen organizado en Colombia: Las bacrim, sus rutas y refugios, Daniel Rico, Wilson Center, avril 2013.

Géopolitique criminelle de l'Amérique centrale, Xavier Raufer, 17 mai 2013.

Criminal Activities of the FARC and Rebel Earnings, Jeremy McDermott pour InSightCrime, 20 mai 2013.

Questions à Luis Edgar Cruz, Docente T.C., par Floriane Colin, janvier 2014.

7. Mémoire

L'hybridation criminelle, mémoire Paris II, M.-A. Fioc, 2014.

8. Sites internet

<http://www.eltiempo.com>

<http://www.atlantico.fr/>

<http://www.elpais.com.co>

<http://www.90minutos.co>

<http://www.ecbloguer.com>

<https://www.verdadabierta.com>

<http://www.elmundo.com>

<http://cpj.org/es>

<http://es.insightcrime.org>

<http://www.elespectador.com>

<http://www.lefigaro.fr/international>

<http://www.ikiru.ch>

<https://www.crin.org/fr>
<http://www.lemonde.fr>
<http://www.colombia.com>
<http://radiomacondo.fm>
<http://noticias.terra.com.co>
<http://blog.lefigaro.fr>
<https://www.yumpu.com/fr>
<http://www.courrierinternational.com>
<http://www.semana.com>
<http://palabrasalmargen.com>
<http://www.lacarinosa.com>
<http://www.acnur.org>
<http://www.eluniversal.com.co>
<http://restituciondetierras.gov.co>
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/colombie>
<http://www.wradio.com.co>
<http://populationsdumonde.com/>
<http://www.france.fr/institutions-et-valeurs>
<http://www.routard.com/>
<http://www.planetoscope.com/>
<https://www.unodc.org>
<http://www.atlantico.fr>
<http://laniel.free.fr>
<http://conflits.revues.org>
<http://www.ultimasnoticias.com.ve>
<http://www.ecoi.net>

<http://www.infobae.com>
<http://m.eltiempo.com/justicia>
<http://www.letemps.ch>
<http://www.verdadabierta.com>
<http://colombiaopina.wordpress.com>
<http://www.cinep.org.co>
<http://www.revistaperspectiva.com>
<http://www.razonpublica.com/>
<http://www.polodemocratico.net>
<http://lasillavacia.com>
<http://grupoirena.com>
<http://www.diploweb.com/>

LEXIQUE

Blanchiment d'argent : action de faire subir à des fonds une série d'opérations à la suite desquelles leur origine frauduleuse, illégale peut être dissimulée.

Capo : dirigeant d'une organisation.

Cartel de drogue : organisation criminelle développée avec pour principal objectif de promouvoir et contrôler les opérations du trafic de drogue.

Coca : plante d'Amérique du Sud qui joue un rôle important dans la culture andine, à travers ses utilisations rituelles ou médicinales. La cocaïne est extraite de ses feuilles.

Cocaïne : alcaloïde naturel ou synthétique ; psychotrope qui excite le système nerveux dont l'usage prolongé peut aboutir à une toxicomanie.

Corruption : action de séduire quelqu'un par des présents ou des promesses, l'amener à agir contre sa conscience ou les devoirs de sa charge.

Défenseur du Peuple : organe constitutionnel et autonome créé par la Constitution colombienne de 1991, ayant pour but de veiller à la promotion, l'exercice et la divulgation des droits de l'homme dans l'Etat social de droit.

Extorsion : infraction consistant à obtenir la remise de fonds, d'un bien quelconque ou d'une signature, un engagement, une renonciation ou la révélation d'un secret, au moyen de violences, menaces ou contrainte.

Faction : groupe qui se livre à une activité fractionnelle à l'intérieur d'un groupe.

Fiscalía (General de la Nación) : organe indépendant rattaché au pouvoir judiciaire chargé d'enquêter et d'accuser les présumés coupables des infractions pénales dans le système accusatoire colombien.

Go fast boat : embarcation très rapide utilisée par les trafiquants pour transporter des produits illégaux.

Guérilla : ensemble des troupes qui mènent une guerre caractérisée par des actions de harcèlement, d'embuscades ou de coups de main.

Guérillero : combattant faisant partie d'une troupe se livrant à la guérilla.

Narcotrafic : trafic de drogue à l'échelle internationale, organisé par des groupes mafieux ou par des cartels.

Organisation paramilitaire : organisation civile dont la structure et la discipline imitent celles de l'armée.

10.000 pesos = 3,80 euros = 5,20 US dollar.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	2
SOMMAIRE.....	3
LISTE DES ABREVIATIONS.....	4
INTRODUCTION.....	6
A. La Colombie en histoire.....	6
1. <i>Avant le conflit armé</i>	6
2. <i>Le conflit armé colombien</i>	9
3. <i>Les FARC</i>	11
4. <i>Les AUC</i>	12
B. La Colombie en actualité.....	15
1. <i>Politique et économie</i>	15
2. <i>Education</i>	17
3. <i>Culture</i>	17
4. <i>Le problème du trafic de drogue</i>	18
C. Colombie et bacrim.....	21
Partie I. Les bacrim et leur fonctionnement interne.....	24
Titre I. L'organisation des bacrim.....	25
Chapitre 1. Différentes bacrim.....	26
Paragraphe 1. Les Rastrojos.....	26
Paragraphe 2. Les Urabeños.....	28
Paragraphe 3. ERPAC.....	30
Paragraphe 4. L'Oficina de Envigado.....	32
Paragraphe 5. Les Aguilas Negras.....	34
Chapitre 2. Une organisation commune.....	36
Paragraphe 1. Les membres des bacrim.....	36
Paragraphe 2. Le territoire des bacrim.....	40
Paragraphe 3. L'absence d'idéologie des bacrim.....	43
Titre II. L'activité des bacrim.....	45
Chapitre 1. Le trafic de drogue.....	46
Paragraphe 1. Le rôle des bacrim dans le trafic de drogue.....	46
Paragraphe 2. Le déplacement de population.....	49

Chapitre 2. Les autres activités	52
Paragraphe 1. Les autres activités lucratives.....	52
Paragraphe 2. Les activités non lucratives.....	54
Partie II. Les bacrim et leur impact externe.....	60
Titre I. Impact sur la société colombienne	61
Chapitre 1. Conséquences pour les citoyens	62
Paragraphe 1. Insécurité et désastre humanitaire	62
Paragraphe 2. L'exemple de Buenaventura.....	65
Chapitre 2. Réaction étatique	69
Paragraphe 1. Réaction du gouvernement	69
Paragraphe 2. Réaction de la justice	75
Titre II. Impact sur la notion classique de criminalité organisée	80
Chapitre 1. Une criminalité moderne.....	81
Paragraphe 1. Une criminalité généralisée.....	81
Paragraphe 2. Une criminalité réactive	82
Chapitre 2. Une criminalité hybride	84
Paragraphe 1. L'hybridation criminelle	84
Paragraphe 2. Les caractéristiques d'une organisation hybride	87
Paragraphe 3. Une organisation hybride et non paramilitaire.....	88
CONCLUSION	93
BIBLIOGRAPHIE	96
LEXIQUE	103

